

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	51	29

N° de la séance : 11

Objet de la délibération: Direction des
Finances - Débat d'Orientation Budgétaire
de l'année 2022

	Original ▪ Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--	---

N° Enregistrement : CC.2022.011

Date de la convocation :

Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

14 MARS 2022

de la réception s/Préfecture
en date du

11 MARS 2022

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Christophe ETORÉ, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Vu les articles L.5211-36 et L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016,

Vu l'article 107 de la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération n°CC.2021.295 approuvée par le Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2021 relative au Rapport Social Unique (RSU),

L'article L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant à l'article L. 2312-1 prévoit que dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat (« DOB ») peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais et représente un stade préliminaire à la procédure budgétaire dont il constitue un élément substantiel.

La Loi du n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que le DOB s'effectue sur la base d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année (« ROB »), élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel.

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 est venu préciser le contenu de ce rapport, et le II de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 pose que :

« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. ».

Le Débat d'Orientation Budgétaire fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Selon l'article 107 de la Loi dite « NOTRe », ce rapport et ses annexes seront transmis aux Communes membres de la CASA qui devront le communiquer aux conseillers.

De plus, le Débat d'Orientation Budgétaire s'accompagne d'obligations complémentaires à savoir :

- la présentation d'un Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable, conformément au Décret n°2010-788 du 12 juillet 2010 applicable aux Communes et EPCI de plus de 50 000 habitants, soumis par ailleurs au Conseil Communautaire ; ce Rapport a été présenté par ailleurs au Conseil Communautaire, lors de la présente séance, en vue de sa prise d'acte ;

- la présentation d'un Rapport Social Unique (RSU), conformément au Décret n°2015-761 du 24 juin 2015 applicable aux Communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, également soumis par ailleurs au Conseil Communautaire. Ce Rapport au titre de l'année 2020 a fait l'objet d'une prise d'acte, par délibération n°CC.2021.295 du Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2021.

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022

Rapport sur les Orientations Budgétaires

SOMMAIRE

I- Introduction

II- Contexte économique et politique

II.1- Le contexte économique

II.1.1- Le contexte économique mondial

II.1.2- Le contexte économique national

II.1.3- Le contexte économique de la CASA et du Parc de Sophia-Antipolis

II.2- Les finances publiques

II.2.1- Les finances des Collectivités territoriales

II.2.2- La Loi de finances pour 2022

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

II.3.2- Impact de la crise sanitaire sur la CASA en 2021

III- Orientations Budgétaires

III.1- Budget Principal

III.1.1- Analyse rétrospective (2019-2021)

III.1.2- Eléments prospectifs

III.2- Régies à autonomie financière et Budgets Annexes

III.2.1- Régie à autonomie des Transports « Envibus »

III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

III.2.4- Régie à Autonomie Financière de l'« Office de Tourisme Intercommunal »

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

III.2.7- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Eau »

III.2.8- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Assainissement »

III.3- Données consolidées et de synthèse

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Autonomes et Annexes

III.3.2- Illustration des projets par compétence

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

I- Introduction

La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République prévoit l'organisation et la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités locales (Articles L.2312-1 et L.52611-36 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce débat doit s'appuyer sur une note explicative de synthèse comprenant les informations sur la situation financière de la collectivité, les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La Loi dite « NOTRe » du 7 août 2015 et le Décret n°2016-841 sont venus compléter et définir le contenu des informations du DOB qui s'appuie sur un rapport joint à une délibération.

Enfin, le II de l'Article 13 de la Loi de programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 ajoute que les Collectivités et EPCI doivent, à l'occasion du DOB, présenter leurs objectifs en matière d'évolution des dépenses réelle de fonctionnement et d'évolution du besoin de financement annuel correspondant aux emprunts nouveaux minorés des remboursements de dette.

Aussi, le rapport qui suit présente le contexte économique et politique (II), les orientations financières de la CASA pour l'année 2022 (III), et notamment leur déclinaison par compétence, ainsi qu'une Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel (IV).

Ces éléments serviront de base à l'élaboration du Budget Primitif de l'exercice 2022.

II- Le contexte économique et politique

Depuis sa première apparition en Chine en décembre 2019, le virus de la Covid-19 bouleverse la planète. Cette maladie infectieuse, qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé, a des répercussions profondes sur la santé des populations, l'économie, les industries et les transports mondiaux. Elle a ainsi provoqué la plus grave crise économique qu'ait traversée l'économie planétaire depuis, au moins, la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise sanitaire a eu des conséquences colossales au niveau mondial, tant sur le plan économique que social, notamment au cours de l'année 2020.

Après un repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de Covid-19 au premier trimestre 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021.

Malgré cela, l'arrivée du nouveau variant « Omicron », au vu notamment de sa contagiosité très élevée, laisse une nouvelle fois planer le doute sur les conséquences qu'il pourrait engendrer sur l'économie mondiale en 2022.

Par ailleurs, des risques liés au rebond de l'activité (ex : fortes hausses de l'inflation et des taux d'intérêt) et à la géopolitique (tensions en Europe de l'Est) viennent déjà planer sur les perspectives de reprise.

II.1- Le contexte économique

II.1.1- Le contexte économique mondial

II.1.1.1- Une santé retrouvée en 2021

L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique. Les plans de soutien budgétaire massifs ont également largement contribué à atténuer les pertes de croissance.

Néanmoins, la reprise a été différenciée selon les régions du monde. Les Etats-Unis, qui ont débuté très rapidement leur campagne de vaccination en 2021 et qui avaient par ailleurs pris des mesures moins restrictives que l'Europe (au prix d'une mortalité plus élevée), ont redémarré plus vite que le reste du monde.

L'Europe, avec également des plans de soutiens budgétaires plus hétérogènes (en fonction des capacités respectives des pays) et avec des règles sanitaires plus strictes, a peiné davantage à repartir.

Enfin, la Chine a largement dépassé son niveau de pré-pandémie, même si son taux de croissance serait un peu plus faible que par le passé.

Par la suite, aux successives vagues de contamination qui ont touché les différents continents, se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise :

- la remontée du prix de l'énergie, provoquant une accélération de l'inflation au second semestre,
- des pénuries de biens intermédiaires, dont les semi-conducteurs, limitant certaines productions industrielles,
- une désorganisation des chaînes logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, etc.).

Malgré ces obstacles, les indicateurs économiques sont toutefois repartis à la hausse en 2021.

Concernant le chômage, on note qu'en Europe, les mesures de chômage partiel ont permis de contenir l'augmentation de son taux.

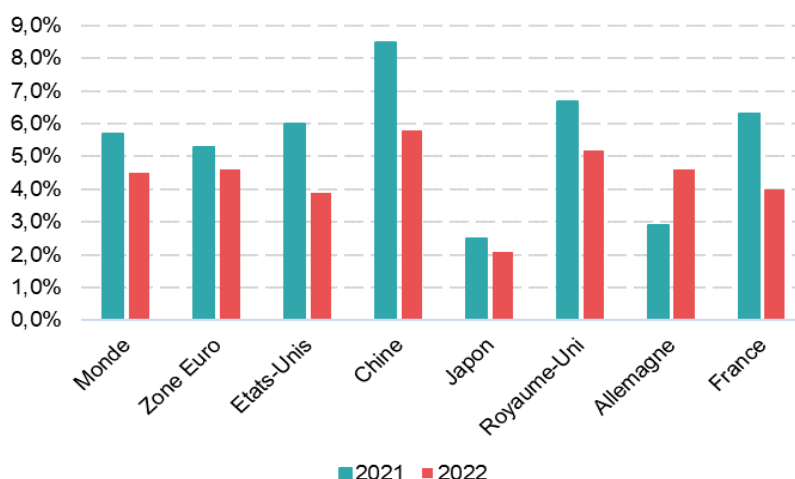
Néanmoins, aux Etats-Unis où le marché de l'emploi est plus flexible et dont le taux de chômage est structurellement plus faible qu'en Europe, de telles mesures de chômage partiel n'ont pas été mises en œuvre. Ainsi, au plus fort de la crise, le taux de chômage aux Etats-Unis a été multiplié par quatre en atteignant les 14,7%, contre les 3,5% observés avant la crise, son plus bas niveau historique. La flexibilité du marché du travail américain a toutefois permis une diminution régulière de ce taux de chômage pour atteindre le niveau de 4,8% en septembre 2021.

Du côté de la croissance économique, les prévisions d'abord pessimistes se sont progressivement et rapidement améliorées depuis le début de la pandémie, et ce jusqu'aux prévisions de septembre dernier de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), sur fond d'amélioration continue des conditions sanitaires mondiales.

Si le PIB mondial a reculé de 3,4% en 2020, le rebond économique a été important en 2021 et ce haut niveau d'activité devrait se maintenir en 2022.

En effet, les taux de croissance prévus par l'OCDE sont de l'ordre de 5,7% dans le monde, de 5,3% pour la Zone Euro, de 6% pour les Etats-Unis et de 8,5% pour la Chine.

Prévisions OCDE (septembre 2021) de croissance du PIB pour 2021 et 2022



Dans cet environnement, le climat d'optimisme quant à l'évolution de la conjoncture économique peut également s'observer à travers le prisme des indices des indicateurs d'achat (PMI), qui se sont fortement améliorés depuis le début de la crise sanitaire. Les indicateurs PMI sont des indicateurs de sentiment obtenus par sondage des responsables d'entreprises au regard du dynamisme économique de la zone étudiée. Une valeur supérieure à 50 traduit un climat optimiste et des prévisions d'expansion économique. A l'inverse, un indicateur en dessous de 50 traduit un pessimisme de leur part et des prévisions de contraction de l'activité économique. En Zone Euro, l'indice PMI composite est passé d'un niveau historiquement bas de 11,1 au mois d'avril 2020 à 54,9 au mois d'août 2020, et est supérieur à 50 depuis avril 2021.

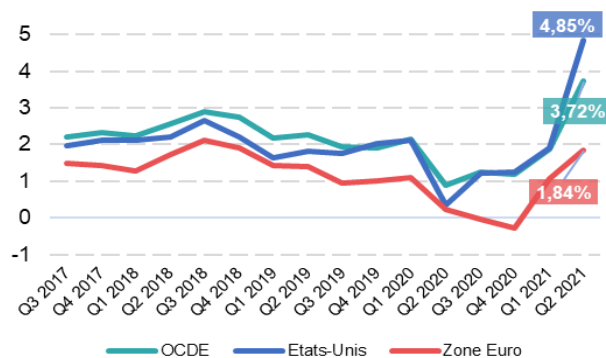
II.1.1.2- Retour de l'inflation et adaptation des banques centrales

Si l'activité économique a été touchée par la crise sanitaire mondiale, celle-ci, à travers le ralentissement des échanges internationaux et de la demande mondiale, a également pesé sur la croissance des prix en zone euro. Malgré les politiques monétaires menées par la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Réserve fédérale (FED) visant à injecter massivement des liquidités pour soutenir l'inflation, cette dernière n'a pas été au rendez-vous de 2020. En zone Euro, elle a atteint 0,25% en 2020. Cette très faible augmentation des prix s'explique essentiellement par l'effondrement des prix de l'énergie, qui pèse fortement dans l'indice des prix européen.

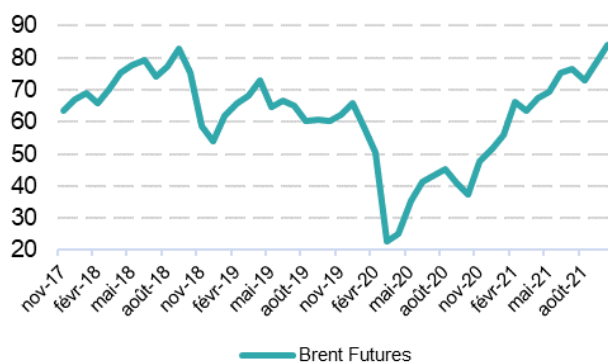
On observe cependant un changement de tendance depuis octobre 2020. Le cours du pétrole Brent ne cesse de grimper, et cotait, début octobre 2021, aux alentours des 80 USD, faisant mécaniquement s'envoler l'indice des prix à la consommation. En outre, d'autres éléments conjoncturels poussent les prix à la hausse depuis la sortie des confinements : difficultés de recrutement, hausses de salaires, désorganisation des chaînes d'approvisionnement et pénurie de matières premières entraînant la hausse de leur prix. Le coût de l'énergie impacte donc tant les professionnels que les particuliers.

Les niveaux élevés d'inflation, particulièrement aux Etats-Unis, mais également partout dans le monde, s'expliquent aussi par un effet de base. Les chiffres de l'évolution des prix s'affichent en glissement annuel et les chiffres 2021 sont donc comparés à ceux de 2020 où les prix étaient au plus bas. Or cet effet de base, d'après une étude de l'Insee, explique en Europe environ 60% de la hausse annuelle des prix prévus en 2021.

Inflation dans les pays de l'OCDE, aux Etats-Unis et dans la zone euro (rythme annuel, en %)

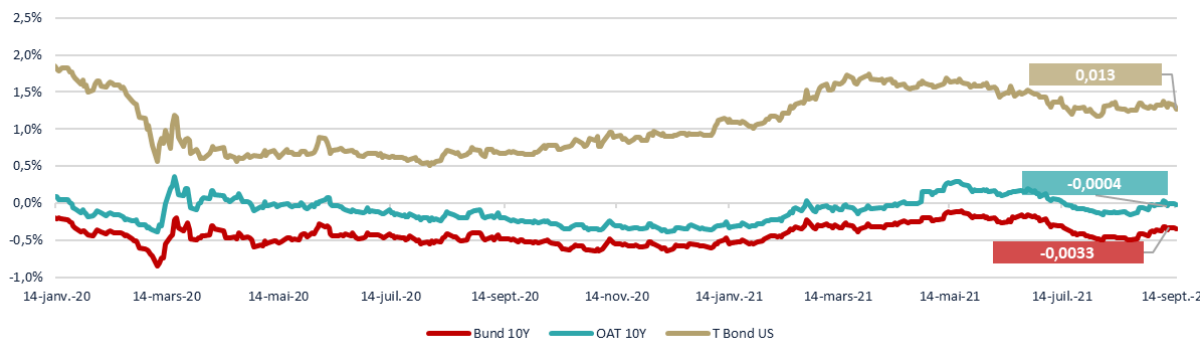


Prix du baril de pétrole – Futures Brent (USD)

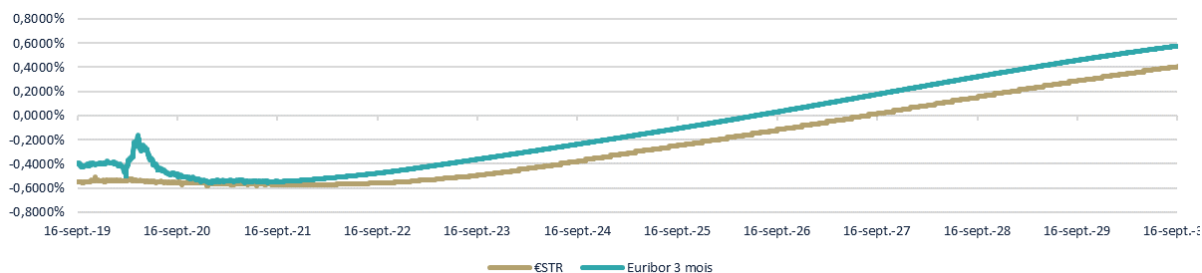


II.1.1.3- Des taux d'intérêt euro à des niveaux bas mais qui s'infléchissent à la hausse

Evolution des taux souverains en Europe et aux Etats-Unis



Historique et anticipation des taux courts euros



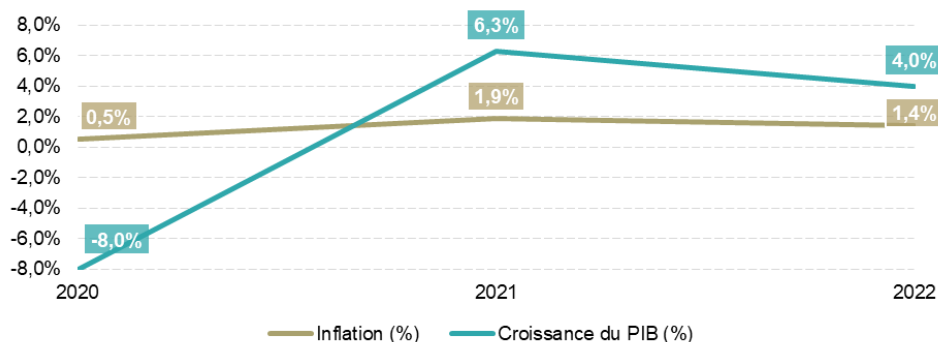
II.1.2- Le contexte économique national

Malgré la quatrième vague épidémique, portée principalement par le variant « Delta », l'impact économique de la crise sanitaire aura été nettement moins fort. Grâce à la progression de la vaccination contre la Covid-19, la plupart des restrictions sanitaires ont été levées entre mai et juin 2021, favorisant la reprise de l'activité en France. En stagnation au premier trimestre de l'année 2021, la croissance du PIB a été de 1,3% au second trimestre et devrait croître de 6,3% d'après les prévisions de l'OCDE de septembre 2021, contre une baisse constatée de 8% en 2020 (alors que l'inflation était de 0,5%). Cette hausse illustre un effet rattrapage post confinement avec une consommation accrue, un regain de confiance dans l'avenir grâce à l'amélioration de la situation sanitaire, un chômage en baisse, une reprise de la production des entreprises et l'amélioration de l'environnement économique.

En 2022, le PIB français devrait augmenter de façon importante mais moins soutenue, à hauteur de 4%, revenant ainsi sur un niveau de croissance plus proche du potentiel de croissance réelle du pays, mais « surfant » tout de même sur les effets de la relance budgétaire du gouvernement et des autres relances mondiales.

Du côté de l'inflation, après une croissance des prix de 0,5% en 2020, celle-ci devrait atteindre 1,9% en 2021 et 1,4% en 2022. Le chiffre assez élevé en 2021 devrait en effet baisser compte tenu du caractère conjoncturel des facteurs inflationnistes. L'aspect « temporaire » de l'inflation est le scénario privilégié par la Banque de France et la Banque Centrale Européenne (BCE) qui pensent que les goulets d'étranglement dus à la reprise économique ne dureront pas. Cependant, il est tout de même envisageable, d'après elles, que cette hausse des prix dure plus longtemps et soit plus importante que prévue, ce qui pourrait entamer la croissance.

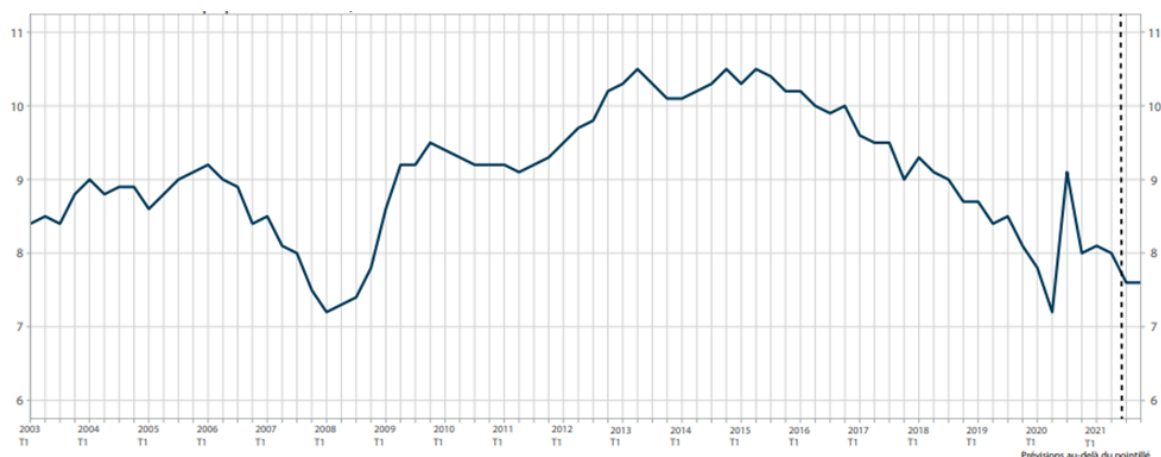
Prévisions de croissance et d'inflation en France



Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie semble avoir été absorbé. Au premier semestre 2021, 438 000 emplois ont été créés, permettant à l'emploi salarié de dépasser son niveau pré-pandémique dès juin 2021. Finalement, 222 000 emplois salariés auraient été créés entre fin 2019 et mi 2021, contre 270 000 par an en moyenne entre 2015 et 2019.

Le taux de chômage, qui a atteint son pic à 9% au quatrième trimestre 2020, est retombé à 7,6% à fin 2021 et devrait poursuivre sa baisse.

Taux de chômage en France (au sens du Bureau International du Travail)



S'agissant de la santé financière des entreprises françaises, les mesures de soutien mises en place par le Gouvernement pour faire face à la pandémie, notamment le Fonds de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les Prêts Garantis par l'Etat, ont permis de les protéger efficacement. De plus, 2021 a marqué une nouvelle étape dans la baisse de l'impôt sur les sociétés (passage d'un taux de 28% en 2020 à 26,5%). Enfin, le rebond de la demande en 2021 a également été un facteur positif pour la performance des entreprises. Ainsi, les faillites d'entreprises ont connu une baisse d'une ampleur jamais observée précédemment.

II.1.3- Le contexte économique de la CASA et du Parc de Sophia-Antipolis

La Technopole Sophia Antipolis, qui a montré par le passé une véritable capacité de résilience et surmonté plusieurs crises économiques, retrouve depuis l'été 2021 une forte croissance et montre des signes très encourageants de reprise. Les entreprises ont su s'adapter en termes d'outils, de services et de stratégie, et ont su parfois pivoter dans leurs activités afin de poursuivre leur croissance. En fin d'année, on retrouvait les valeurs de 2019 en matière de recrutements et de décisions d'implantations d'entreprises (Ile-de-France et international). Confirmation de cette tendance, le Business Pole est complet à fin 2021, avec de belles perspectives et beaucoup de mouvements à venir sur 2022, ce qui est rassurant sur le fait que l'immobilier d'entreprises est peu impacté sur notre zone, et que les entreprises et startups recherchent toujours des bureaux pour se développer.

Le Parc de Sophia Antipolis, quant à lui, montre des signes de reprise. La technopole a démontré en de multiples occasions, par le passé, sa capacité de résilience et de création continue d'emplois. Les entreprises ont su s'adapter en termes d'outils et de stratégie, afin de maintenir l'emploi et de poursuivre leur croissance.

Le développement de la technopole Sophia Antipolis est notamment assuré par des partenariats au sein du Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA) réunissant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, le Département des Alpes Maritimes, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins.

En dépit de la conjoncture nationale et internationale liée à la crise Covid, Sophia Antipolis a su préserver son modèle de développement et de croissance. Première Technopole d'Europe, Sophia Antipolis compte 3 300 entreprises représentant 38 000 emplois, essentiellement dans le secteur du numérique et des hautes technologies (biotech, fintech, etc.), secteurs préservés par la crise. Les entreprises à capitaux étrangers représentent plus de 8% de l'ensemble, et un quart des emplois. Par ailleurs la Technopole accueille 5 500 étudiants et 4 500 chercheurs.

Témoin de l'attractivité continue de la Technopole, l'année 2021 a vu la finalisation et la mise en œuvre de nombreux chantiers immobiliers tertiaires ou mixtes, afin de répondre à la demande constante des entreprises. Sophia Antipolis a donc pu enregistrer l'implantation et le développement d'entreprises de pointe, avec un véritable enjeu de requalification de bâtiments anciens et la promotion de projets mixtes associant bureaux, co-working et co-living.

L'obtention du label du « 3IA-Institut Interdisciplinaire d'Intelligence Artificielle » est également un vecteur de développement, faisant de Sophia Antipolis un territoire d'I.A de premier plan pour les entreprises et les chercheurs, au plan national et international.

II.2- Finances publiques

II.2.1- Les finances des collectivités territoriales

Les informations figurant dans cette partie sont principalement issues de la note de conjoncture de la Banque Postale du mois d'octobre 2021.

II.2.1.1- Retour sur les conséquences de la crise sanitaire sur les finances locales en 2020

a- Les collectivités locales en besoin de financement, pour la première fois depuis cinq ans

En 2020, année de crise sanitaire, les collectivités locales ont enregistré un besoin de financement de - 0,5 milliard d'euros, après cinq années consécutives en capacité de financement. Les situations sont cependant très différentes d'un niveau de collectivité à l'autre : les régions et collectivités territoriales uniques (CTU) sont en besoin de financement de - 2,3 milliards d'euros, tandis que les départements sont quasiment à l'équilibre (- 0,1 milliard d'euros) et le bloc communal en capacité de financement (+ 2,0 milliards d'euros).

b- Un recul de l'épargne brute

Le recul de l'épargne brute de - 10,8 % est plus marqué dans les régions et CTU (- 21,6 %) et les départements (- 14,1 %) que dans le bloc communal (- 5,5 %). Il résulte d'un effet de ciseau, fruit d'une diminution des recettes de fonctionnement (- 1,6 %) et d'une augmentation parallèle des dépenses (+ 0,2 %). Cette baisse impacte le taux d'épargne brute qui demeure plus élevé dans les régions (18,8 %) que dans le bloc communal (15,7 %), et les départements (12,1 %).

c- Une situation contrastée sur les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement ont diminué de - 1,6 % à champ courant, et de - 0,6 % à périmètre constant. Elle porte essentiellement sur les recettes tarifaires, alors que la fiscalité se maintient et les subventions progressent.

Concernant la fiscalité, la baisse a impacté essentiellement la fiscalité indirecte (- 6,3 %), la fiscalité directe ayant été peu affectée par la crise sanitaire (+ 1,8 %), que ce soit au niveau des bases ou des taux d'imposition. Alors que certaines taxes n'ont subi aucun effet de la crise en 2020 (cas de la CVAE, taxe foncière, TEOM, ou TH), une baisse pourrait intervenir en 2021 ou 2022 (pour la CVAE ou la CFE). La baisse des « autres impôts et taxes » touche essentiellement les régions (- 16,4 %) et les communes (- 4,6 %). À noter que les droits de mutation connaissent un repli moindre que prévu de - 1,9 % (- 1,6 % pour les départements, - 2 % pour les communes), signe d'un marché immobilier resté actif en

volume et en prix, malgré des disparités locales (pour deux départements sur trois, les DMTO ont même progressé).

Les recettes tarifaires sont en forte baisse (- 16,8 %), plus particulièrement les redevances liées aux activités périscolaires (- 30 %), culturelles (- 45 %), sportives (- 43 %) et sociales (- 25 %), ou liées aux transports (- 29 %). Mais leur poids dans les recettes reste limité. Les baisses les plus significatives concernent :

- pour le bloc communal : la taxe de séjour (- 29 %), le produit des jeux (- 34 %), les redevances de stationnement (- 25 %), les droits de places (- 42 %),
- pour les départements : la taxe sur la consommation finale d'électricité (- 2,5 %) et la TICPE (- 1,2 %),
- pour les régions : la fraction de TVA (- 6,2 %), la TICPE (- 1,6 %), et la taxe sur les certificats d'immatriculation (- 9 %).

Les subventions et participations progressent de +7,2 %. Au global, les pertes de recettes des collectivités locales représentent, en moyenne et toutes collectivités confondues, l'équivalent de 10 % de l'épargne brute et près de 17 % de l'épargne nette. À l'inverse des départements ou des régions, cette perte a pu être atténuée dans le bloc communal grâce à une stabilité des dépenses de fonctionnement et la croissance de certaines autres ressources (taxes foncières, CET, garantie par l'État des ressources domaniales et fiscales mais pas tarifaires...).

d- Une hausse des dépenses de fonctionnement au même rythme qu'en 2019

En 2020, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de + 0,2 % à champ courant, mais de + 1,3 % à périmètre constant, soit au même rythme qu'en 2019. D'importantes disparités apparaissent selon les niveaux de collectivités. L'augmentation est plus forte pour les départements (+ 3,1 %) et les régions (+ 3 %), alors que les dépenses sont stables dans le bloc communal (voire en baisse de - 0,8 % dans les communes en particulier pour les plus petites d'entre elles).

L'évolution des dépenses de personnel est la moins bouleversée par la crise : leur évolution en 2020 (+ 1,1 %) est dans le prolongement de 2019 (+ 1,5 %). La plupart des autres postes de dépenses sont en baisse à l'exception des dépenses d'intervention qui augmentent de + 3,2 % (RSA essentiellement). Le poste « Achats » a ainsi diminué de - 3,3 % traduisant la mise en veille de certains services ou équipements (énergie, alimentation, publicité, réceptions et relations publiques, de transports ou de déplacement) mais il comprend également de nouvelles dépenses liées au contexte sanitaire. La baisse des charges financières se poursuit (- 7,4 %), dans un contexte de taux d'intérêt faibles.

e- Un encours de dette qui repart à la hausse

Après deux années de stabilité, l'encours progresse de + 3,3 %. L'impact diffère toutefois selon le niveau de collectivités : le recours à l'emprunt double dans les régions et progresse de + 72 % dans les départements, à l'inverse du bloc communal (+ 2,5 %). Cela entraîne un allongement du délai de désendettement à cinq ans (+ 0,7), qui se dégrade pour tous les niveaux de collectivités, et en particulier pour les régions : régions (6 ans), départements (4,1 ans), bloc communal (5,1 ans).

f- Une baisse des dépenses d'investissement

Si au niveau global, les dépenses d'investissement reculent de - 6,2 % en 2020, les régions et CTU affichent, elles, une progression sensible de leurs investissements (+ 14,9 %, budgets principaux et annexes consolidés). Cette dynamique concerne avant tout les interventions auprès des tiers partenaires des régions, mais pas les dépenses d'équipements directes sur le patrimoine propre des régions qui reculent de - 4,1 %. Cette hausse se manifeste soit par des subventions versées directement au secteur privé (+ 26,8 %) ou aux organismes de transport (+ 10,4 %), soit par l'intermédiaire du fonds national de solidarité (à hauteur d'un peu plus de 500 millions d'euros), ou encore sous forme de prêts et d'avances remboursables (+ 89,2 %). Les Départements ont maintenu leurs investissements en légère augmentation (+ 1,0 %), malgré une baisse de leurs recettes d'investissement (- 3,5 %). Le bloc communal diminue en revanche ses investissements de - 14,5 %, baisse certes conforme au traditionnel cycle électoral, mais accentuée par rapport aux prévisions (un recul d'environ - 9 % est habituellement enregistré).

II.2.1.2- Situation en 2021

En 2021, la situation des finances locales s'est nettement améliorée et les perspectives sont favorables pour l'ensemble des collectivités en 2022.

a- Une hausse conjoncturelle des recettes de fonctionnement

En 2021, les recettes de fonctionnement progresseraient de 3,3 % pour atteindre 232 milliards d'euros.

Les recettes ne subissent plus de changement de périmètre mais leur structure est bouleversée par la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et la réforme des impôts de production.

Les recettes fiscales (154,4 milliards d'euros) progresseraient de 2,2 %. Les contributions directes reculeraient de plus d'un tiers, principalement en raison de la suppression de la THRP mais également de la baisse des impôts de production.

La fiscalité serait donc surtout soutenue par la fiscalité indirecte qui intégrerait 31 milliards d'euros de TVA supplémentaire (14,6 pour les départements, 9,7 pour les régions et 6,9 pour les GFP) suite à la suppression de la THRP et à la baisse de la CVAE.

Le produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) enregistrerait la hausse la plus forte, de l'ordre de 20 %, et représenterait quasiment l'intégralité de la progression totale des recettes fiscales.

Les dotations et compensations fiscales en provenance de l'État enregistreraient, avec + 4,1 %, une hausse relativement élevée, les amenant à un volume de 36,2 milliards d'euros.

Les produits des services, poste le plus touché par la crise sanitaire avec un recul de 12,9 % en 2020 (dont seule une partie a été prise en compte dans la clause de sauvegarde), retrouveraient un niveau plus en adéquation avec celui d'avant crise, soit 17,2 milliards d'euros. Il serait cependant encore inférieur de plus de 2 % au montant de 2019. En effet, certains services ont été fermés à nouveau au printemps 2021 et d'autres, comme les transports, peinent à retrouver leur rythme d'avant-crise en termes de fréquentation.

b- Un dynamisme des dépenses de fonctionnement dans un contexte de reprise de l'inflation et d'un soutien continu aux territoires

Les dépenses de fonctionnement, dont l'évolution a été contrainte par les contrats de Cahors sur la période 2018- 2019 (le respect de la norme d'évolution ayant été suspendu en 2020), progresseraient de 2,2 % en 2021, soit un point de plus que l'objectif de l'État. Cette hausse serait la plus élevée depuis 2014, mais résulterait en partie de la reprise de l'activité des services locaux fermés durant les périodes de confinement.

En 2021, les charges à caractère général atteindraient 41,5 milliards d'euros, soit une progression de 1,3 % par rapport à 2019, année de référence d'avant-crise, mais de + 4,3 % par rapport à 2020, exercice qui a vu ce poste en retrait de 2,9 %. Ces dépenses constituées des achats de fournitures, carburants, de prestations de services ou encore de frais de formation ou de déplacement, ont logiquement suivi la diminution d'activité des services locaux ; elles reprendraient donc un rythme plus traditionnel en 2021, accentué par une reprise de l'inflation. Cette dernière est anticipée à + 1,8 %, après une année 2020 à + 0,5 % et une moyenne annuelle de + 0,75 % depuis 2013.

Les dépenses de personnel progresseraient de 1,5 % pour atteindre 68,6 milliards d'euros et 35 % des dépenses courantes.

Les dépenses d'intervention, principal poste budgétaire avec 76 milliards d'euros et qui retrace les différentes actions des collectivités locales envers leurs territoires, augmenteraient de 2,5 %. Les dépenses d'action sociale, avec un niveau de 36,8 milliards d'euros et une hausse de 2,3 % donneraient la tendance.

Autres composantes des dépenses d'intervention, les subventions versées et les contingents obligatoires (34,9 milliards d'euros) enregistreraient une croissance de l'ordre de 3 %, en lien avec l'inflation et la reprise de certaines aides. C'est le cas notamment avec les sollicitations des associations, mises en retrait pendant les confinements, ou avec les syndicats qui connaissent leur première année pleine d'exercice depuis les élections locales et donc de démarrage de nouveaux projets.

Enfin, les intérêts de la dette poursuivraient leur décade avec une évolution de - 5,2 %. Ils s'élèveraient à 3,5 milliards d'euros et ne représenteraient plus que 1,8 % des dépenses courantes.

c- Une croissance forte des investissements soutenue par une hausse de l'épargne

L'épargne brute, qui correspond au solde de la section de fonctionnement et sert à financer les remboursements d'emprunts et les investissements, progresserait de 9,4 %, résultat de recettes courantes plus dynamiques que les dépenses. Avec un niveau de 38,5 milliards d'euros, elle serait néanmoins plus faible qu'en 2019 (39,3 milliards d'euros). Les collectivités locales retrouveraient donc des marges de manœuvre financières sans toutefois reconstituer leurs capacités d'avant-crise. Les évolutions seraient au demeurant disparates entre niveaux de collectivités locales, la hausse étant surtout visible pour les départements et les communes (à la faveur notamment de DMTO en forte croissance), et limitée pour les régions et GFP. Une fois déduits les remboursements d'emprunts (16,7 milliards d'euros), l'épargne nette, avec un niveau de 21,7 milliards d'euros, financerait 36 % des investissements.

Ces derniers enregistreraient une croissance de 6,9 % et se rapprocheraient du niveau de 2019 (59,8 milliards d'euros, après 55,9 en 2020 et 60,4 en 2019). Tous les niveaux de collectivités locales participeraient à cette reprise après le renouvellement des mandats intervenu en 2020 pour le bloc communal, et du fait d'un calendrier électoral particulier en 2021 pour les départements et les régions ; la crise sanitaire, le décalage des échéances électorales et la participation au Plan de relance sont en effet venus bouleverser le rythme traditionnel d'évolution des investissements. Les dépenses

d'équipement comme les subventions versées seraient en progression, les premières étant surtout portées par le bloc communal, les secondes par les départements et régions. Tous les niveaux semblent avoir joué le jeu de la relance en accélérant la réalisation de certains projets.

Cette reprise des dépenses d'investissement serait soutenue, à hauteur de 37 %, par des recettes d'investissement (hors dette) qui enregistraient une forte progression (+ 8,2 %) et atteindraient 22,1 milliards d'euros. Certes, le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), principale recette d'investissement des collectivités locales, serait en léger retrait, principalement en raison de sa diminution à destination des communes puisque ces dernières ont enregistré des dépenses d'équipement en net recul en 2020. En revanche, les dotations d'investissement devraient connaître des évolutions dynamiques, reflétant le soutien que l'État apporte aux collectivités, notamment dans le cadre du Plan de relance.

S'agissant des subventions reçues, il est à noter qu'elles progresseraient fortement. Le complément du financement est apporté par les emprunts nouveaux qui, avec 20,5 milliards d'euros, représenteraient 34 % des dépenses d'investissement. Les régions et le bloc communal verraient leurs emprunts augmenter, tandis que ceux des départements se replieraient fortement, contrairement aux prévisions budgétaires. Au global, après avoir enregistré une forte hausse en 2020 (+ 23,5 %), ils seraient donc quasiment stables (- 0,4 %) en 2021.

Les remboursements seraient en hausse de 2,1 % mais leur volume étant moindre que celui des emprunts nouveaux (16,7 milliards d'euros), l'encours de dette des collectivités locales progresserait de 2,1 % et atteindrait 183 milliards d'euros à la fin 2021. Rapporté au PIB, le poids de l'encours de dette des collectivités locales serait ramené à 7,5 %, niveau moyen de la décennie précédente.

La trésorerie des collectivités locales serait abondée d'un volume proche de celui de l'an dernier et atteindrait environ 56 milliards d'euros.

II.2.1.3- Perspectives pour 2022

L'année 2021 s'est révélée être une année atypique, voire contre-intuitive, s'agissant de l'évolution des dépenses d'investissement, notamment des communes et intercommunalités. En effet, la première année pleine d'un nouveau mandat municipal enregistre traditionnellement un repli des investissements, le temps que les projets des nouvelles équipes soient lancés. La crise sanitaire aura bouleversé le calendrier des investissements par le décalage des élections d'un trimestre et par les confinements successifs repoussant la fin de certains projets. À cela s'ajoute la volonté des équipes municipales de participer au Plan de relance, appuyées par le soutien financier de l'État dont le versement des crédits a été accéléré permettant un redémarrage rapide.

Concernant le niveau des investissements prévus en 2022, et d'après les résultats d'une étude réalisée par la Banque Postale, il ressort que 44 % des collectivités locales interrogées estiment que leurs investissements seront stables en 2022, alors qu'ils pourraient être attendus en progression. L'exercice 2022 cumule en effet l'impact du Plan de relance avec des travaux démarrés dès 2021 mais également les inquiétudes des élus concernant la sécurisation de leurs marges de manœuvre financières, leurs ressources comme leurs dépenses étant soumises à de nouvelles contraintes.

La fiscalité « ménage », constituée essentiellement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), bénéficiera d'une revalorisation des bases bien supérieure à celle de 2021 en raison du retour de l'inflation, mais le recours au levier fiscal, qui ne s'appuie dorénavant que sur les propriétaires, resterait probablement très mesuré pour les communes.

Pour les groupements à fiscalité propre, en revanche, la stratégie fiscale marquée en 2021 par des hausses de taux au titre de la TFPB et de la taxe GeMAPI pourrait se poursuivre en 2022. Et ce d'autant plus que les recettes de la fiscalité économique, et en particulier de la CVAE, pourraient en 2022 accuser une baisse relativement forte, les effets de la crise économique se faisant sentir avec au moins deux ans de décalage compte tenu des modalités de calcul.

Les taux de TEOM pourraient également augmenter sous l'effet d'une progression du coût du service (hausse du taux de TGAP et baisse des recettes issues des ventes de matières recyclables). Par ailleurs, la forte croissance des DMTO, qui a soutenu la hausse de l'épargne en 2021, ne devrait pas atteindre un niveau aussi exceptionnel en 2022.

Du côté des dépenses, la masse salariale pourrait, après quelques années d'évolution modérée, accélérer à nouveau en raison des négociations pour les agents du secteur médico-social, de l'alignement sur le Smic de l'indice minimum de traitement en octobre 2021, de la revalorisation de la grille indiciaire des agents de catégorie C au 1er janvier 2022 et du déploiement du Rifseep (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel), et ce quel que soit l'impact du passage aux 1 607 heures.

Au-delà de 2022, un questionnement majeur reste en suspens : quelle forme prendra la participation des collectivités locales au redressement des comptes publics ? Faut-il s'attendre à une nouvelle génération de contrats de type Contrats de Cahors avec une norme d'évolution contrainte des dépenses de fonctionnement ou bien les recettes locales pourraient-elles à nouveau être sollicitées comme ce fut le cas avec la ponction opérée sur la dotation globale de fonctionnement entre 2014 et 2017 ? Dans ce contexte, le niveau élevé de la trésorerie des collectivités locales pourrait faire l'objet d'une attention particulière, même si toutes ne seraient pas en mesure d'absorber un nouveau prélèvement, qui pourrait de surcroît limiter les investissements à moyen terme.

II.2.2- Loi de Finances pour l'année 2022 : mesures intéressant les EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique

La Loi de Finances pour 2022 comporte un nombre limité d'articles ayant un impact sur les finances des collectivités territoriales. C'est la dernière de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme la dernière de l'actuel quinquennat qui se conclura dès avril 2022.

Il s'agit donc d'un document de fin de cycle, contenant des ajustements sur les deux réformes fiscales et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

Certains des articles pour 2022 devraient avoir une suite dans les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l'investissement de relance et surtout de transition.

II.2.2.1- La mesure phare de la Loi de Finances pour 2022 : la réforme des indicateurs financiers

Cette mesure poursuit la réforme initiée dans l'article 252 de la Loi de Finances pour 2021. Pour neutraliser les effets des réformes fiscales (la suppression de la taxe d'habitation, la part départementale de foncier bâti aux communes, la fraction de TVA aux EPCI et aux Départements et la compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels), ce nouveau calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires.

Ainsi, deux indicateurs vont voir leur méthode de calcul évoluer. Il s'agit du potentiel fiscal (et financier) et de l'effort fiscal.

a- Le potentiel fiscal et financier

Le **potentiel fiscal** est un indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme que produirait les taxes directes de la collectivité si l'on appliquait aux bases le taux moyen national d'imposition. Il permet de mesurer la capacité dont dispose la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

Le **potentiel financier** correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par les communes.

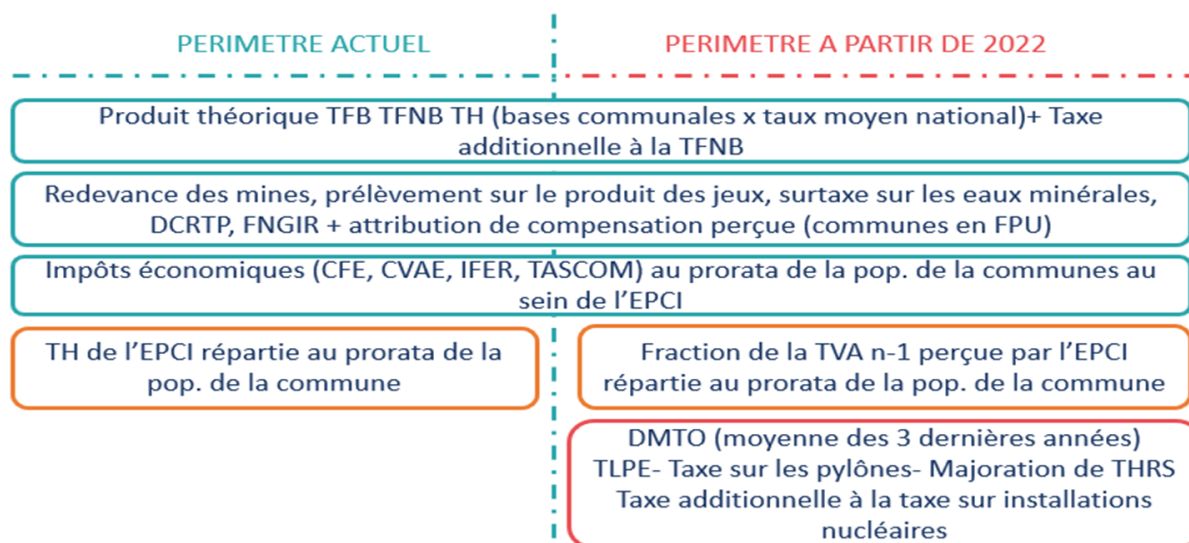
Ces indicateurs sont utilisés dans le calcul des dotations suivantes :

- La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
- Le Fonds de Solidarité des communes de la Région Ile-de-France (FSRIF – attribution et compensation)
- Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC, attribution et compensation)

De nouvelles ressources vont intégrer les potentiels fiscaux/financiers, à savoir :

- Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO - moyenne des 3 dernières années)
- La Taxe sur la publicité extérieur (TLPE),
- La Taxe sur les pylônes
- La majoration de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)
- La Taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires

Le nouveau périmètre de calcul du potentiel fiscal en 2022 sera donc le suivant :



Ainsi, l'ensemble des potentiels fiscaux va évoluer à la hausse, comme le potentiel fiscal moyen.

b- L'effort fiscal

L'effort fiscal permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPCI) et le potentiel fiscal.

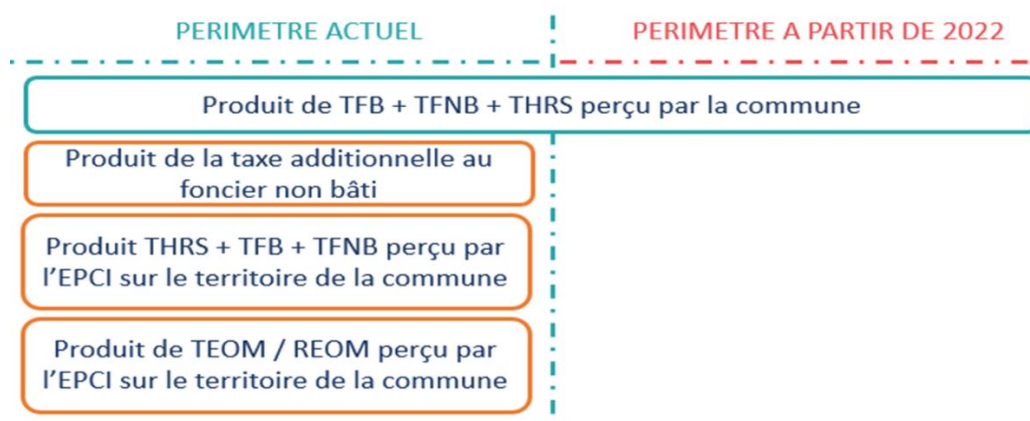
Cet indicateur est utilisé dans le calcul des dotations suivantes :

- La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

- La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
- Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC, attribution et compensation)

Il est proposé la simplification du calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé en le centrant sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune.

Le nouveau périmètre de calcul du potentiel fiscal en 2022 sera le suivant :



Ainsi, les efforts fiscaux vont évoluer à la baisse, comme l'effort fiscal moyen.

- c- La mise en place d'un lissage pour atténuer les effets de la réforme des indicateurs

Il est à noter que les premiers effets de cette réforme se feront sentir à partir de 2023 et seront lissés sur 6 années afin qu'il n'y ait pas de variations trop importantes sur la répartition actuelle des dotations.

Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via un coefficient qui viendra neutraliser tout ou partie de la réforme. Les indicateurs 2022 seront donc calculés avec les données N-2 (et non N-1 comme d'habitude) afin qu'il n'y ait **aucun impact sur 2022**.

Des modalités plus précises seront indiquées par décret en début d'année 2022.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Coefficient de neutralisation	100%	90%	80%	60%	40%	20%	0%

II.2.2.2- Les mesures intéressant les recettes fiscales des collectivités

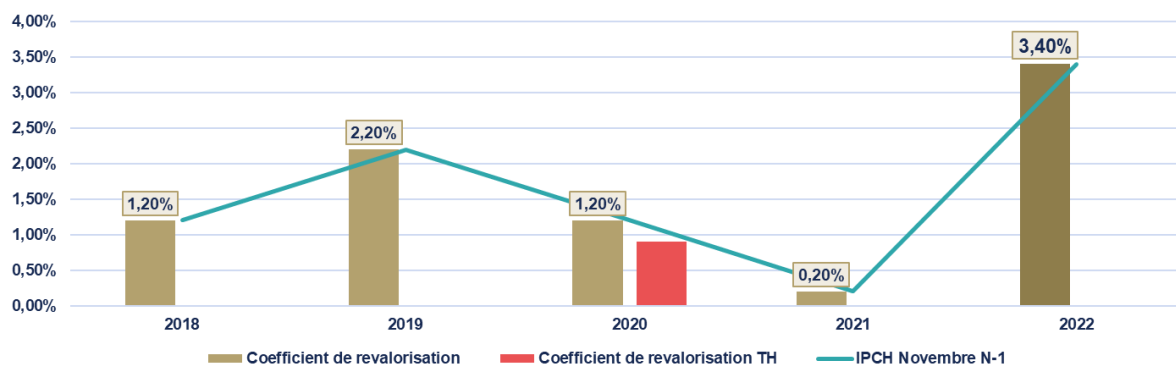
- a- Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité de 3,4% pour 2022

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de

novembre 2021 et le mois de novembre 2020 (pour application en 2022). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

Pour rappel, l'IPCH constatée en novembre 2020 étant de +0,2% par rapport à novembre 2019, le coefficient légal a donc été de +0,2% en 2021 (contre +1,2% en 2020).

L'IPCH constaté en novembre 2021 étant de +3,4% par rapport à novembre 2020, le coefficient légal appliqué sur les bases 2022 sera donc de 1,034 (contre 1,02 en 2021).



b- La dynamique de la fraction de TVA pour les EPCI et les Départements

Depuis 2021, les EPCI et les départements reçoivent une fraction de TVA afin de compenser la perte de la taxe d'habitation (EPCI) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (Départements).

Cette fraction, qui correspondait en 2021 au montant de la perte d'un panier fiscal 2020, sera dynamique à compter de 2022. Elle évoluera en fonction de la progression de la TVA nationale en année N.

Concrètement les départements et EPCI percevront en 2022 des douzièmes correspondant au montant perçu en 2021 et un ajustement sera effectué en fin d'année en fonction de la progression de la TVA nationale.

L'évolution de la TVA a toujours été supérieure à celle de l'inflation. La LF 2022 estime la hausse de la TVA à +5,5% en 2022.

c- Les autres mesures fiscales

- Un complément dans la réforme de la TH

La Loi de Finances 2022 a ajouté dans le « bilan » de la réforme de la TH des rôles supplémentaires les rôles supplémentaires de TH sur les résidences principales et les rôles supplémentaires de TFPB perçus jusqu'au 15 novembre 2021. Cet ajout est justifié par des retards pris par l'administration fiscale en 2020 du fait de la crise sanitaire dans la fiabilisation des bases taxables. Cette mesure devrait ainsi générer des compléments dans certaines communes et EPCI.

- La prise en charge par l'Etat des coûts des exonérations de TFPB dont bénéficient les logements sociaux

La Loi de Finances pour 2022 prévoit la prise en charge par l'État du coût des exonérations de TFPB dont bénéficient les logements sociaux. Cela concerne l'ensemble des pertes (effet taux compris) supportées pendant 10 ans au titre des logements agréés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2026.

II.2.2.3- Les mesures intéressant les dotations des collectivités

a- La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) du bloc communal

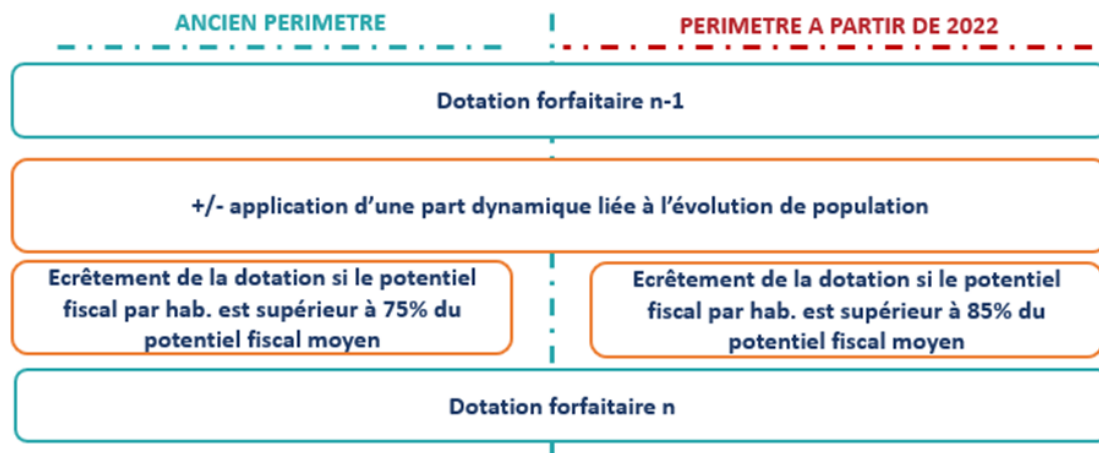
La DGF des communes comprend la dotation forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP). Si la Loi de Finances 2022 n'apporte aucune modification notable aux dotations de péréquation, elle vient tout de même modifier le calcul de la dotation forfaitaire. En effet, le seuil d'activation de l'écêtement passe ainsi de 75% du potentiel fiscal moyen à 85%.

L'écêtement de la dotation forfaitaire des communes permet de financer les abondements des enveloppes de la péréquation verticale, notamment celles de la DSU et DSR, qui en 2022 augmentent de 95 M€ chacune.

A noter que l'ensemble des dotations sera impacté, à compter de 2022, par la réforme des indicateurs de richesse. Ces nouveaux calculs ont comme objectif de neutraliser la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales en vigueur depuis début 2021. Par conséquent, les potentiels fiscaux et financiers des communes seraient impactés et, indirectement, les calculs des dotations à compter de 2023.

Pour 2022, seul le seuil de l'écêtement est modifié. Le reste du calcul est similaire à celui de l'année dernière.

Mode de calcul de la DGF 2022



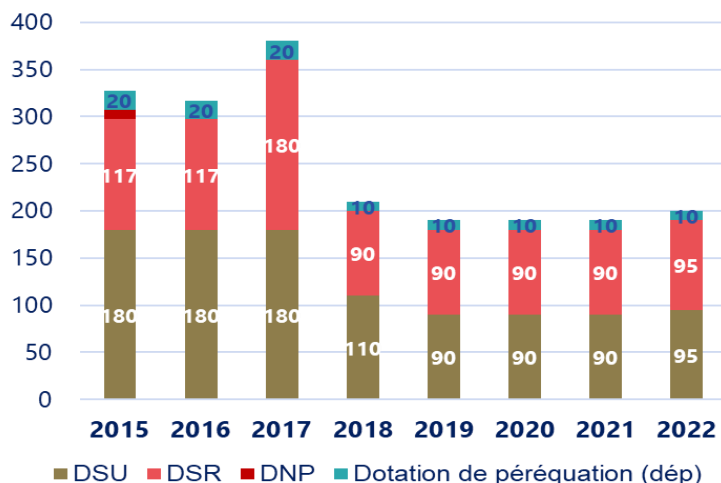
En 2021, pour être écêtées, les communes devaient avoir un potentiel fiscal 4 taxes supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen national. Le potentiel fiscal moyen national était de 655,02 €, soit un seuil d'écêtement de 75% à hauteur de 491,26 €.

En conservant le même potentiel fiscal moyen, le passage du seuil de 75% à 85% aboutirait à un seuil de 556,76 €.

Cette mesure exclurait ainsi 3 000 Communes environ du dispositif de l'écêtement. Les communes restant écêtées connaîtraient quant à elles une hausse de leur écêtement.

- La péréquation verticale : des enveloppes en hausse pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

Depuis la fin de la contribution au redressement des finances publiques en 2018, les dotations de péréquation verticale sont moins abondées qu'auparavant. En effet, de 2014 à 2017, ces dotations de péréquation avaient pour objectif de « contrer » l'évolution à la baisse de la dotation forfaitaire pour les communes les moins favorisées. Pour 2022, les abondements de DSU et de DSR augmentent de 95 M€ ; en 2021 et en 2020 ces deux enveloppes avaient été abondées de 90 M€ chacune. Les communes éligibles à ces dotations bénéficieront ainsi de ces augmentations.



b- La Dotation d'Intercommunalité (DI) des EPCI

Pour rappel, la DGF des EPCI est composée de deux parts : la dotation d'intercommunalité (dotation de base + dotation de péréquation) et la dotation de compensation (compensation part salaires). La Loi de Finances pour 2019 a réformé en profondeur la dotation globale de fonctionnement des EPCI. Elle a en effet fait l'objet de quatre mesures :

- la suppression des enveloppes par catégories d'EPCI,
- une globalisation de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP),
- l'instauration d'un mécanisme de complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/hab,
- l'introduction du revenu par habitant dans le calcul de la part péréquation.

La Loi de Finances pour 2022 s'inscrit dans la continuité de la réforme de 2019.

L'enveloppe est à nouveau abondée à hauteur de 30 M€ en 2022, à 1,653 milliards d'Euros. Cet abondement devrait désormais s'appliquer tous les ans sauf si le gouvernement décide à nouveau de changer les règles.

Concernant le complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/hab, instauré en 2019, il devait en principe être exceptionnel. Il visait les EPCI à DI négative et à DI très faible. Le principe est d'ajouter 5€ par habitant à la dotation d'intercommunalité des EPCI concernés. Ainsi, une collectivité qui percevait en 2018, -2€ par habitant, a reçu en 2019, 3€ par habitant (-2€ + 5€ = 3€).

La Loi de Finances pour 2022 pérennise ce complément, mais un EPCI ne peut en profiter qu'une seule fois. Ainsi, cela concernera les EPCI qui étaient exclus du mécanisme l'année dernière du fait de leur potentiel financier par habitant supérieur à 2 fois celui de la strate.

Enfin, on note un maintien des mécanismes de garantie, qui restent identiques depuis 2019.

Rappel des garanties d'évolution de la DI depuis 2019

Garantie d'évolution de la DI de droit commun

- DI/hab Minimum : 95% de la DI/hab N-1
- DI/hab Maximum : 110% de la DI/hab N-1

Garanties spécifiques pour les EPCI les plus intégrés (CIF>0,35 pour les M, CA et CU // 0,5 pour les CC)

- DI/hab Minimum: 100% de la DI/hab N-1
- DI/hab Maximum: 110% de la DI/hab N-1

c- L'écèlement de la Dotation de Compensation

Ces mesures liées à la réforme de la Dotation d'Intercommunalité de 2019 seront toujours financées par un prélèvement sur la seconde part de la DGF des EPCI, qui est la Dotation de Compensation. Depuis 2012, cette dernière est uniformément écelée chaque année sur la base d'un taux décidé par le Comité des Finances Locales (CFL). Cet écellement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant total de l'écèlement annuel	103 M€	146 M€	107 M€	115 M€	89 M€	93 M€	103M€
<i>Taux d'écèlement annuel</i>	-1,9%	-2,8%	-2,1%	-2,3%	-1,8%	-1,9%	-2,2%

Sur la base des estimations effectuées par Finance Active, l'écèlement 2022 devrait être supérieur à celui de 2021 en raison :

- de la reprise des fusions de communes et EPCI,
- du maintien des abondements de péréquation,
- d'une base écelée qui diminue chaque année.

d- Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) : une enveloppe globale toujours stable

L'enveloppe globale du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) est de nouveau maintenue à 1 milliard d'euros. Toutefois, malgré cette stabilité, des variations sont toujours à prévoir sur les montants individuels calculés.

Pour rappel, les modifications qui pourraient occasionner une variation du montant du FPIC prélevé ou reversé pour les collectivités sont les suivantes :

- les transferts de compétences (impactant le Coefficient d'Intégration Fiscale),
- l'évolution de la population DGF,
- l'évolution de la carte intercommunale au niveau national.

Les variations individuelles pourraient être amplifiées, à l'avenir, par la révision des potentiels financiers utilisés pour la répartition du FPIC.

Concernant les mécanismes de garantie, ils persistent afin d'encadrer toutes variations trop importantes du montant : si une collectivité devient inéligible au reversement du FPIC, elle percevra 50% du montant n-1, puis 0€ l'année suivante.

II.2.2.4- Les autres mesures

a- Le financement de l'enveloppe normée via les variables d'ajustement

En 2022, le montant de la minoration atteint 50 M€ et concerne uniquement les Régions. Ce montant est identique à celui de la LF pour 2021. Il est en diminution par rapport aux années précédentes, où il s'élevait à 120 M€ dans la Loi de Finances pour 2020, à 159 M€ dans la Loi de Finances pour 2019 et à 293 M€ dans celle pour 2018.

Répartition 2022 de l'écurement des variables d'ajustement

Variable d'ajustement	Baisse de l'enveloppe (en M€) en LF 2021	Baisse de l'enveloppe (en M€) en PLF 2022
DCRTP département	-5 M€	0 M€
DCRTP Région	-7,5 M€	-25 M€
DCRTP Bloc Communal	0 M€	0 M€
Dot. Carré Département	-20 M€	0 M€
Dot. Carré Région	-17,5 M€	-25 M€
TOTAL	- 50 M€	- 50 M€

b- Un soutien toujours conséquent à l'investissement

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites en 2022. Un montant de 2,5 Mds€ est prévu et réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) : 907 M€, soit un accroissement de 337 M€ par rapport à 2021 afin de financer les opérations des collectivités prévues dans les Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE).
- Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR) : 1 046 M€
- Dotation Politique de la Ville (DPV) : 150 M€
- Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) : 212 M€

A noter que l'article 45 du PLF prévoit une réforme de la DSID. Son attribution se réalisera désormais sur appel à projets jugés prioritaires au niveau local, afin de soutenir efficacement les projets d'investissement portés par les départements.

	2021	LF 2022
FCTVA	6,4 Mds€	6,4 Mds€
DSIL	570 M€	907 M€ <i>dont 337 M€ fléchée au titre de la CRTE</i>
DETR	1,046 Mds€	1,046 Mds€
DPV	150 M€	150 M€
DSID	212 M€	212 M€
TOTAL	8,5 Mds€	8,9 Mds €

Par ailleurs, la dotation « biodiversité », instaurée par la Loi de Finances pour 2020, est doublée. Cette dernière passe de 10M€ à 20M€ et est également étendue à « la valorisation des aménités rurales ». Elle est destinée aux communes de moins de 10 000 habitants dont le territoire fait partie pour 75% d'un site Natura 2000 ou se trouve au cœur d'un parc national ou en bordure d'un parc naturel marin.

De plus, le PLF institue une nouvelle fraction de cette dotation destinée aux communes membres de parcs naturels régionaux.

Une aide a également été créée par l'Etat au profit des collectivités des Alpes-Maritimes qui ont été touchées par la tempête Alex. A ce titre, deux abondements sont prévus : 66 M€ sur le fonds exceptionnel de reconstruction et 18,5M€ sur la Dotation de Solidarité aux collectivités victimes d'Evénements Climatiques (DSEC).

- c- Un encadrement des réductions de l'Attribution de Compensation (AC) pour motif de perte d'impôt économique

Lorsqu'un EPCI constatait une diminution des bases aboutissant à une baisse du produit fiscal économique, l'organe délibérant de l'EPCI pouvait faire le choix de réduire les attributions de compensation (AC) de manière unilatérale.

La Loi de Finances 2022 vient encadrer cette diminution. La diminution de l'AC pourra se faire sur toutes les communes ou uniquement sur la commune d'où provient la baisse.

Cette diminution sera alors de 5% maximum des recettes réelles de fonctionnement ou du montant perçu par la Commune au titre de la compensation FNGIR pour perte de bases fiscales.

- d- Le partage de la Taxe d'Aménagement

La Loi de finances 2022 vient modifier le partage de la Taxe d'Aménagement. Jusqu'alors facultatif lorsque celle-ci était perçue par les Communes, le texte le rend obligatoire.

On note donc une symétrie avec le régime de la taxe intercommunale dont une fraction doit être reversée aux Communes au regard de la charge des équipements relevant de leurs compétences.

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

L'année 2017 avait vu les compétences suivantes être transférées à la CASA :

- « Création et gestion d'Aires d'Accueil des Gens du Voyage »
- « Promotion du Tourisme »

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CASA exerce les compétences mentionnées ci-après :

- « GeMAPI »
- « Eaux Pluviales »
- « Création et gestion de Zones d'Activité Economique »

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie les 18 décembre 2017 et 15 octobre 2018 afin de déterminer le coût financier de l'ensemble de ces transferts, ainsi que pour régulariser le coût de transferts réalisés antérieurement.

Enfin, les compétences « Approvisionnement en Eau Potable » et « Assainissement » ont été transférées à la CASA par ses Communes membres le 1^{er} janvier 2020.

Ces activités correspondant à des Services Publics à caractère Industriels et Commerciaux (SPIC) nécessairement équilibrés en dépenses et en recettes, lesdits transferts n'ont pas donné lieu à détermination d'un coût des charges transférées par la CLETC et donc à une révision des Attributions de Compensation des Communes membres de la CASA. Seuls les tarifs pourront constituer un levier d'ajustement des équilibres financiers des SPIC.

II.3.2- Impact de la crise sanitaire sur la CASA en 2021

II.3.2.1- Dépenses induites

La CASA a poursuivi l'achat d'équipements de protection individuels tout au long de l'année 2021 afin, notamment, de prémunir les agents contre les risques sanitaires.

II.3.2.2- Aides directes

D'autre part, la CASA compte toujours une participation au Fonds Départemental d'Urgence coordonné par la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur ainsi qu'au fonds de prêt régional « COVID Résistance ».

Au total, la CASA a abondé pour un montant cumulé de 780 000 Euros aux fonds départemental et régional de soutien aux entreprises.

II.3.2.3- Soutien à l'économie

Le maintien d'une politique fiscale attractive a constitué un levier important pour soutenir les entreprises et les ménages touchés par la crise sanitaire.

III- Orientations Budgétaires

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la CASA constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement.

L'évolution des recettes d'exploitation est analysée, et le comportement des dépenses d'exploitation, et plus spécifiquement les charges à caractère général, les dépenses de personnel et les charges financières, est observé.

De la même façon, la tendance des dépenses et recettes d'investissement est appréhendée.

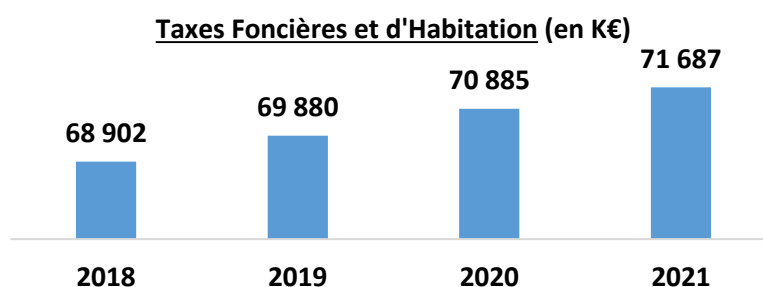
Enfin, les principaux indicateurs financiers tels que l'évolution des Dépenses Réelles de Fonctionnement, des Epargnes Brute et Nette, du Besoin de financement ou de la Capacité de Désendettement, conformément, notamment, à l'article 13 de la Loi de Programmation des finances publiques 2018-2022 qui a complété l'article 107 de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe » sur les obligations des collectivités en matière de Débat d'Orientation Budgétaire.

III.1- Budget Principal

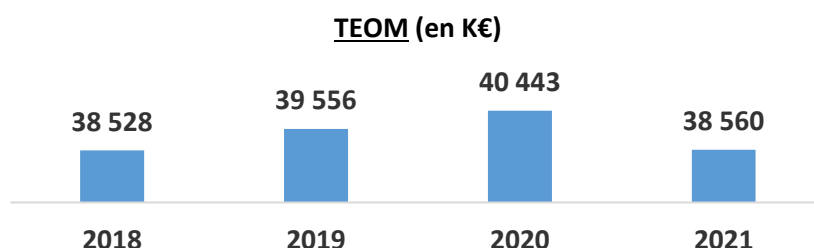
III.1.1- Analyse rétrospective

III.1.1.1- Section de Fonctionnement

III.1.1.1.1- Recettes



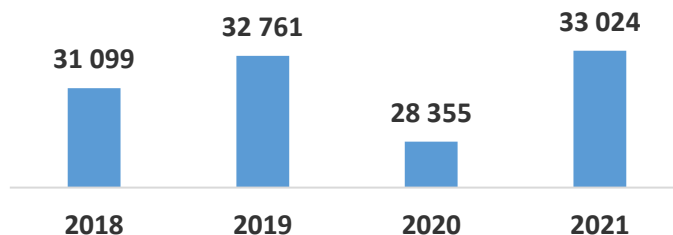
L'évolution des recettes fiscales de la CASA en lien avec le foncier et l'habitation est dynamique et retrace une progression constante.



La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères a connu une progression constante qui s'est accrue en 2020, sous l'effet d'une solide dynamique des bases fiscales.

La baisse de produit constatée en 2021 correspond à la baisse du taux de TEOM voté en 2021 (8,8%, contre 9,5% jusqu'en 2020). Toutefois, la vigueur des bases en 2021 et la croissance naturelle a permis de compenser, en partie,

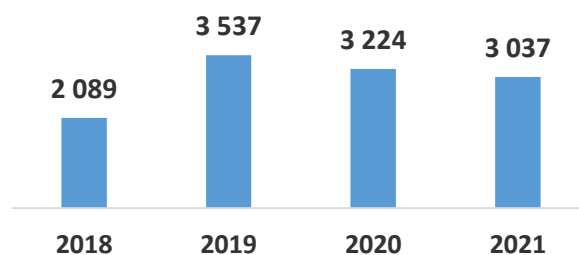
Versement Mobilité (en K€)



Il convient de rappeler que les deux Décrets d'application de la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, dite « Loi LOM » a modifié la terminologie de la fiscalité afférente en ce sens que le « Versement Mobilité » (VM) a remplacé le « Versement Transport ».

S'agissant de l'évolution de cette recette fiscale, il peut être précisé que, depuis l'année 2017 le niveau d'effectif à partir duquel une entité est redevable du VM a été rehaussé de 9 à 11 salariés. Par ailleurs, la chute importante observée en 2020 s'explique par le recours aux mesures de chômage partiel des entreprises touchées par la crise sanitaire. En effet, les indemnités versées aux salariés concernés n'entrent pas dans l'assiette de calcul du Versement Mobilité acquitté par les employeurs. L'année 2021 a, quant à elle, vu les recettes de VM rebondir sensiblement.

Compensation de fiscalité (en K€)

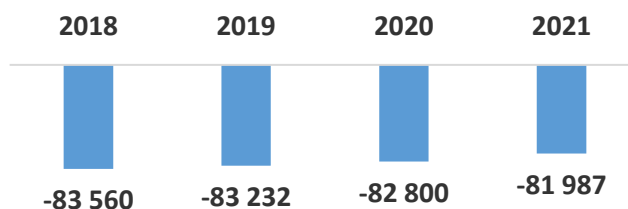


Deux modifications importantes sont à noter au titre des compensations pour 2021.

Tout d'abord, la compensation liée aux exonérations de Taxe d'Habitation (TH), soit 2,4 M€ en 2020, est, dans le cadre de la réforme de la TH, intégrée au Chapitre 73 depuis 2021.

Par ailleurs, un dégrèvement de 50% de CFE a été accordé aux établissements industriels dans le cadre de la Loi de Finances pour 2021. La recette perçue au titre de ce dégrèvement s'est élevée à 1,8 M€ en 2021.

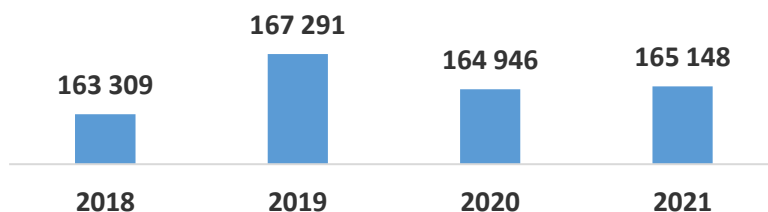
Reversements à l'Etat et aux Communes membres (en K€)



Les reversements globaux de fiscalité effectués par la CASA ont connu une inflexion en 2018 en raison, d'une part, de l'arrêt de l'abondement de l'EPCI à la part due par ses Communes membres au titre du prélèvement « FPIC » et, d'autre part, de l'imputation sur les Attributions de Compensation de l'année 2018 du coût des transferts de compétences récemment remises à la CASA, y compris le coût propre à l'année 2017. L'année 2019 a, quant à elle vu plusieurs éléments intervenir : la diminution de la DSC

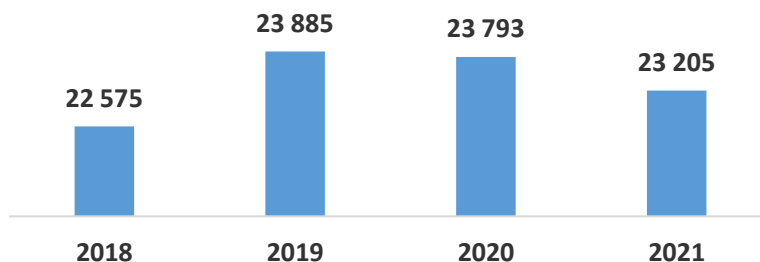
(-500K€), la remontée des AC suite à la fin de l'apurement de régularisations sur transferts passés (+200K€) et la poursuite de l'augmentation du FPIC (+70K€). Enfin, la DSC a également été réduite à 4,9M€ en 2020, puis à 4M€ en 2021 (contre 5,4M€ en 2019).

Ressources fiscales nettes (en K€)



Ainsi, les recettes fiscales nettes de la CASA s'entendent après prise en compte de l'ensemble des précédents effets, et suivaient une constante progression jusqu'à l'éclatement de la crise sanitaire qui a eu pour effet d'amoindrir sensiblement les recettes de Versement Mobilité. Enfin, la CASA a pris la décision de mettre en œuvre la faculté prévue par la 3^{ème} Loi de Finances Rectificative pour l'année 2020 consistant à accorder une exonération des 2/3 de la CFE due par les entreprises appartenant aux secteurs d'activité les plus touchés par la crise sanitaire. Ce soutien à l'économie locale s'est traduit par un manque à gagner de 976 099 Euros de CFE en 2020, imputés au compte 7391118 relevant du Chapitre « 014 ». L'année 2021 a vu le VM rebondir sensiblement, permettant à l'ensemble des recettes fiscales de dépasser leur niveau de 2020.

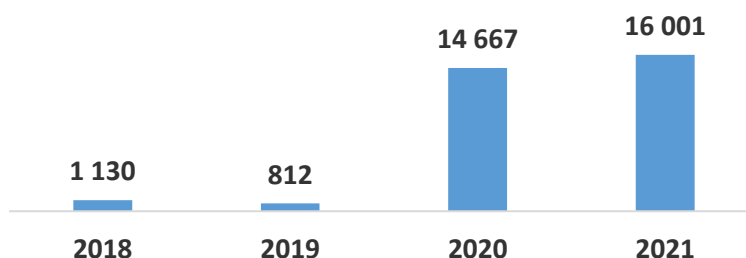
Dotations et participations (en K€)



Les subventions et concours perçus de l'Etat et des partenaires sont relativement stables. Comme vu précédemment, 2 changements de périmètre ont marqué l'année 2021 :

- l'intégration de la compensation de TH au chapitre 73 (2,4 M€ en 2020),
- la prise en compte de la compensation de l'Etat au titre du dégrèvement de CFE de 50% accordé aux entreprises industrielles (+ 1,8 M€ en 2021).

Produits exceptionnels (en K€)

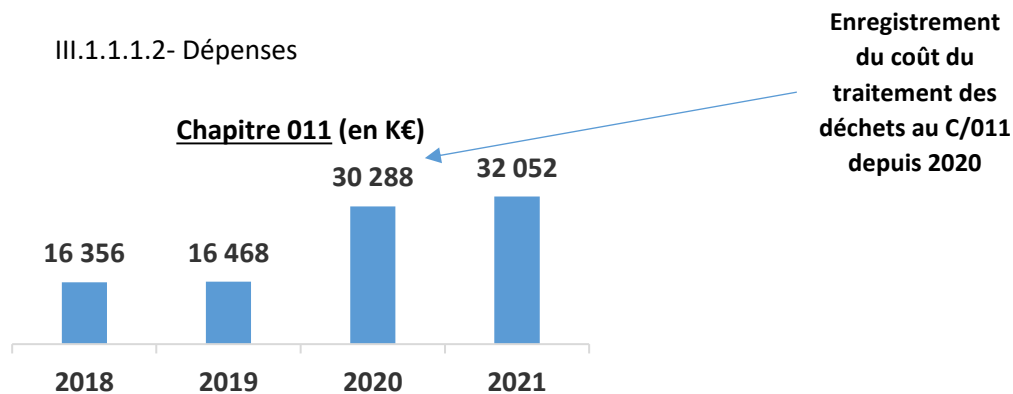


L'année 2020 comporte plusieurs éléments exceptionnels en matière de recettes :

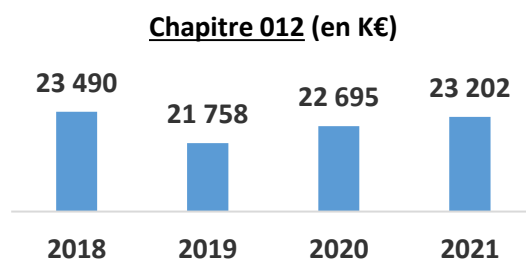
- Cession d'un terrain en vue de la réalisation de logements pour 5,1M€
- Cession d'une première partie des actions détenues par la CASA dans la Société d'Economie Mixte « Sophia Antipolis Habitat », pour un montant de 7,6M€

Les produits exceptionnels concernent essentiellement, en dehors de ces deux années, des annulations de rattachements de dépenses sur années passées.

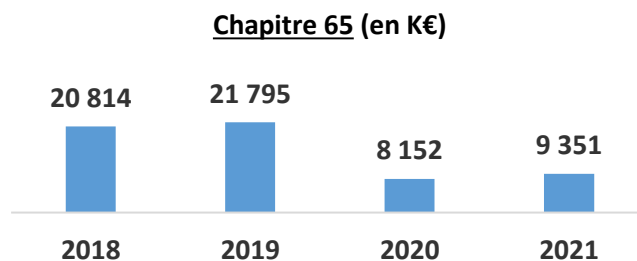
III.1.1.1.2- Dépenses



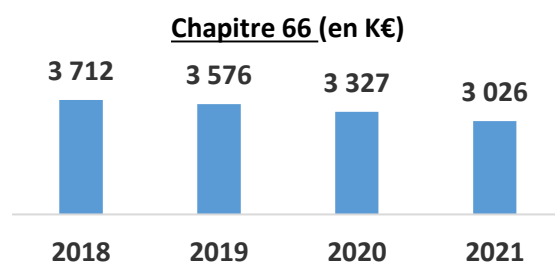
Les dépenses appartenant au Chapitre 011 ont connu une augmentation « optique » en 2020 en raison de la modification de la méthode d'enregistrement comptable du paiement du coût du traitement des déchets par UNIVALOM. En effet, cette dépense, qui représente environ 13,5M€ annuels, était précédemment comptabilisée au Chapitre 65.



Les dépenses relevant du Chapitre « 012 » ont connu une augmentation en 2018 due à différents transferts de compétences dont le coût net a été répercuté sur les Attributions de Compensations versées aux Communes membres. Les dépenses de personnel de la CASA sont sous un contrôle strict et n'évoluent qu'au rythme d'un coefficient de Glissement-Vieillesse-Technicité d'environ 3%.

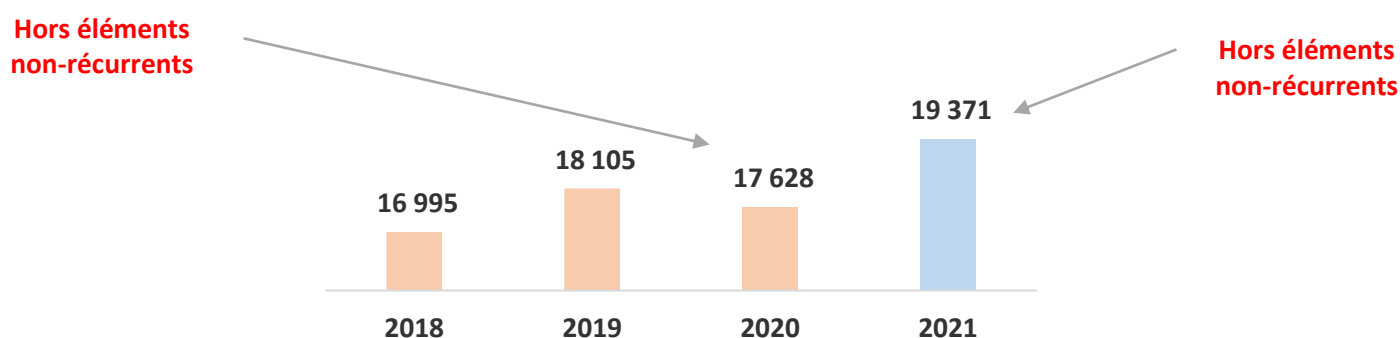


La contribution aux Budgets Annexes, aux partenaires ainsi que les subventions sont relativement stables jusqu'en 2019. A compter de 2020, le règlement du coût du traitement des déchets facturé par UNIVALOM est enregistré au Chapitre 011 « Charges à caractère général ».



Le coût de la dette décroît continuellement en raison de la volonté de la CASA de limiter le recours à l'emprunt et du contexte de taux d'intérêt bas. L'année 2018 a vu un effet supplémentaire lié au transfert de l'opération « TCSP » à la Régie à autonomie financière des Transports.

III.1.1.1.3- Epargne Brute (en K€)



III.1.1.1.4- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Le dispositif de contractualisation financière entre l'Etat et la CASA (« Pacte Financier »), issu de la Loi de Programmation des Finances publiques pour les années 2018 à 2022, définit les Dépenses Réelles de Fonctionnement comme les charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels, au sein de la Section de Fonctionnement. Elles correspondent aux débits nets des comptes appartenant aux chapitres suivants :

- « 011 - Charges à caractère général »
 - « 012 - Charges de personnel »
 - « 65 - Autres charges de gestion courante »
 - « 66 - Charges financières »
 - « 67 - Charges exceptionnelles » (hors comptes 675 et 6761)
- Auxquels il convient de retrancher :
- « 013 – Atténuations de charges »
- Et hors :
- « 014 – Atténuations de produits »

Toutefois, il convient d'indiquer que la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dite Loi « Covid » a suspendu les termes du dispositif de Cahors qui s'appliquaient notamment à la CASA.

Pour autant, les Dépenses Réelles de Fonctionnement au sens du Pacte Financier, qui ne correspondent donc pas à l'agrégat tel que découlant de l'Instruction Budgétaire et Comptable « M 14 », ont été les suivantes en 2021 (en K€) :

2017	2018	2019	2020	2021 (e)
65 078	60 275	61 751	64 438	67 598

Pour information, le montant des Dépenses Réelles de Fonctionnement autorisées en 2020 dans le cadre du Dispositif de Cahors était de 67 149K€, l'année 2021 se situant en dehors de la période d'observation.

III.1.1.1.5- Synthèse de la Section de Fonctionnement

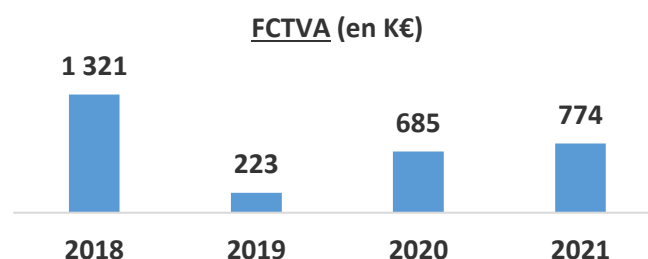
DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	16 467 713	30 287 827	32 051 774
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	21 757 833	22 695 079	23 201 502
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	115 655 563	115 323 757	112 346 215
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	9 316 466	23 603 588	24 724 027
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	21 795 422	8 152 478	9 351 052
66	CHARGES FINANCIERES	3 575 779	3 326 665	3 025 808
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	444 186	135 869	384 979
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	-	0	41 175
TOTAL		189 012 963	203 525 264	205 126 533

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	14 860 519	9 437 864	17 482 862
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	2 289 900	159 956	417 369
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	88 927	196 820
44	ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	-	-	-
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 101 567	6 363 149	6 875 859
73	IMPOTS ET TAXES	168 313 783	166 175 403	166 966 542
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	23 885 393	23 792 760	23 204 542
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	376 988	322 615	470 164
76	PRODUITS FINANCIERS	2	2	1
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	811 957	14 667 450	16 000 901
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	34 327	-	-
TOTAL		212 674 435	221 008 126	231 615 061

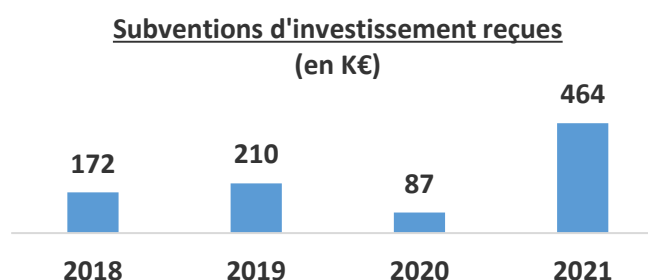
Ainsi, le résultat de la section de fonctionnement devrait s'élever, au titre de l'exercice 2021 et en tenant compte du résultat de fonctionnement reporté de 2020, à la somme 26,5 millions d'Euros.

III.1.1.2- Section d'Investissement

III.1.1.2.1- Recettes

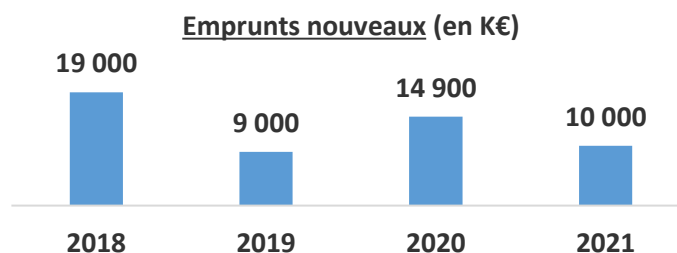


Un important travail de régularisation des demandes d'éligibilité de dépenses au FCTVA a été mené en 2018 et a donné lieu à des perceptions substantielles sur l'exercice. Dorénavant, les procédures automatisées en place, liant les services de la CASA à ceux du Service de Gestion Comptable d'Antibes et de la Préfecture, permettent des remboursements réguliers de moindre importance.



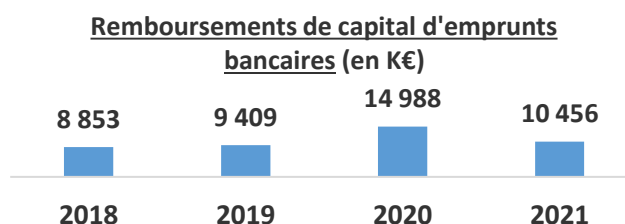
Depuis 2018, l'« opération TCSP », qui est le projet d'investissement majeur de l'EPCI, est retracée dans le budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports. De ce fait, le Budget Général n'a plus vocation à retracer la perception des principales contributions des partenaires de la CASA.

La plus importante subvention de 2021 (308 K€) a été versée par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes et concerne les travaux effectués au titre de l'aire d'accueil des gens du voyage « La Palmosa » à Antibes.



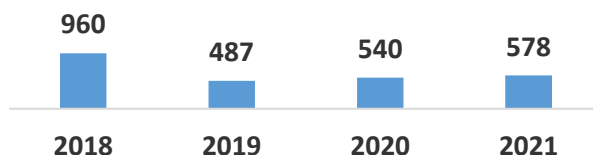
Le haut niveau d'investissements réalisés par le Budget Principal et le volume de l'Épargne Brute induisent un recours à l'emprunt compatible avec l'objectif d'une évolution à la baisse de la trajectoire du besoin de financement correspondant à la différence entre montant des emprunts nouveaux et montant des remboursements de capital.

III.1.1.2.2- Dépenses



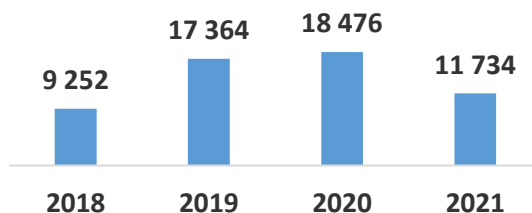
Les échéances des emprunts réalisés étant essentiellement fixes, la part du capital remboursé progresse mathématiquement, étant rappelé que l'année 2020 a été marquée par le remboursement d'un emprunt de portage foncier d'un montant de 5,1M€, en raison de la cession du terrain objet du financement.

Immobilisations incorporelles
(C/20 en K€)



Depuis l'année 2018, les études réalisées dans le cadre de la compétences « création et gestion de ZAE » sont retracées dans le Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ». En outre, les études relatives au TCSP sont retracées dans le budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports. De ce fait, leur niveau depuis 2019 est nettement inférieur à celui de 2018 et il englobe majoritairement les études relatives au Schéma de Cohérence Territoriale.

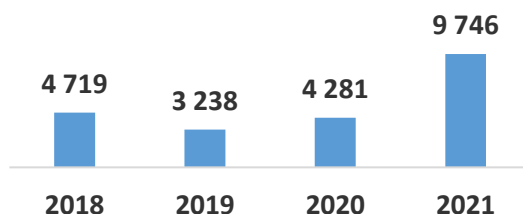
Subventions d'équipement versées
(C/204 en K€)



Malgré la contrainte financière induite par le Pacte Financier, la CASA a accentué, lors des années 2019 et 2020, le niveau de solidarité avec ses Communes membres à travers les Fonds et Offres de concours versés. Cet effort a été maintenu de façon substantielle en 2021.

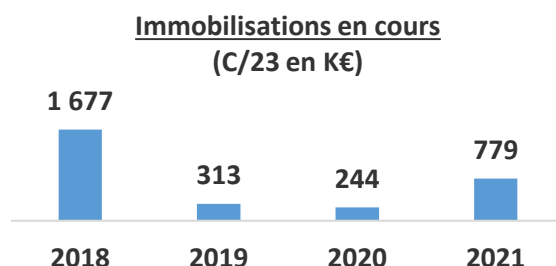
Par ailleurs, la CASA poursuit le soutien à la production et à la réhabilitation de logements sociaux, par le versement de subventions d'équipement aux opérateurs « habitat ».

Immobilisations Corporelles
(C/21 en K€)



Le montant substantiel représenté par ce Chapitre en 2021 s'explique par deux acquisitions foncières à caractère exceptionnel pour le Budget Principal, à savoir :

- Le site du Fugueiret (5,7M€)
- Le Mas Saint Vincent (0,9M€)



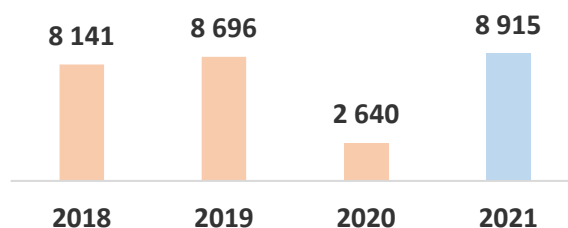
L'effet du basculement du projet « TCSP » vers la régie des Transports en 2018 est perceptible dans le graphique ci-dessus. Hormis les travaux de reconstruction de l'espace « bien-être » du Complexe Aquatique communautaire *Nautipolis* qui avait été détruit par un incendie en juin 2019 pour 425K€, l'effort en termes de constructions n'a pas vocation à représenter des montants significatifs, l'ensemble des équipements structurants, et notamment les Médiathèques communautaires, étant arrivé à un niveau de stabilité.

III.1.1.2.3- Synthèse de la Section d'Investissement

DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	15 225 761	16 273 956	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	88 927	196 820
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	2 529	-	-
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	9 431 436	15 019 927	13 576 623
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	-	-	-
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	486 598	539 977	578 264
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	17 363 788	18 475 860	11 733 569
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 238 352	4 280 722	9 746 186
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	313 459	244 292	778 847
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTIC	1 000	25 794	1 200
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	30 000	4 399
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	506 963	1 136 774	895 022
TOTAL		46 569 885	56 116 230	37 510 930

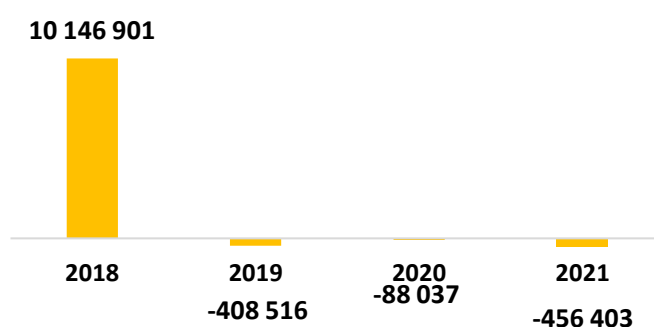
RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-	1 576 444
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	9 316 466	23 603 588	24 724 027
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	2 529	-	4 192
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	10 766 499	14 908 592	774 396
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	210 477	87 301	463 804
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	9 026 060	18 013 710	10 031 600
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	0	-
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES	-	-	37 703
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	6 126	239
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	10 000	-	-
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES	-	-	-
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	37 759
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	963 898	1 073 358	824 317
TOTAL		30 295 928	57 692 675	38 474 483

III.1.1.2.4- Epargne Nette (en K€)



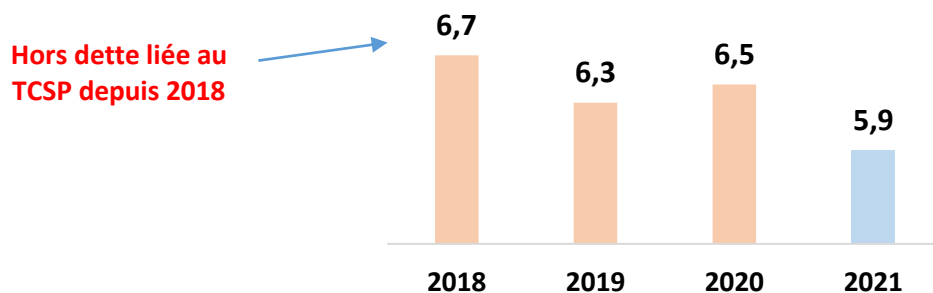
L'Epargne Nette a atteint un point bas en 2020 en raison du remboursement d'un emprunt de portage foncier pour un montant de 5,1M€ et du soutien apporté aux entreprises sous la forme d'une exonération de la CFE due au titre de cette année. Elle a retrouvé son niveau tendanciel dès l'année 2021.

III.1.1.2.5- Trajectoire du besoin de financement



Depuis 2019, la dette du Budget Principal a été systématiquement réduite.

III.1.1.2.6- Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)



La capacité de désendettement est nettement inférieure au plafond applicable à la CASA (12 années).

III.1.2- Éléments prospectifs

La Loi dite « NOTRe » requiert que l'évolution des flux de fonctionnement et d'investissement soit appréhendée.

Ainsi, la construction du Budget Primitif de l'année 2022 de la CASA servira les objectifs suivants :

- Une fiscalité attractive pour les ménages et les entreprises, affichant les taux parmi les plus bas de la Région
- Le maintien d'un effort substantiel de solidarité envers les Communes membres

- Un programme d'investissement centré sur compétences prioritaires (développement économique, solidarité, et compétences à forts enjeux de préservation des vies, de sécurité des biens et de maintien de l'environnement)

III.1.2.1- Section de Fonctionnement

III.1.2.1.1- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	32 051 774	34 983 274	35 508 023
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	23 201 502	25 272 780	25 651 872
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	112 346 215	115 333 215	116 544 214
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	22 714 489	17 631 271
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	24 724 027	10 378 200	10 487 171
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	9 351 052	11 441 321	9 000 000
66	CHARGES FINANCIERES	3 025 808	3 050 000	3 900 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	384 979	304 000	300 000
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	41 175	80 000	100 000
TOTAL		205 126 533	223 557 279	219 122 551

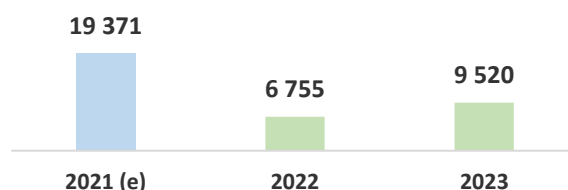
RECETTES		PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	17 482 862	26 337 669	18 598 348
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	417 369	531 400	536 980
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	196 820	0	0
44	ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	0	0	0
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	6 875 859	7 078 590	6 250 000
73	IMPOTS ET TAXES	166 966 542	166 578 960	172 952 123
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	23 204 542	22 626 890	20 500 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	470 164	310 638	160 000
76	PRODUITS FINANCIERS	1	0	100
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 000 901	93 133	125 000
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0	0	0
TOTAL		231 615 061	223 557 279	219 122 551

III.1.2.1.2- Dépenses Réelles de Fonctionnement anticipées de 2021 à 2023

2021 (e)	2022 (p)	2023 (p)
67 598	74 520	73 823

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement anticipées de 2021 à 2023 indiquent tout d'abord un montant marqué par des provisions de sécurité pour l'année 2022, destinées à permettre à la CASA de déployer des moyens en cas d'aggravation de la situation sanitaire et économique. Cependant, ces réserves n'ont pas vocation à être consommées, ce qui permet d'envisager des exercices 2022 et 2023 dans le prolongement du niveau de dépenses de 2021.

III.1.2.1.3- Epargne Brute anticipée de 2021 à 2023 (en K€)



Le niveau de CAF brute anticipé tient compte de provisions de sécurité en dépenses de fonctionnement qui n'ont pas vocation à être consommées. Ainsi, l'Epargne Brute réelle prévue fera plus que couvrir le remboursement de capital de la dette, afin de contribuer à l'autofinancement des dépenses d'investissement.

III.1.2.1.4- Autres éléments

a- Maintien à un haut niveau de la péréquation verticale

La CASA, comme l'ensemble des collectivités, est concernée par la baisse des dotations et l'augmentation de la péréquation verticale.

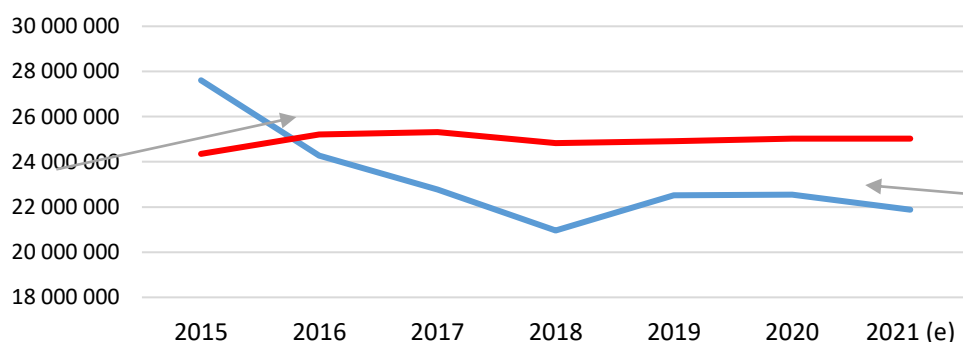
La Dotation d'Intercommunalité pourrait toutefois demeurer à un niveau substantiel.

Le solde net des principaux flux entre l'EPCI et la CASA sont en défaveur de cette dernière :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (e)	Evo. 2015/2021	2022 (p)
RECETTES PERCUES									
Dotation d'Intercommunalité	2 988 585	992 455	318 413	87 708	1 191 702	1 313 710	1 459 509	-51%	1 450 000
Dotation de Compensation des EPCI	20 120 240	19 728 899	19 184 629	18 782 063	18 350 806	18 015 297	17 660 497	-12%	17 478 892
Dotation Globale de Décentralisation	0	18 625	0	0	0	0	0		0
Principales dotations de l'Etat	23 108 825	20 739 979	19 503 042	18 869 771	19 542 508	19 329 007	19 120 006	-17%	18 928 892
Compensation des pertes de base d'imposition à la CET	2 447 591	1 835 693	1 223 796	0	0	0	0 suppression		0
Dotation unique des compensations spécifiques à la TP	0	0	69 078	0	0	0	0 suppression		0
Compensation d'exonérations de CET	284 102	258 918	14 675	24 071	777 962	858 172	2 757 011	N/S	2 750 000
Compensation d'exonération de Taxe d'Habitation	1 769 209	1 441 223	1 967 422	2 064 962	2 200 372	2 365 820	0 réforme TH		0
Principales compensations versées par l'Etat	4 500 902	3 535 834	3 274 971	2 089 033	2 978 334	3 223 992	2 757 011	-39%	2 750 000
Principaux versements de l'Etat	27 609 727	24 275 813	22 778 013	20 958 804	22 520 842	22 552 999	21 877 017	-21%	21 678 892
REVERSEMENTS EFFECTUES									
FPIC	1 344 696	2 204 304	2 308 496	1 827 402	1 899 805	2 014 214	2 014 970	50%	2 415 015
FNGIR	23 008 126	23 008 127	23 008 116	23 008 138	23 008 127	23 008 127	23 008 127	0%	23 218 200
Principaux prélèvements de l'Etat (péréquation)	24 352 822	25 212 431	25 316 612	24 835 540	24 907 932	25 022 341	25 023 097	3%	25 633 215
Solde des flux de/vers l'Etat	3 256 905	-936 618	-2 538 599	-3 876 736	-2 387 090	-2 469 342	-3 146 080	-197%	-3 954 323

Flux entre l'Etat et la CASA

Perception
nette de 3,2M€
en 2015



Contribution nette
de 3,1M€ en 2021

— Principaux versements de l'Etat
— Principaux prélèvements de l'Etat (péréquation)

b- Fiscalité

• Positionnement local de la CASA

La CASA maintiendra, au cours de l'année 2022, les taux de fiscalité directe locale qui, situés dans le contexte des EPCI des Alpes Maritimes, figurent parmi les plus bas niveaux :

	CA Cannes Pays de Lérins *	CA Pays de Grasse **	Métropole NCA	CA Riviera Française ***	CA Sophia Antipolis	
					Taux	Produit de 2021
Cotisation Foncière des Entreprises (yc compensations exo entreprises industrielles)	28,65%	29,22%	28,88%	32,19%	25,27%	29 530 758
Taxes dont la base représente 50% de la valeur locative	12,25%	15,10%	14,86%	13,00%	8,80%	
Dont Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	0,00%	0,104%	6,40%	0,00%	0,00%	0
Dont Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	12,25%	15,00%	8,46%	13,00%	8,80%	38 560 017
Versement Mobilité	1,75%	1,75%	2,00%	0,40%	1,50%	33 024 897
Taxe d'Habitation (yc fraction TVA suite à dégrèvement Macron)	-	8,17%	8,13%	8,08%	7,96%	44 488 315
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	-	2,60%	1,47%	1,08%	0,88%	425 031
Taxe "GeMAPI" additionnelle à :	Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	-	-	0,619%	0,422%	3 481 948
	Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	-	-	0,422%	0,310%	
	Taxe d'Habitation	-	-	0,691%	0,549%	
	Cotisation Foncière des Entreprises	-	-	0,755%	0,497%	

* Taux de TEOM pour la Commune de Cannes, ceux des autres Communes étant les suivants :

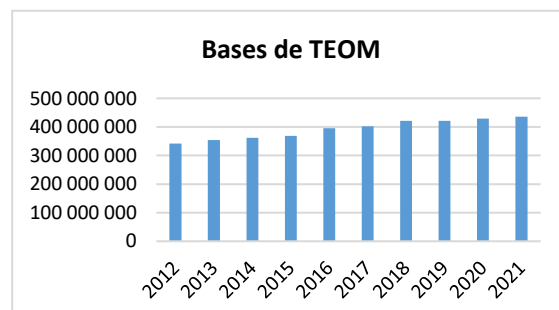
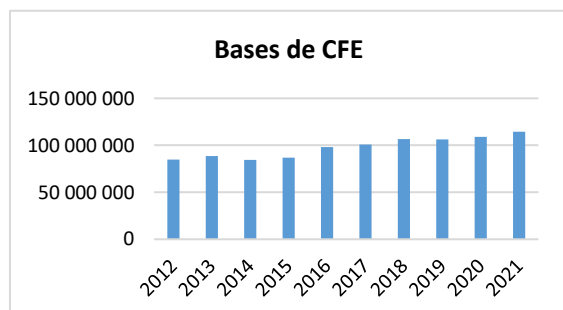
- Le Cannet : 15,37%
- Mandelieu La Napoule : 9,35%
- Mougins : 12,16%
- Théoule sur mer : 7,5%

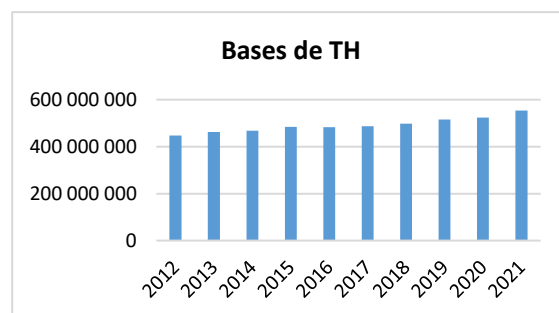
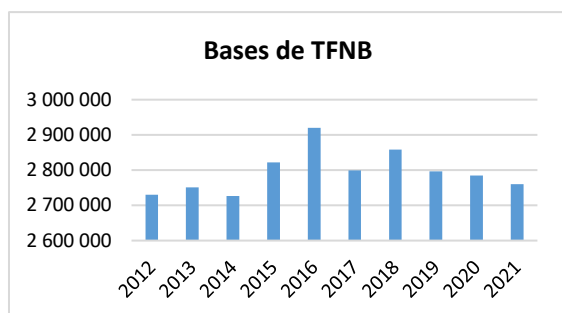
Par ailleurs, la CA de Cannes Pays de Lérins n'a pas voté de taux supérieur à zéro pour la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties.

* * CAPG : moyenne car lissage suite à modification de périmètre de l'EPCI

* * * CARF : le taux voté correspond à une configuration territoriale et une offre de transport qui ne sont pas comparables à ceux des autres EPCI

Ces conditions fiscales favorables à l'activité économique se traduisent en un fort dynamisme des bases des taxes acquittées tant par les particuliers que par les entreprises :





- Projection de recettes

De ce fait, la CASA bénéficie d'un dynamisme de ses recettes fiscales.

Les variations annuelles des principaux produits fiscaux de la CASA sont les suivantes :

Impôts	2016 *	2017	2018 * *	2019	2020	2021 (e) ***	2021/2020	2022 (p) ****
TEOM	37 535 692	38 157 826	39 555 504	40 443 262	41 019 879	38 560 017	-6,00%	39 850 000
Taxes Foncières et d'habitation	81 433 846	64 863 201	68 902 323	69 879 927	70 884 890	74 442 312	5%	75 985 000
IFER	793 193	855 205	976 377	949 061	961 880	1 009 299	5%	1 020 000
CVAE	17 070 645	18 907 209	20 234 587	20 791 500	21 099 782	18 055 222	-14%	17 500 000
TASCOM	2 476 765	3 059 935	3 286 339	2 384 808	2 447 396	2 353 406	-4%	2 300 000
Versement Mobilité	28 997 519	30 600 921	30 499 493	32 760 964	28 354 939	33 024 897	16%	32 300 000

* Dont effet non-récurrent du contentieux sur les bases fiscales

** Dont effet d'une modification des modalités de paiement de la TASCOM par instauration d'un acompte

*** TEOM : suite à une baisse du taux de 9,5 à 8,8% en 2021

Taxes d'habitation : dont fraction de TVA versée par l'Etat suite à la réforme de la TH

**** Tenant compte de la revalorisation des bases fiscales de 3,4% pour les impôts ménages

Il convient de noter que les recettes de 2016 ont été marquées par la conclusion du contentieux sur l'évaluation des valeurs locatives de certains locaux de type tertiaire, occasionnant un substantiel produit non récurrent.

En raison, d'une part, de la revalorisation des bases fiscales fixée à 3,4% en 2022, et, d'autre part, de la reprise économique envisagée en 2022, les recettes fiscales de la CASA sont attendues en hausse par rapport à 2021.

En outre, il peut être précisé que la taxe « GeMAPI », qui a été instaurée par le Conseil Communautaire lors de sa réunion en date du 27 juillet 2020, a généré un produit d'un montant de 3 481 948 Euros en 2021 qui sera enregistré au sein du Budget Annexe « GeMAPI ». Il a pris la forme de taux additionnels aux taxes suivantes :

- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
- Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties
- Taxe d'Habitation
- Cotisation Foncière des Entreprises

c- Solidarité communautaire

- Dotation de Solidarité Communautaire

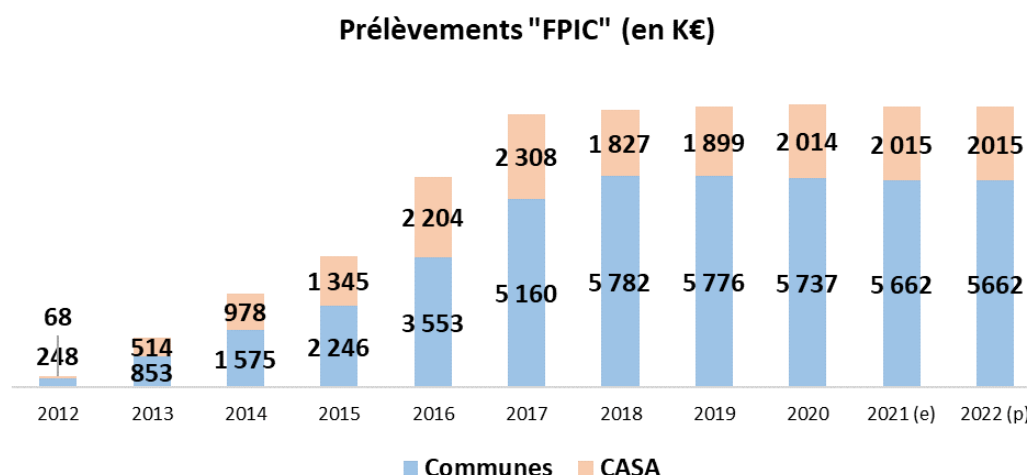
La CASA souhaite poursuivre son action d'accompagnement auprès des communes membres en réaffirmant sa solidarité communautaire qui prendra différentes formes, dont :

- La **Dotation de Solidarité Communautaire** répartie entre toutes les Communes membres de la CASA pour un montant de **6 millions d'Euros jusqu'en 2018, puis environ 5,5M€ en 2019 et 4,9 millions d'Euros en 2020, a atteint la somme convenue de 4 millions d'Euros en 2021, montant qui sera maintenu en 2022.**
- Les **subventions d'équipement, comprenant essentiellement les fonds de concours et offres de concours et les subventions aux opérateurs « habitat »** voient leur enveloppe globale se maintenir à un niveau élevé en 2022.

- Ajustement des autres formes de solidarité

Historiquement, la solidarité mise en œuvre par la CASA envers ses Communes membres a longtemps pris la forme d'une prise en charge, par la CASA, d'une partie du prélèvement au titre du **Fonds de solidarité de Péréquation des ressources communales et InterCommunes (FPIC)** imputable aux Communes

Il a été décidé, de façon unanime par le Bureau Communautaire en 2016, de mettre un terme à cette prise en charge à compter de l'exercice 2018, et ce sans limitation de durée.



La part intercommunale du FPIC est attendue en stabilité en 2022.

d- Dynamisation des recettes de fonctionnement

Un des objectifs majeurs de l'année 2021 sera d'accroître les recettes de fonctionnement par le biais des actions suivantes :

- Mettre en place de nouveaux partenariats financiers en contractualisant avec les autres collectivités comme la Région ou le Département
- Organiser de la manière la plus structurée possible les recherches de financements extérieurs (fonds européens, etc.)
- Optimiser la gestion du patrimoine communautaire.

Les autres recettes composées de billetteries et de loyers devraient demeurer au niveau relativement bas de 2020, en raison de la persistance de la crise sanitaire, tandis que les recettes de subventions devraient se maintenir.

L'enjeu sera, en 2022, de préserver du mieux possible une marge nette d'autofinancement sur l'ensemble des budgets afin de préserver les capacités d'investissement de la CASA.

e- Maîtrise des dépenses de fonctionnement

- Dépenses hors personnel

Les **objectifs** sont, pour 2022 :

- Contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités de la fin du mandat notamment pour les subventions et les actions engagées par les services
- Financer les actions nouvelles par redéploiement des crédits de chaque service ou Direction Générale Adjointe
- Rechercher les modalités d'un achat public plus performant notamment en accentuant le recours au groupement de commande et en renégociant les contrats en cours de renouvellement
- Améliorer la connaissance précise du patrimoine par un inventaire exhaustif des biens
- Prioriser la montée en puissance de certaines compétences majeures, telles que « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » qui sont des outils majeurs dans la préservation des vies humaines, de la mise en sécurité des biens et du maintien de la qualité des eaux. Par ailleurs, les compétences liées à l'Environnement (ex : Gestion des Déchets et Transports) constitueront également des axes forts des politiques publiques).

III.1.2.2- Section d'Investissement

III.1.2.2.1- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

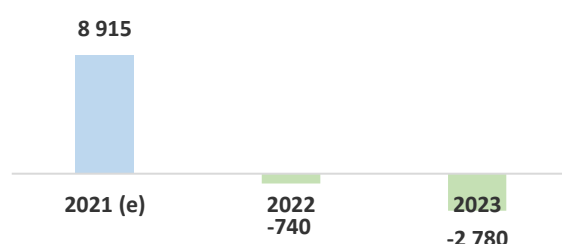
DEPENSES		PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0	0	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	196 820	0	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0	0	50 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 576 623	10 928 000	12 300 000
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	0	0	0
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	578 264	848 243	800 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	11 733 569	14 608 669	16 000 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 746 186	5 058 495	9 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	778 847	1 623 942	6 986 963
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PART.	1 200	15 000	5 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 399	100 000	7 000
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	895 022	2 410 000	800 000
TOTAL		37 510 930	35 592 349	45 948 963

RECETTES		PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	1 576 444	958 583	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	0	17 631 271
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0	0	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	24 724 027	10 450 000	10 487 171
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 192	150 000	50 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	774 396	1 405 012	1 000 000
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	463 804	284 678	287 667

16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	10 031 600	15 030 000	12 200 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0
		37 703		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	239	0	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	0	0	0
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	37 759	0	0
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	824 317	2 384 915	2 409 957
	TOTAL	38 474 483	30 663 189	44 066 067

Il convient de préciser que les dépenses prévisionnelles d'investissement de 2022 tiennent compte de plusieurs réserves de sorte à ce que la CASA puisse être réactive, par exemple en cas d'opportunités de constituer des réserves foncières (ex : logement). Il est donc probable que le niveau d'investissement envisagé ne soit pas réalisé en totalité.

III.1.2.2.2- Epargne Nette anticipée de 2021 à 2023 (en K€)



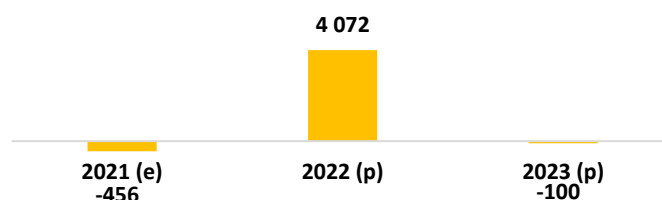
Le niveau de Capacité d'Autofinancement nette anticipé en 2022 et 2023 hors reprise de l'excédent de fonctionnement de 2020 est dégradé, en partie en raison de marges de sécurité prévues en dépenses dans les Chapitres « 011 », « 012 » et « 65 ». Ces provisions n'ayant pas vocation à être réalisées, le niveau de CAF nette remplira l'objectif minimal de participer à l'autofinancement des dépenses d'investissement et de limiter le recours à l'endettement.

III.1.2.2.3- Engagements pluriannuels

a- Dette

- Besoin de financement (en K€)

Trajectoire du besoin de financement (en K€)



La contrainte exercée sur les dépenses de fonctionnement a permis d'enregistrer un désendettement net du Budget Principal de 2019 à 2021. Les différents projets d'investissement prévus en 2022, couplés au fait que l'Epargne Brute devrait être moins élevée qu'en 2021 amène à un besoin de financement théorique. Toutefois, ces prévisions d'investissement ayant vocation à conférer de l'agilité budgétaire à la CASA sans certitude de réalisation, le niveau réel d'endettement devrait toutefois être moindre, voire laisser la place à une poursuite du désendettement en cas d'une meilleure tenue de l'Epargne Brute. En outre, la stratégie financière de la CASA pourrait consister à

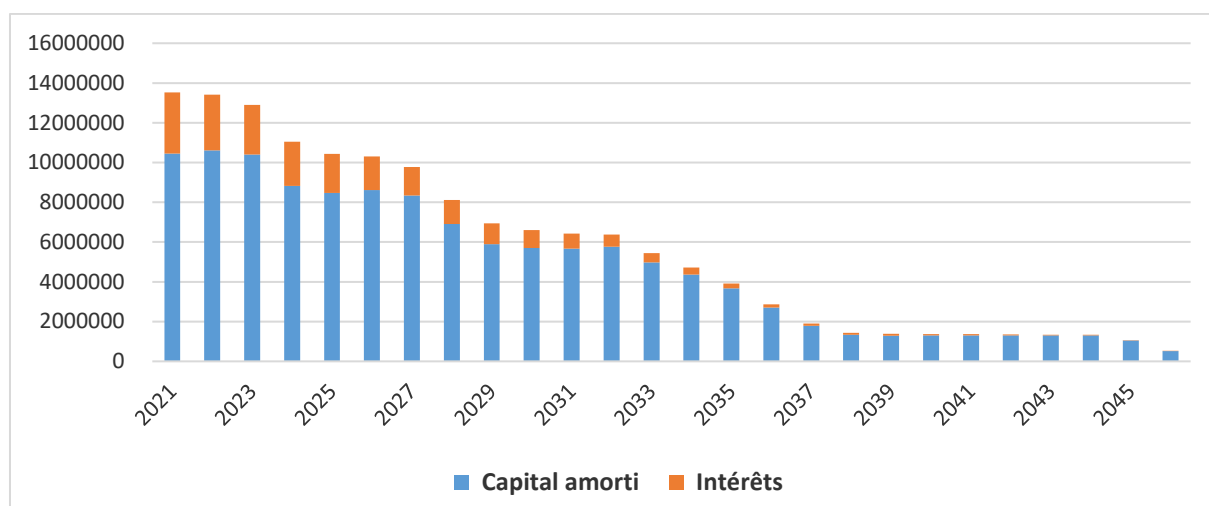
concentrer sur l'année 2020 la réalisation d'emprunts à taux d'intérêts relativement faibles plutôt que de s'exposer à une hausse de ceux-ci lors des années à venir.

En toute hypothèse, l'effet cumulé de la rigueur de gestion des dépenses de fonctionnement et de recours à l'emprunt limité devrait permettre de maintenir une capacité de désendettement à un niveau inférieur à 12 années en 2022 et 2023.

- Principales caractéristiques de la dette

- Le Budget Principal compte 40 lignes de prêts
- La totalité de ces prêts est classée « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite
- Le capital restant dû au 31 décembre 2021 est de 113 450 531 Euros
- Le taux moyen est de 2,60%
- La durée de vie résiduelle est de 14 ans et 5 mois
- La structure de risque des taux est la suivante :
 - 92,15% des prêts sont à taux fixes
 - 0,54% à taux variable administré (index Livret A)
 - 7,32% à taux variable (index Euribor 3 mois)

Le profil d'extinction de la dette au fil de l'eau du Budget Principal est le suivant :



b- Plan Pluriannuel d'Investissement

La CASA maintiendra, pour son Budget Principal, un haut niveau d'investissement de 2021 à 2023, tout en se montrant sélective dans les thématiques.

Il peut notamment être cité à titre d'exemples (liste non exhaustive) :

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Etudes Galerie Madoura / Pôle "Céramique"	2	50 000	25 000	25 000
Etudes liées à l'urbanisme / SCOT	2	200 000	150 000	50 000
Etudes préalables à la construction du bassin extérieur de Nautipolis	1	100 000	100 000	
Frais d'insertion	2	30 000	15 000	15 000
Autres études		200 000	100 000	100 000

Diverses acquisitions de droits et licences (logiciels, etc.)	Annuelle	100 000	50 000	50 000
Fonds et offres de concours aux Communes	Annuelle	15 200 000	8 200 000	7 000 000
Subventions aux bailleurs sociaux		8 000 000	4 000 000	4 000 000
Subvention d'équipement à UNIVALOM (UVE)	Annuelle	5 850 000	2 900 000	2 950 000
Autres fonds et offres de concours	Annuelle	4 000 000	2 000 000	2 000 000
Acquisitions foncières	2	4 000 000	2 000 000	2 000 000
Nautipolis - bassin extérieur	1	1 200 000	200 000	1 000 000
Travaux et constructions - bâtiments communautaires	2	6 500 000	3 500 000	3 000 000
Mobilité	2	300 000	150 000	150 000
Pistes cyclables hors ZAE	2	400 000	200 000	200 000
Zone dédiée à l'expérimentation de véhicules autonomes (Trois Moulins)	1	500 000	500 000	
Diverses conduites d'opérations		200 000	100 000	100 000
Autres immobilisations corporelles		0		
Opérations pour compte de tiers	Annuelle	1 600 000	800 000	800 000
Autres investissements		20 000	10 000	10 000
Total des dépenses		48 450 000	25 000 000	23 450 000

III.2- Budgets Annexes

III.2.1- Budget de la Régie à autonomie des Transports « Envibus »

Le Budget Annexe a connu un changement de périmètre important en 2018 sous la forme d'un transfert, par le Budget Principal, de l'opération « TCSP », de sorte à ce que la construction et l'exploitation du BHNS soient retracées dans le même cadre budgétaire, dédié à l'activité de transport de voyageurs.

Ainsi, par voie d'une délibération en date du 27 septembre 2018, les actifs (investissements) et passifs (notamment des emprunts) ont été apportés au Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus ».

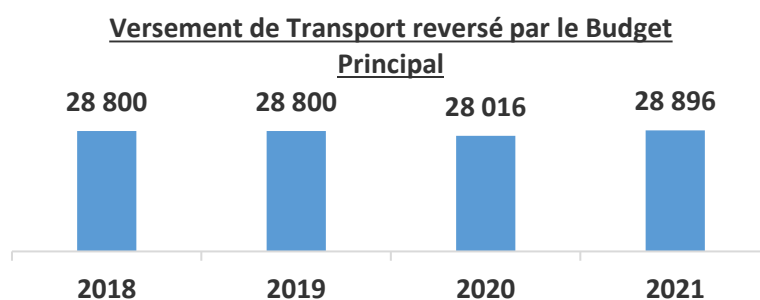
Il en découle d'une part que le « BART » porte les investissements relatifs à la construction du TCSP, et d'autre part qu'il réalise et assume le remboursement des financements levés.

L'année 2019 a donc été la première selon cette nouvelle configuration et l'année 2021 a constitué une année d'exploitation classique.

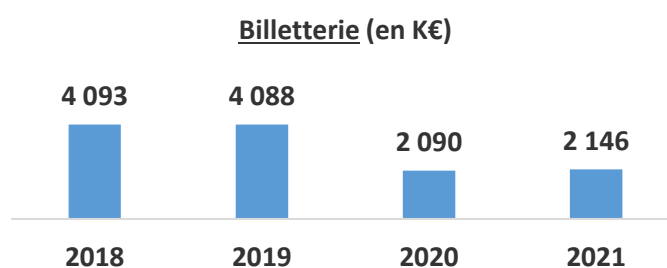
III.2.1.1- Analyse rétrospective

III.2.1.1.1- Section d'Exploitation (en K€)

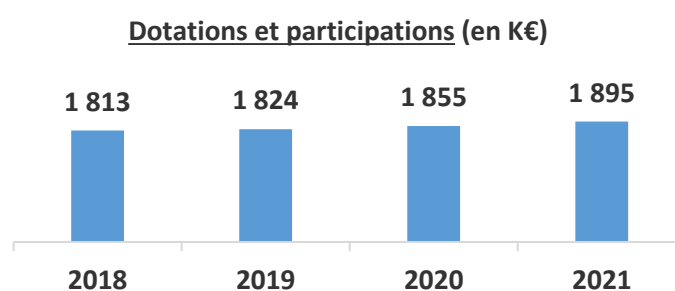
a- Recettes



La montée en puissance des travaux du TCSP ont impliqué une augmentation du reversement de Versement de Transport par le Budget Principal depuis 2018. L'éclatement de la crise sanitaire en 2020, qui a induit une baisse sensible du Versement Mobilité perçu, n'a pas permis un reversement plus important par le Budget Principal et, corrélativement, la mise en œuvre de mesures de réduction du coût des marchés de transport par la Régie à Autonomie Financière. En revanche, le rebond de la fiscalité dédiée à la Mobilité en 2021 a autorisé le retour à une contribution conforme à la tendance historique.

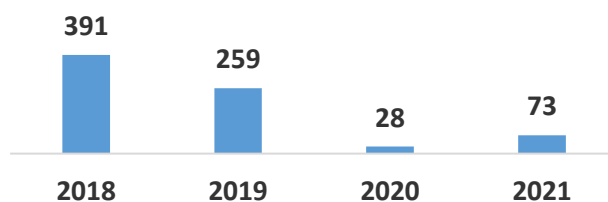


Les recettes de billetterie ont connu une hausse relativement forte jusqu'en 2019, notamment sous l'effet de la création du ticket de dépannage. Mais la crise sanitaire intervenue en 2020, qui a impliqué la réduction des capacités en lien avec les mesures nationales de confinement puis de couvre-feu, a eu pour conséquence une baisse importante des recettes tarifaires de la Régie (- 50% / 2019). Le recours massif des entreprises du Parc d'Activité de Sophia Antipolis au télétravail en 2021 a limité très fortement le regain des recettes.



Il s'agit essentiellement de la Dotation Globale de Décentralisation et de compensations versées par la Région Sud PACA pour le transport scolaire.

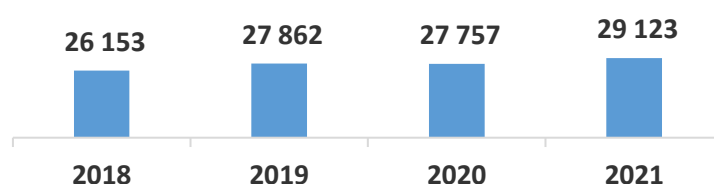
Autres produits d'exploitation (en K€)



Ce poste de recettes concerne principalement la location des dépôts des Trois Moulins et de Saint Bernard au prestataire du marché de transports.

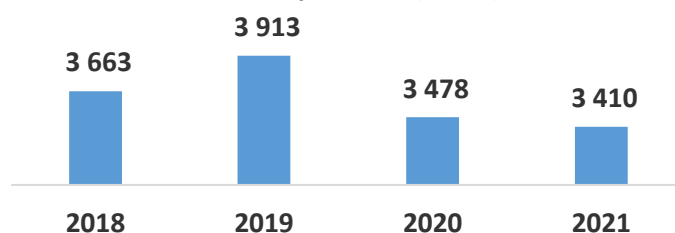
b- Dépenses

Chapitre 011 (en K€)



Il s'agit essentiellement du coût des marchés de transport, qui se montent à 22,5M€, dont le marché de transports urbains qui représente à lui seul la somme de 19,45 M€.

Chapitre 012 (en K€)



La masse salariale de la Régie des Transports comprend la refacturation de charges de structure mutualisées par le Budget Principal, qui recouvre notamment les fonctions « supports ». Depuis la modification de la ventilation de ces dernières en 2020, le niveau des dépenses est relativement stable.

c- Synthèse (en €)

DEPENSES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	27 861 791	27 757 239	29 123 276
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	3 912 778	3 477 824	3 409 864
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 739 886	2 899 405	3 789 208
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	133 485	179 989	155 133
66	CHARGES FINANCIERES	1 479 670	1 549 000	1 668 748
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	75	847	453 742
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	-	-	-
TOTAL		36 127 685	35 864 304	38 599 971

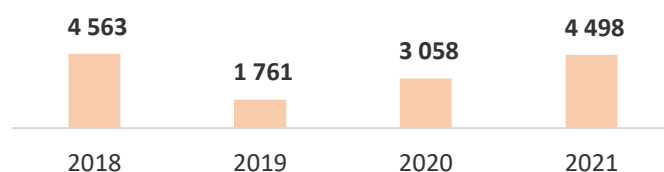
RECETTES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 544 870	2 565 555	2 672 224
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 619	16 979	48 546
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	4 087 719	2 090 138	2 146 345
73	IMPOTS ET TAXES	28 800 000	28 015 999	28 896 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 824 310	1 854 880	1 894 697
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	258 900	28 050	72 664
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	173 821	3 964 926	6 250 720
TOTAL		38 693 240	38 536 528	41 981 197

Le résultat comptable de l'exercice 2021 devrait être d'environ 710K€ avant prise en compte de l'excédent reporté de 2020.

Les **Dépenses Réelles d'Exploitation** ont été les suivantes (en €) :

2018	2019	2020	Estimation 2021
32 850 628	33 387 799	32 912 793	34 810 763

d- Epargne Brute (en K€)



La CAF brute doit être maintenue à un niveau substantiel pour faire face au remboursement de la dette levée au titre du financement des travaux du TCSP.

III.2.1.1.2- Section d'Investissement

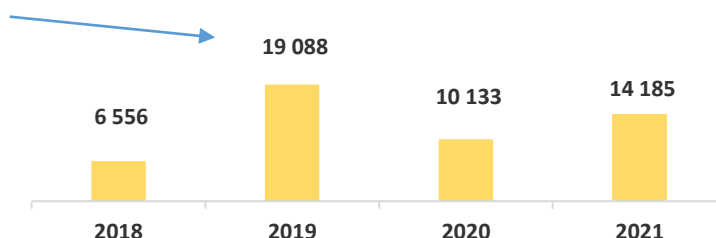
a- Synthèse (en €)

DEPENSES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	751 274	-	-
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		425 926	497 355
10	RESERVES	-	-	4 051 579
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 511 950	3 566 697	3 623 784
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	618 032	250 942	173 843
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 420 203	9 308 278	2 548 269
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	15 967 970	6 745 212	22 465 926
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	56 708	771 618	1 340 805
TOTAL		25 326 138	21 068 673	34 701 560

RECETTES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	127 165	5 089 194
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 739 886	2 899 405	3 789 208
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		425 926	735 707
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	3 300 510	9 351
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	22 600 000	17 751 579	22 900 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 431	-	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 277	551	23 497
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	881 114	2 041 678
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	56 708	771 618	1 340 805
TOTAL		25 453 303	26 157 867	35 929 440

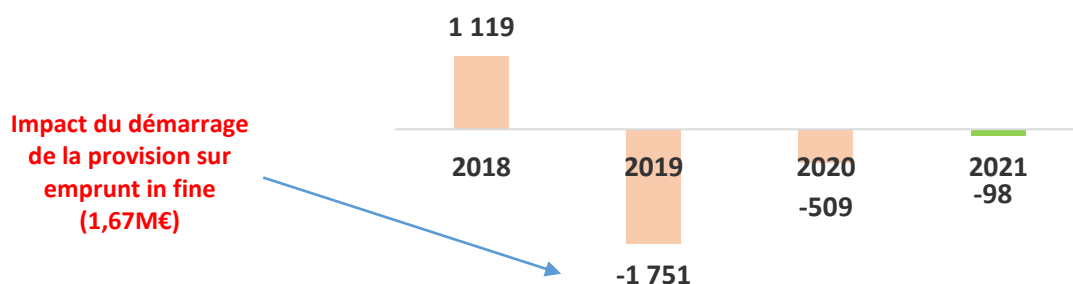
b- Evolution du besoin de financement (en K€)

La Régie Autonome porte la totalité des opérations du TCSP depuis 2018



La montée en puissance des travaux du TCSP induit un recours à l'emprunt qui est devenu substantiel depuis l'année 2019. La couverture des échéances induites est assurée par les recettes de fonctionnement actuelles qui seront complétées à compter de l'année 2023 par un ajustement du taux du Versement Mobilité.

c- Epargne Nette

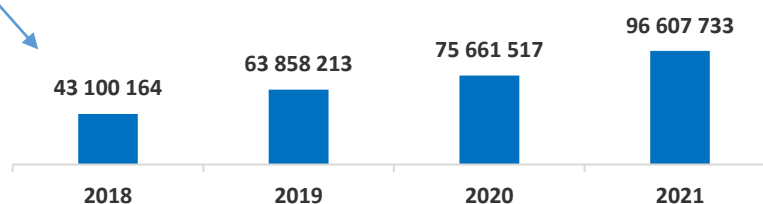


Les difficultés rencontrées en 2020 en termes de niveau des recettes de Versement Mobilité et de billetterie n'ont pas permis de ramener l'Epargne Nette à l'équilibre. La meilleure tenue de la fiscalité et le respect d'une stricte discipline financière sur le coût des marchés de transport ont permis, en 2021, de la ramener à l'équilibre.

d- Caractéristiques de la dette

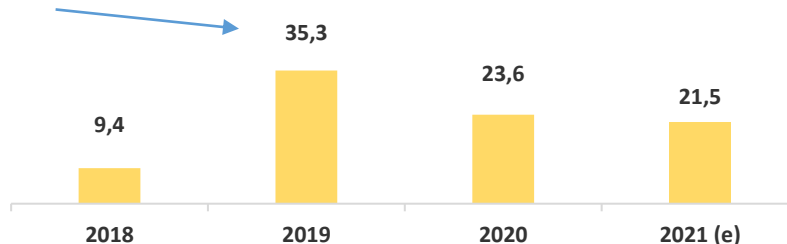
Dont 27M€ propres
au projet de TCSP
reçus du Budget
Général en 2018

- Capitaux restant dus (en €)



- Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Épargne Brute)

Effet du transfert du
projet « TCSP » en 2018



La Capacité de Désendettement de la Régie des Transports est un indicateur relativement peu significatif. En effet, il est prévu que le niveau d'endettement augmente lors de la période de réalisation du projet de TCSP, incluant le nouveau dépôt de bus des Trois Moulins. A cette suite, une adaptation du niveau de la fiscalité dédiée à la Mobilité permettra un remboursement maîtrisé, préservant par ailleurs les moyens alloués à l'exploitation du réseau.

- Autres caractéristiques

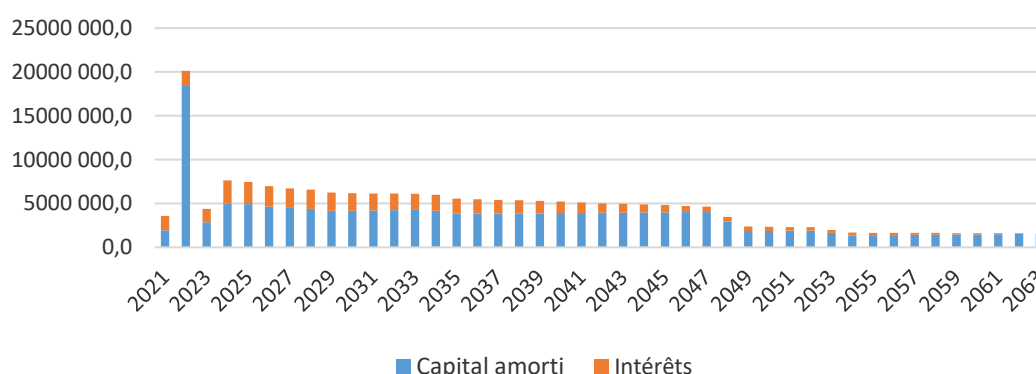
Les 13 prêts du Budget Annexe sont classés « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite.

Sur les 96,6M€ d'encours constaté à la fin de l'exercice 2021, 69,2M€ sont à taux variable administré (indexés sur le taux du Livret A), et mobilisés à partir de dispositifs de financement long terme spécifiques au TCSP. Les 27,4M€ restants sont à taux fixes.

Le taux moyen est de 1,70% et la durée de vie résiduelle est de 21 ans et 4 mois.

Enfin, le profil d'extinction de la dette est le suivant :

Profil d'extinction de la dette



Le remboursement *in fine* de la part d'emprunt obligataire souscrit par la CASA en 2012 pour contribuer au financement du TCSP interviendra en 2022 pour un montant de 16 700 000 Euros.

De la même façon, l'horizon d'extinction illustre la mise en œuvre des financements « très long terme » contractualisés auprès de la Caisse des Dépôts et de la Banque Européenne d'Investissement, via la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, qui passeront en phase d'amortissement à compter de 2023.

III.2.1.2- Eléments prospectifs de 2021 à 2023

III.2.1.2.1- Section d'Exploitation

a- Synthèse (en €)

DEPENSES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	29 123 276	31 065 274	31 391 460
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	3 409 864	3 685 660	3 722 517
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	250 000	252 500
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 789 208	3 929 214	3 968 506
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	155 133	184 500	186 345
66	CHARGES FINANCIERES	1 668 748	1 800 000	1 800 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	453 742	50 000	50 500
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	-	-	0
TOTAL		38 599 971	40 964 648	41 371 827

RECETTES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2 672 224	3 383 031	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	48 546	55 000	3 100
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 146 345	2 800 000	3 000 000
73	IMPOTS ET TAXES	28 896 000	31 000 000	30 000 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 894 697	2 125 673	1 850 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	72 664	152 750	60 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 250 720	1 450 000	5 000 000
TOTAL		41 981 197	40 966 454	39 913 100

Les Dépenses Réelles d'Exploitation pourraient être les suivantes (en €) :

Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
34 810 763	34 133 080	34 169 621

La progression des dépenses anticipée découle principalement de l'entrée en vigueur du nouveau marché de transport « T19 ».

b- Epargne Brute (en K€)



Le maintien d'une CAF brute substantielle est un objectif majeur. Toutefois, l'année 2022 pourrait voir l'Epargne Brute atteindre un plancher, avant un rebond programmé en 2023.

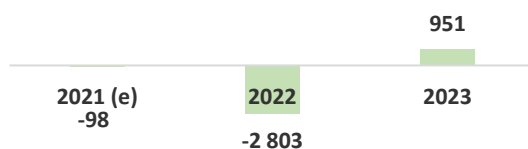
III.2.1.2.2- Section d'Investissement

DEPENSES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	0	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	497 355	0	0
106	RESERVES	4 051 579	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 623 784	3 991 520	3 460 241
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	173 843	738 550	500 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 548 269	11 261 000	5 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	22 465 926	19 112 103	15 000 000
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 340 805	4 512 580	1 000 000
TOTAL		34 701 560	39 615 753	24 960 241

RECETTES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	5 089 194	1 426 767	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	250 000	252 500
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 789 208	3 969 020	3 968 506
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	735 707	0	0
-	-	-	-	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	9 351	1 000 000	3 000 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	22 900 000	26 004 132	14 654 066

20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 497	12 580	-
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 041 678	4 500 000	-
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 340 805	4 512 580	1 000 000
TOTAL		35 929 440	41 675 078	22 875 072

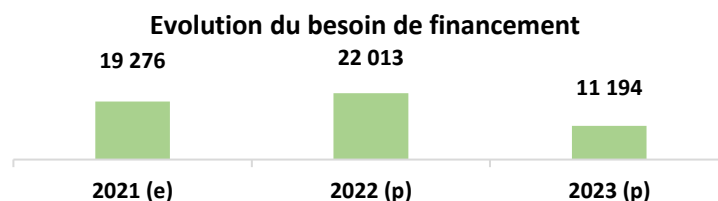
a- Epargne Nette (en €)



Il s'agit de niveaux minimaux que pourrait atteindre l'Epargne Nette, avec un « point bas » attendu en 2022. L'ajustement fiscal devant intervenir en 2023 permettra de retrouver un autofinancement des investissements notamment relatifs au TCSP.

b- Engagements pluriannuels (en K€)

- Dette



La réalisation du projet « phare » de la CASA, à savoir le TCSP, induit un recours à des financements spécifiques à long terme dédiés.

Le recours aux emprunts dédiés au TCSP aura un impact à la hausse sur la capacité de désendettement, qui devrait être supérieure à 12 années pour le Budget de la Régie à Autonomie Financière, mais qui ne représente en réalité aucune difficulté dans la mesure où le financement par le Versement Mobilité, particulièrement dynamique sur le périmètre de la CASA et qui fera l'objet d'un ajustement de son taux en 2023, permettra de faire face à ses échéances tout en assurant le financement de l'exploitation du réseau.

- Plan Pluriannuel d'Investissement

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
TCSP (acquisitions foncières et des BHNS, infrastructures, etc.)	2	43 156 350	28 791 550	14 364 800
Autres investissements du réseau	2	4 000 000	2 000 000	2 000 000
Opérations pour compte de tiers	2	6 451 360	4 451 360	2 000 000
Total des dépenses		47 156 350	30 791 550	16 364 800

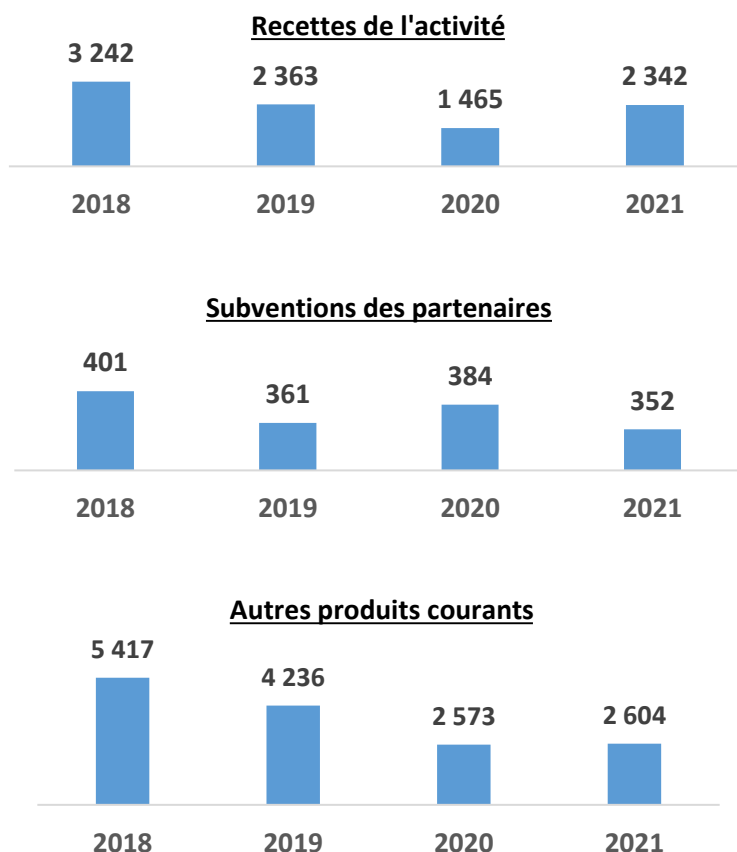
III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

Le succès rencontré auprès du public est constant, et place le théâtre en tête des lieux culturels de la région Sud-PACA et même des lieux culturels français hors Ile de France.

III.2.2.1- Analyse rétrospective

III.2.2.1.1- Section de Fonctionnement

a- Recettes (en €)



Ce poste comprend une participation annuelle du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe de 2,1M€ au titre de l'année 2021.

Il convient par ailleurs de préciser que l'année 2018 a revêtu un caractère exceptionnel dans la mesure où elle a vu des régularisations être réalisées sur des saisons artistiques passées. De ce fait, le Budget Principal a apporté une participation majorée non récurrente au titre de cet exercice. L'année 2019 a ensuite marqué une normalisation de la contribution du Budget Principal, tandis que l'année 2020 est caractérisée par l'arrêt de la saison artistique « 2019 / 2020 » dès le mois de mars.

Le solde correspond aux recettes de brasserie, mécénat, partenariats et locations de salles qui sont en forte expansion en dehors du contexte de crise sanitaire.

b- Dépenses

Les dépenses sont principalement d'ordre artistique, technique, de communication et relatives à la brasserie.

Elles concernent également le coût de fonctionnement du bâtiment, ainsi que la rémunération versée à la SPL « Théâtre Communautaire d'Antibes », pour ses parts fixe et variable.

Il convient de noter que l'année 2018 est exceptionnelle, tant du point de vue des recettes que des dépenses, dans la mesure où elle a permis de réaliser une large part des régularisations portant sur l'ensemble des saisons depuis l'ouverture du théâtre, et notamment sur la saison artistique « 2016/2017 ».

L'année 2019 a présenté une configuration en normalisation, mais le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » n'a pu retrouver complètement son profil classique en 2020 ou en 2021 pour cause de crise sanitaire.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

DEPENSES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 296 257	4 616 305	5 266 334
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	21 279	12 195	9 007
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	110 382	111 499	138 503
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 562	36 507	104 368
TOTAL		7 434 480	4 776 506	5 518 212

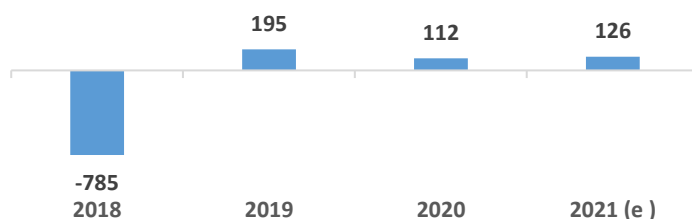
RECETTES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	306	19 170	19 814
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 362 717	1 464 646	2 342 135
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	360 500	383 786	352 200
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 235 850	2 572 914	2 604 380
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	560 412	355 804	207 400
TOTAL		7 519 785	4 796 320	5 525 929

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2019	2020	Estimation 2021
7 324 098	4 665 007	5 379 709

L'année 2018 a permis de procéder à la plupart des régularisations sur les saisons artistiques passées, et notamment la saison « 2016/2017 », qui faisait encore l'objet de contrôles lors de la clôture de l'exercice 2017. La situation a été totalement régularisée à l'issue de l'année 2020.

d- Epargne Brute / Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » ne portant aucun endettement, l'Epargne Brute correspond à l'Epargne Nette.

En moyenne sur les 4 années observées, un équilibre est recherché par un abondement du Budget Général pour un montant strictement nécessaire aux besoins de financement.

III.2.2.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	109 532	-	-
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 165	991	25 114
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 709	134 198	114 204
TOTAL		150 407	135 189	139 318

RECETTES (en €)		2019	2020	Estimation 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	69 508	111 953
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	110 382	111 499	138 503
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	109 532	66 135	-
TOTAL		219 914	247 142	250 456

La CASA réalise des investissements scéniques et techniques (informatique / numérique et télécommunications) régulièrement, l'activité artistique nécessitant un effort particulier d'adaptation aux technologies les plus récentes.

L'année 2021 a vu l'acquisition d'une Licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie pour 25K€, dans le but d'élargir la gamme de prestations proposées aux usagers en matière de restauration en marge des représentations ainsi que le remplacement d'équipements de lumière (35,6K€).

b- Besoin de financement

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, cet indicateur n'est pas applicable dans son cas.

c- Epargne Nette

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, l'Epargne Nette équivaut à l'Epargne Brute.

d- Caractéristiques de la dette

Pour la raison précédemment évoquée, les indicateurs relatifs à la capacité de désendettement et à l'analyse des capitaux restant dus ne sont pas applicables.

III.2.2.2- Eléments prospectifs

III.2.2.2.1- Section de Fonctionnement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

DEPENSES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 266 334	6 413 332	7 800 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	9 007	20 000	20 210
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	19 814	-	500 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	138 503	140 000	150 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	104 368	50 000	50 525
TOTAL		5 538 026	6 623 332	8 520 735

RECETTES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	19 814	-	0
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 342 135	2 463 000	4 500 000
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	352 200	380 000	500 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 604 380	3 558 000	3 400 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	207 400	200 000	170 000
-	-	5 525 929	6 601 000	8 570 000

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes de 2021 à 2023 :

Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
5 518 212	6 623 332	8 020 735

Suite à la baisse de l'activité en lien avec la crise sanitaire, l'exploitation du théâtre devrait retrouver des niveaux élevés à compter de la saison « 2022 / 2023 » sous réserve d'une reprise de la programmation et de l'accueil du public selon les conditions qui étaient applicables avant la survenance de la crise sanitaire.

b- Epargne Brute/Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » n'ayant pas vocation à porter un endettement à court terme, l'Epargne Brute équivaut à l'Epargne Nette.

III.2.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 114	70 000	10 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	114 204	561 000	180 000
TOTAL		139 318	631 000	190 000

RECETTES (en €)		Estimation 2021	Projection 2022	Projection 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	111 953	111 138	(379 862)
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	500 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	138 503	140 000	150 000
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	50 000
TOTAL		250 456	251 138	320 138

b- Engagements pluriannuels

- Dette

Il n'est pas envisagé de faire porter de financement bancaire au Budget Annexe. De ce fait, les indicateurs relatifs à la dette (trajectoire du besoin de financement et capacité de désendettement) sont inopérants dans ce cas.

- Plan Pluriannuel d'Investissement (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Etudes	3	80 000	70 000	10 000
Equipements scéniques, techniques et administratifs	3	460 000	300 000	160 000
Installations et agencements (ex : parking)	0	281 000	261 000	20 000
Total des dépenses		821 000	631 000	190 000

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

L'année 2021 s'est inscrite dans la continuité du développement récent des pépinières de la CASA. En effet, le *Business Pole* comprend deux bâtiments, dont un détenu en propre et l'autre loué, tandis que *Starteo* poursuit son activité historique.

Ainsi, le périmètre d'activité retracé dans le Budget Annexe sera constant en 2021 par rapport aux années précédentes.

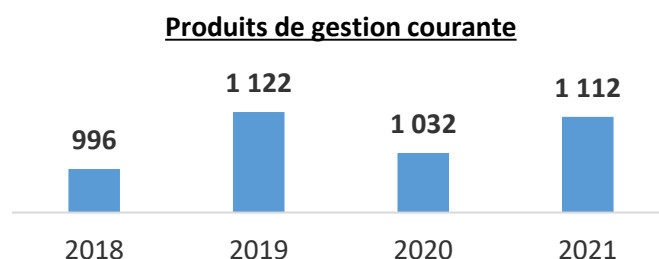
Il convient toutefois de préciser qu'en 2020, dans le contexte de crise sanitaire de l'année 2020, la CASA a accordé des franchises de loyers aux entreprises hébergées d'avril à juin puis en novembre et décembre, et ce dans le but de soutenir l'activité économique en contribuant à la survie des jeunes structures. De façon corrélative, la CASA a enregistré un manque à gagner de recettes au titre de cette année.

Suite à ces mesures de soutien aux jeunes entreprises, et à la faveur de la reprise économique, la facturation a repris normalement en 2021.

III.2.3.1- Analyse rétrospective

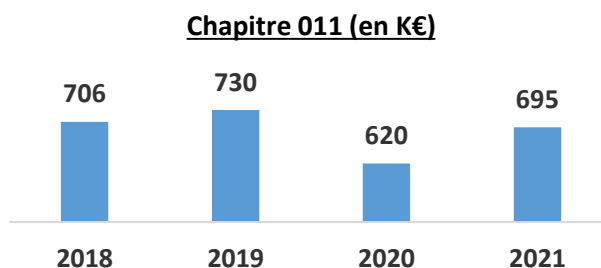
III.2.3.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Recettes

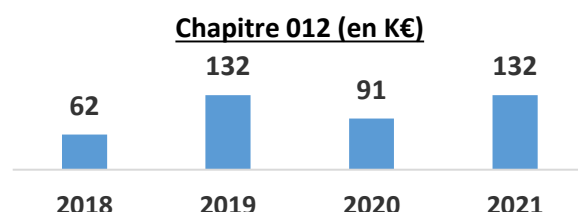


Le remplissage des deux structures d'hébergement d'entreprises assure un niveau substantiel de recettes. Toutefois, le modèle économique du Budget Annexe requiert une participation d'équilibre du Budget Général.

b- Dépenses



Il doit être précisé que les dépenses de fonctionnement se sont avérées inférieures en 2020 par rapport aux années précédentes en raison de la moindre réalisation d'événements en lien avec la crise sanitaire. Il en a notamment été ainsi pour la manifestation « *Village des Sciences et de l'Innovation* » organisé annuellement au Palais des Congrès d'Antibes-Juan Les Pins, dont l'édition de 2020 a été annulée.



L'année 2021 a vu le retour de a masse salariale au niveau d'avant crise sanitaire, la participation aux charges de structure mutualisées relevant de fonctions « supports » étant stable.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	729 778	620 146	694 770
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	131 677	90 553	131 855
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	76 958	76 256	68 998
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	801	890	7 498
66	CHARGES FINANCIERES	47 065	44 425	54 655
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 420	136	-
TOTAL		987 699	832 407	957 776

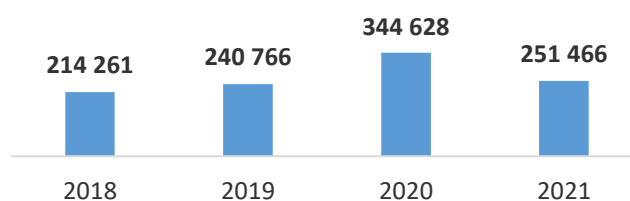
RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	1 012	19 584	18 667
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	163	-	931
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	15 000	4 000	4 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 122 255	1 031 845	1 111 941
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 089	64 934	23 372
TOTAL		1 152 518	1 120 363	1 158 911

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2021 hors report de l'année 2020 devrait être de + 182K€.

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2019	2020
910 741	756 151

d- Epargne Brute (en €)



L'Epargne Brute est maintenue à un niveau devant permettre le remboursement du capital d'un seul emprunt et à des investissements réalisés de façon sélective.

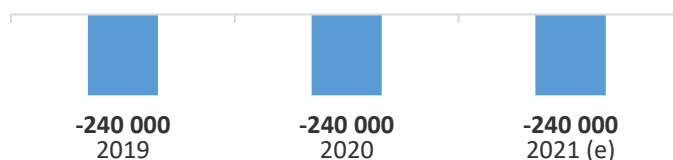
III.2.3.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	108 078	147 882	233 463
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	247 763	257 430	253 047
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	250	0	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 397	78 043	15 302
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 366	782	0
TOTAL		368 854	484 138	501 811

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			233 463
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	0	0
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	76 958	76 256	68 998
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	109 710	145 236	269 289
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	0	17 913
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	34 304	29 184	19 301
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	0	503
TOTAL		220 972	250 675	609 466

b- Besoin de financement



Au cours de l'année 2017, le post-financement de l'acquisition du *Business Pole I* a été réalisée, par voie de recours à un emprunt d'un montant de 4 800 000 Euros, dont l'amortissement a débuté lors de l'année même (2 échéances trimestrielles de capital et intérêts). En effet, le Budget Général avait initialement effectué une avance auprès du Budget Annexe, qui a été restituée à l'occasion de l'encaissement du prêt.

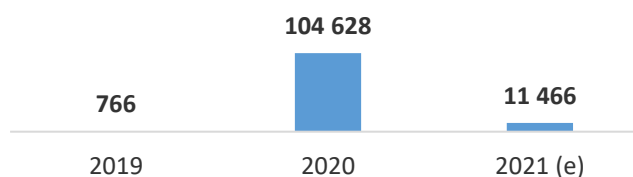
Ainsi, le Budget Annexe assume le mode de financement du principal outil par lequel la CASA exerce sa compétence « Développement Economique ».

Le besoin de financement n'est apparu positif que lors de l'année du post-financement du *Business Pole I*. Depuis cette date, le capital de la dette est amorti sans qu'il soit besoin de recourir de nouveau à l'emprunt, les investissements de renouvellement réalisés dans le cadre du Budget Annexe étant autofinancés grâce à la participation du Budget Principal.

La capacité de désendettement est peu significative dans le cas du Budget Annexe des Pépinières dans la mesure où l'Epargne Brute est en partie constituée de la participation du Budget Principal à son équilibre financier.

Le pilotage de ce Budget Annexe permet de gérer l'extinction de la dette sans qu'elle ne représente la moindre difficulté.

c- Epargne Nette



La CAF nette est légèrement positive, de façon à contribuer à l'autofinancement des investissements réalisés dans le cadre du Budget Annexe.

d- Caractéristiques de la dette

Le Budget Annexe des Pépinières ne compte qu'un seul emprunt, d'un montant initial de 4 800 000 Euros et d'une durée de 20 ans, soit une durée restant à amortir de 15,2 ans. Le capital restant dû, au 31 décembre 2021, était de 3 660 000 Euros.

Ce financement est classé « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite, et délivre des intérêts au taux fixe de 1,1%. Le remboursement du capital est constant, ce qui induit des charges d'intérêts dégressives.

III.2.3.2- Eléments prospectifs

III.2.3.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES (en €)		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	694 770	889 467	860 000
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	131 855	144 188	145 702
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	223 454	200 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	68 998	60 000	90 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 498	19 000	26 000
66	CHARGES FINANCIERES	54 655	40 000	36 630

67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	2 000
TOTAL		957 776	1 376 109	1 360 332

RECETTES (en €)		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	18 667	28 529	800
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	931	2 100	2 122
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	4 000	23 000	23 242
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 111 941	1 323 280	1 338 899
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 372	0	0
TOTAL		1 158 911	1 376 909	1 365 063

L'activité des Pépinières étant stabilisée en terme de périmètre, il est attendu une certaine constance du niveau de coûts de leur exploitation après le retour à une situation normale post-COVID qui pourrait intervenir en 2022.

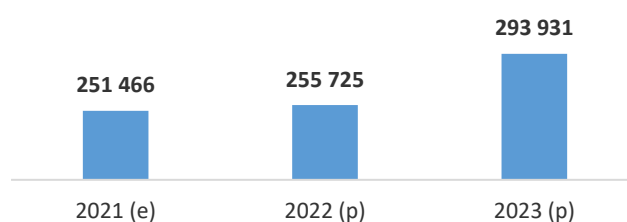
b- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

2021 (e)	2022 (p)	2023 (p)
888 778	1 092 655	1 070 332

Ces dernières sont anticipées à un niveau relativement stable entre 2022 et 2023.

c- Epargne Brute



Par conséquent, la CAF Brute est prévue à un niveau relativement constant, permettant de faire face à l'amortissement du capital de l'emprunt en cours.

III.2.3.2.2- Section d'Investissement

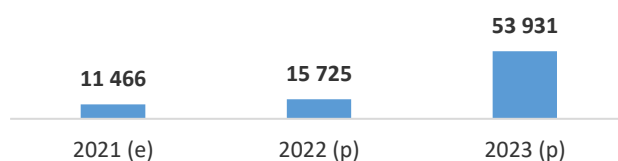
a- Evolution anticipée de 2021 à 2023 (en €)

DEPENSES		PROJECTION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	233 463	0	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	253 047	272 000	240 000

20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 302	140 000	88 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	3 632	2 000
TOTAL		501 811	415 632	330 000

RECETTES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	233 463	0	0
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	223 454	200 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	68 998	60 000	90 000
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	269 289	172 606	0
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	17 913	40 178	20 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	19 301	67 000	20 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	503	0	0
TOTAL		609 466	563 238	330 000

b- Epargne Nette anticipée (en €)



La CAF Nette sera pilotée de sorte à permettre l'autofinancement des investissements portés par le Budget Annexe.

c- Engagements pluriannuels

- Dette**

L'emprunt en cours étant à remboursement de capital constant, les dépenses à ce niveau seront de 240 000 Euros de 2021 à 2023.

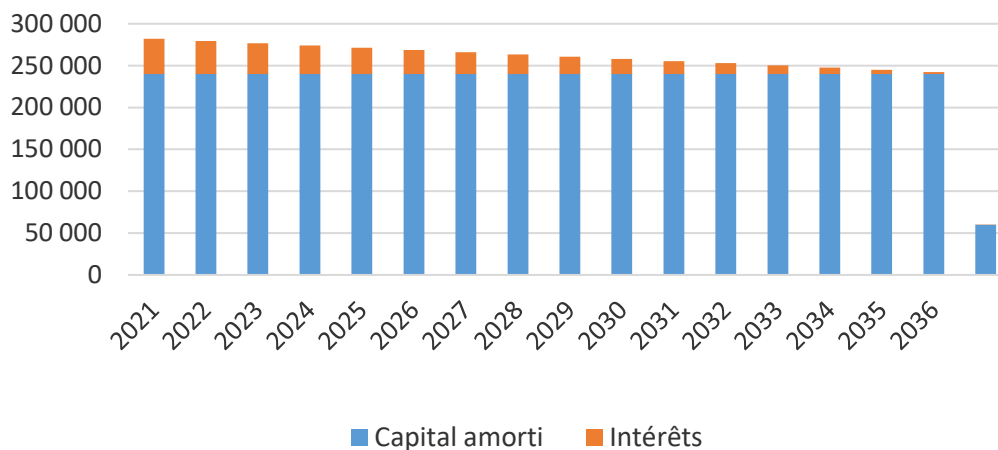
Le capital restant dû sera donc aux niveaux suivants :

- Au 31 décembre 2022 : 3 420 000 Euros
- Au 31 décembre 2023 : 3 180 000 Euros.

Par ailleurs, le taux fixe en vigueur permet une totale prévisibilité des charges financières sur ces exercices.

Ainsi, le profil d'extinction de la dette est le suivant :

Profil d'extinction de la dette



- Plan Pluriannuel d'Investissements

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Investissements globaux (Business Pole I et II et Starteo)	2	233 632	143 632	90 000
Total des dépenses		233 632	143 632	90 000

Les bâtiments hébergeant l'activité d'accueil et d'accompagnement de jeunes entreprises sont stabilisés du point de vue technique. Ils ne requièrent pas d'investissements notables dans un horizon prévisible, voire dégressifs dans la mesure où la perspective d'un regroupement des services au sein du futur Pôle Innovation sera proche.

III.2.4- Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal

Le Budget Autonome a été créé en 2017, en parallèle de la prise de compétence « Promotion du Tourisme » par la CASA.

Lors de la première année d'exercice, la CASA a confié aux Communes remettantes la gestion des anciens Offices de Tourisme communaux, devenus des Bureaux d'Information Touristique.

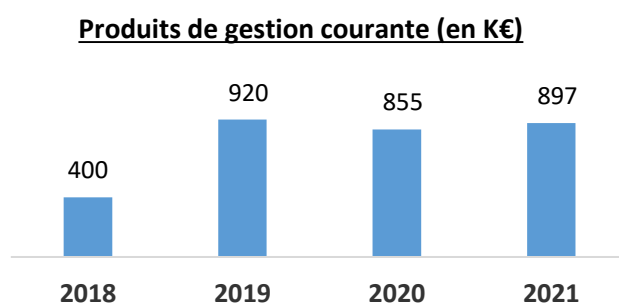
L'année 2018 correspond ainsi à la première année de gestion directe, par la CASA, de la compétence, et l'exercice 2019 a vu la montée en puissance de cette compétence, avec une allocation nouvelle de moyens financiers.

La crise sanitaire a fortement perturbé l'activité lors des années 2020 et 2021.

III.2.4.1- Analyse rétrospective

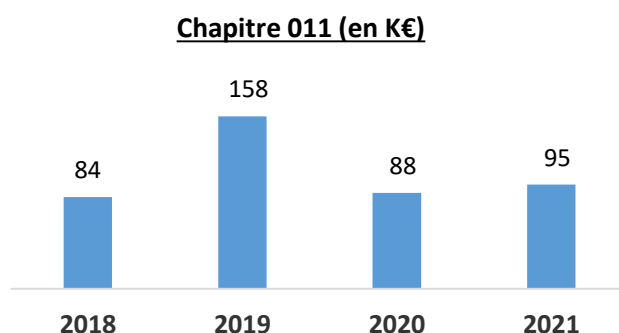
III.2.4.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Recettes



Hormis la vente d'ouvrages et cartes représentant des montants modiques dans le cadre de la promotion des sites remarquables situés sur le périmètre de la CASA, le Budget Annexe ne génère quasiment pas de recette propre, si bien que son équilibre est assuré par une contribution du Budget Principal pour la quasi-totalité des montants indiqués dans le graphique ci-dessus.

b- Dépenses



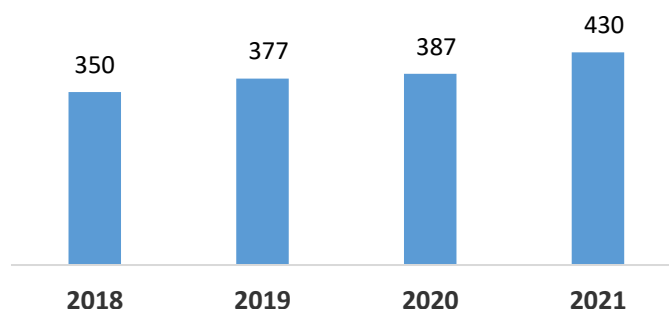
A la suite de la gestion des Bureaux d'Information Touristique réalisée en 2017 par les Communes pour le compte de la CASA, cette dernière a donné une première impulsion à la compétence, ce qui s'est traduit par une augmentation des charges relevant du Chapitre « 011 » en 2018. La montée en puissance de l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » se poursuit en 2019, avec

notamment la création de supports de communication significatifs (ex : Guide du « Petit Futé » spécifique aux Communes du moyen et haut-pays de la CASA en langues anglaise et française).

Toutefois, la crise sanitaire a marqué l'année 2020 en induisant la fermeture des BIT sur une large part de la période, impliquant par-là une diminution des frais de fonctionnement.

La levée progressive des restrictions en 2021 a permis le redémarrage de l'activité.

Chapitre 012 (en K€)



De la même façon, l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » en régie directe par la CASA en 2018 a nécessité le recrutement de personnel, ce qui a induit une hausse des charges liées qui s'est poursuivie jusqu'en 2021.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

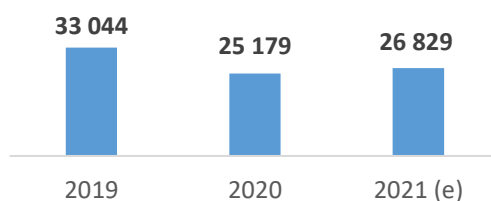
DEPENSE		2019	2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	157 851	87 837	95 400
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	377 014	386 723	429 960
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	0	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	1 990	3 820
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	353 999	356 001	354 001
TOTAL		888 865	832 551	883 181

RECETTE		2019	2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2 214	13 209	30 576
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	686	253	4 385
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 222	486	4 407
74	DOTATIONS, SUBV, ET PARTICIPATIONS			398
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	920 002	855 001	897 001
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 136	5 555	1 853
TOTAL		927 259	874 503	938 620

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

2019	2020	ESTIMATION 2021
888 865	830 561	879 362

d- Epargne Brute



La contribution annuelle du Budget Principal permet de faire face à l'échéance de capital d'un emprunt sans intérêts transféré à la CASA par l'une de ses Communes membres remettantes de la compétence ainsi que d'autofinancer les investissements réalisés régulièrement afin d'harmoniser l'équipement des différents BIT communautaires.

Compte tenu du modèle économique du Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal, la notion d'Epargne Brute n'est pas significative car elle est « pilotée » au moyen de la participation du Budget Principal de sorte à ne couvrir que le strict montant nécessaire du remboursement de la dette et de l'autofinancement des dépenses d'investissement.

III.2.4.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

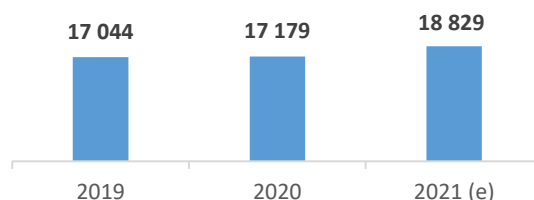
DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	8 000	22 298	10 165
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	16 000	8 000	8 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 298	7 043	32 277
TOTAL		30 298	37 341	50 443

L'amortissement du capital d'un emprunt transféré représente une part importante des dépenses d'investissement réalisées depuis de démarrage de l'exercice de la compétence par la CASA. Par ailleurs, à la faveur d'un retour progressif à une situation normale dans le courant de l'année 2021, des investissements d'harmonisation et de développement des BIT ont été réalisés, tels que l'équipement en banques d'accueil, acquisition de matériel informatique, ou le déplacement du BIT de Valbonne, de l'actuel Hôtel de Ville vers le centre-village, haut lieu touristique.

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	1 990	3 820
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	8 000	25 186	13 074
TOTAL		8 000	27 175	16 893

Les recettes d'investissement du Budget Autonome correspondent à l'autofinancement dégagé par la CASA, aucun emprunt n'étant réalisé.

b- Epargne Nette



La CAF nette permet d'autofinancer les investissements de mise en cohérence des BIT, sans recours à l'emprunt à partir du Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal.

c- Caractéristiques de la dette

Lors de la prise de compétence « Promotion du Tourisme », la CASA s'est vue transférer un emprunt d'un montant de 120 000 Euros.

Issu d'un cadre privilégié des financements de la Caisse des Dépôts, ce prêt est à taux zéro et n'induit par conséquent aucune charge financière.

Le capital restant dû du prêt s'élève à 80 000 Euros au 31 décembre 2021.

III.2.4.2- Eléments prospectifs

III.2.4.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSE		2021 (e)	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	95 400	139 250	140 712
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	429 960	488 154	493 279
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	23 400	18 025
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 820	8 000	8 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	354 001	355 127	353 127
TOTAL		883 181	1 013 931	1 013 143

Les années 2022 et 2023 devraient voir l'activité retrouver son niveau d'avant-crise « COVID », puis la montée en puissance de la compétence exercée par la CASA, ce qui se traduit sur le niveau des dépenses de fonctionnement.

RECETTE		2021 (e)	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	30 576	5 581	0
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	4 385	9 400	9 400
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	4 407	500	500
74	DOTATIONS, SUBV, ET PARTICIPATIONS	398	850	850

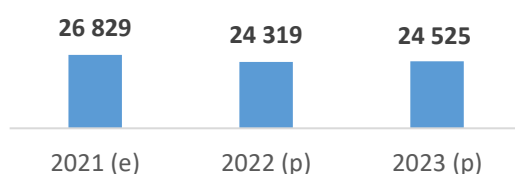
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	897 001	996 100	1 000 893
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 853	1 500	1 500
TOTAL		938 620	1 013 931	1 013 143

La Régie à Autonomie Financière n'ayant pas particulièrement vocation à générer des recettes propres ou attirer des subventions de fonctionnement, l'équilibre financier sera réalisé par ajustement de la contribution du Budget Principal.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

2021 (e)	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
879 362	982 531	987 118

b- Epargne Brute



Le niveau d'Epargne Brute recherché a uniquement pour vocation de faire face au remboursement du capital des emprunts dédiés à la compétence « Promotion du Tourisme » et à autofinancer les investissements réalisés par la Régie à Autonomie Financière.

III.2.4.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

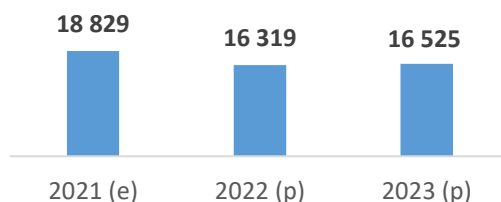
DEPENSES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	10 165	33 549	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	8 000	8 000	8 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 277	49 239	18 025
TOTAL	TOTAL	50 443	90 788	26 025

RECETTES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	23 400	18 025
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 820	8 000	8 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	13 074	59 388	0
TOTAL	TOTAL	16 893	90 788	26 025

En raison de la crise sanitaire qui a fortement perturbé l'ensemble de l'activité, les investissements prévus au titre de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal n'ont pu qu'être partiellement mis en œuvre jusqu'en 2021. Une reprise de certains projets aura lieu en 2022, comme le développement du BIT de Gourdon.

La réalisation de ces investissements sera assurée au moyen de l'autofinancement.

b- Epargne Nette anticipée (en €)



Le niveau de CAF Nette est piloté pour contribuer à financer les investissements qui seront réalisés par la CASA dans le cadre de la compétence « Promotion du Tourisme ».

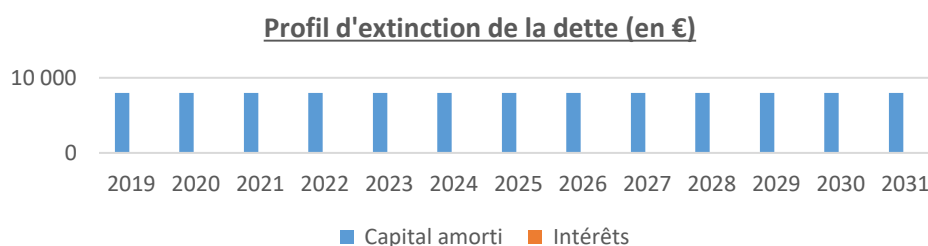
c- Engagements pluriannuels

- Dette

L'emprunt en cours, à taux zéro, offre une prévisibilité totale de ses échéances.

Il n'est par ailleurs pas envisagé de recourir à des financements bancaires complémentaires.

Le profil d'extinction de l'emprunt en cours est le suivant :



Le capital restant dû sera ainsi de 80 000 Euros au 31 décembre 2021 et 72 000 Euros au 31 décembre 2022.

- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Investissements globaux à réaliser sur les BIT	2	67 264	49 239	18 025
Total des dépenses		67 264	49 239	18 025

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations « GeMAPI »).

Parallèlement, l'EPCI a opté pour le transfert facultatif de la compétence « Eaux Pluviales ».

L'année 2018 a correspondu à la première de l'exercice de ces deux compétences, et marque un point de départ à la suite duquel des moyens importants seront alloués, tant du point de vue du fonctionnement que de celui des investissements à réaliser.

En effet, consciente des enjeux que représentent la « GeMAPI » et la gestion des eaux pluviales, la CASA a planifié une montée en puissance de l'exercice de ces compétences dès l'exercice 2019, qui aurait dû s'amplifier en 2020 hors contexte de crise sanitaire.

Pour autant, la CASA a créé les conditions d'un financement dédié pérenne de la compétence « GeMAPI » lorsque le Conseil Communautaire a approuvé, le 27 juillet 2020, l'instauration d'une « Taxe GeMAPI » à compter de l'année fiscale 2021.

D'un montant de 3 474 272 Euros lors de cette année, qui devra être déterminé annuellement, la taxe permettra de financer les dépenses de fonctionnement de la compétence « GeMAPI », ainsi que de contribuer à l'autofinancement des dépenses d'investissement induites.

Il convient donc de noter que le Budget Principal continuera à contribuer à l'équilibre du Budget Annexe, mais uniquement pour la part de dépenses relative à la compétence « Eaux Pluviales ».

III.2.5.1- Analyse rétrospective

III.2.5.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	292 778	286 656	542 416
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 302 903	1 392 311	1 575 996
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 563	44 989	108 996
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	448 000	287 181	124 367
66	CHARGES FINANCIERES	6 444	30 000	166 656
67	PROVISION	-	-	21 842
TOTAL		2 085 688	2 041 137	2 540 273

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	22 608	76 045	54 820
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	24 829	1 226	42 112
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	-	-	-
73	IMPOTS ET TAXES	2 100 000	2 000 000	3 481 948
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	-	-	37 444
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1	1	1 140 002
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 294	87 946	1 471
TOTAL		2 161 733	2 165 218	4 757 798

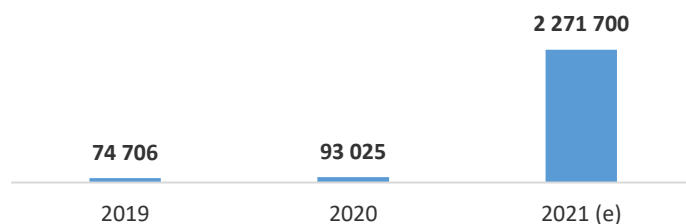
Les compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » n'ont pas vocation à générer des recettes propres de fonctionnement.

De ce fait, l'équilibre financier du Budget Annexe se fait tout d'abord au moyen de la « Taxe GeMAPI » dédiée au financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement de la compétence correspondante. De façon complémentaire, le Budget Principal assure le financement des dépenses concernant la compétence « Eaux Pluviales » par le biais d'une participation spécifique.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont :

2019	2020	ESTIMATION 2021
2 050 125	1 996 148	2 431 277

b- Epargne Brute



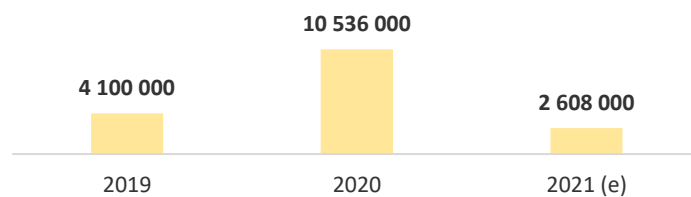
III.2.5.1.2- Section d'Investissement

a- Synthèse

DEPENSE		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 422 295	-	-
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	-	-	5 000 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	164 000	392 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	390 901	491 732	484 294
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	-	1 791 977	632 483
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 516	8 256 603	173 729
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 374 180	1 245 134	2 609 189
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	124
TOTAL		4 253 892	11 949 446	9 291 820

RECETTE		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	48 369	2 723 580
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 563	44 989	108 996
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	-	-	5 000 000
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	166 698	196 526	414 858
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	3 683 142	725 986
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	4 100 000	10 700 000	3 000 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	13
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	50
TOTAL		4 302 261	14 673 027	11 973 483

b- Besoin de financement (en €)

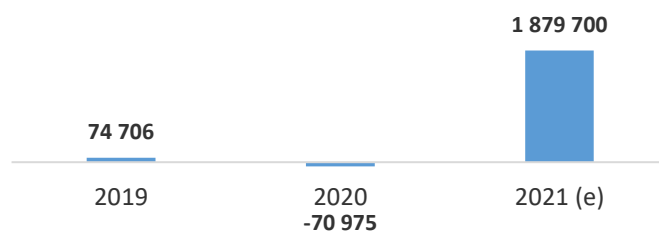


Les compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » correspondent à des enjeux majeurs de préservation des vies humaines et des biens. De ce fait, la CASA a mis en œuvre un plan ambitieux d'investissements fondé d'une part sur la réalisation d'acquisitions foncières en vue de la renaturation d'espaces à risques d'inondation, et d'autre part de construction d'ouvrages destinés à limiter les mêmes risques (ex : bassins de rétention, etc.). A ce titre, l'année 2021 a vu la réalisation des travaux de démolition du Hameau de la Brague.

En outre la CASA est adhérente au SMIAGE qui réalise également des investissements en matière de « GeMAPI ».

La priorisation de ces compétences communautaires et la réalisation d'investissements massifs servant les objectifs précédemment mentionnés impliquent le recours à l'endettement bancaire. Toutefois, la CASA utilise des financements de très long terme qui permettent une gestion financière souple des échéances de prêts.

c- Epargne Nette

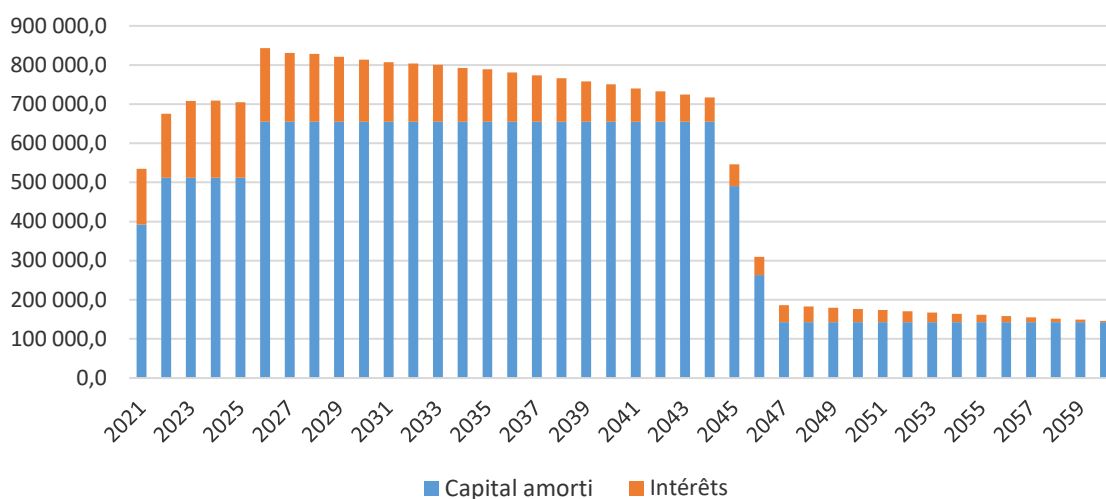


d- Caractéristiques de la dette

Le stock de dette du Budget Annexe « GeMAPI » présente les caractéristiques suivantes :

- Nombre de prêts en cours : 4
- Capital restant dû au 31 décembre 2021 : 17 244 000 Euros
- Taux d'intérêt moyen : 0,97%
- Durée de vie résiduelle : 28 ans et 1 mois

Profil d'extinction de la dette



III.2.5.2- Éléments prospectifs

III.2.5.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	542 416	633 586	640 238
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 575 996	1 845 432	1 864 809
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	2 520 000	2 520 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	108 996	120 000	121 260
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	124 367	315 050	318 358
66	CHARGES FINANCIERES	30 000	171 000	171 000
68	PROVISIONS	21 842	-	-
TOTAL		2 381 775	5 605 068	5 635 666

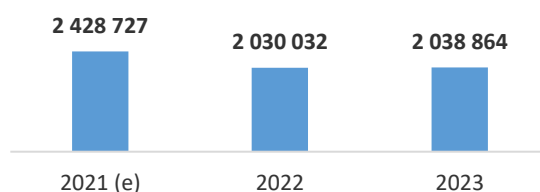
RECETTES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	54 820	638 595	645 301
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	42 112	50 800	51 333
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	-	-	-
73	IMPOTS ET TAXES	3 481 948	3 474 000	3 474 272
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	37 444	300	300
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 140 002	1 470 000	1 507 364
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 471	1 000	1 000
TOTAL		4 757 798	5 634 695	5 679 570

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être, en 2022 et 2023, les suivantes :

2021 (e)	2022 (p)	2023 (p)
2 272 780	2 965 068	2 994 406

En conséquence de la montée en puissance du plan d'actions prévu pour les exercices à venir des compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales », les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont attendues en hausse sensible en 2022, puis, en progression modérée mais constante en 2023, reflétant ainsi la mise en œuvre des compétences sur la totalité du périmètre de la CASA.

b- Epargne Brute



Le niveau d'Epargne Brute est piloté de sorte à assurer le remboursement du capital des emprunts ainsi que pour contribuer à l'autofinancement des investissements. La « Taxe GeMAPI » levée à compter de l'année fiscale 2021 participera à l'autofinancement des dépenses d'investissement relatives à la compétence correspondante, de sorte à limiter le recours à l'emprunt.

III.2.5.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

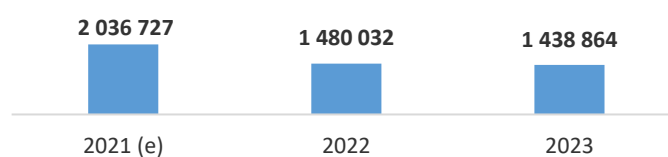
DEPENSES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	-	-	-
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	5 000 000	-	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	392 000	550 000	600 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	484 294	633 000	484 294
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	632 483	900 000	900 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	173 729	900 000	3 000 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 609 189	5 130 000	7 000 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	124	12 961	500
TOTAL		9 291 820	8 125 961	11 984 794

RECETTES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 723 580	2 681 663	3 025 702
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0	2 520 000	2 520 000
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	108 996	120 000	121 260
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	5 000 000	-	-
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	414 858	1 200 000	1 200 000
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	725 986	300 000	300 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 000 000	4 330 000	8 768 807
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	-	-
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50	-	-
TOTAL		11 973 420	11 151 663	15 935 769

Il est ainsi anticipé le maintien à un haut niveau des dépenses d'investissement eu égard au plan d'actions devant être mis en œuvre sur le périmètre de la CASA en termes de préservation des vies humaines, de sécurité des biens et de maintien de la qualité des eaux et de l'environnement. Ainsi, après avoir réalisé des acquisitions foncières massives en 2020, notamment le « Hameau de la Brague » (Commune de Biot), sinistré en octobre 2015 en vue d'organiser sa renaturation, la CASA devrait réaliser une série d'ouvrages de prévention des risques en 2022 et 2023.

Compte tenu du caractère substantiel des investissements à réaliser, le plan de financement de ces ouvrages inclura nécessairement un recours à la dette bancaire, étant entendu que la CASA recherche les dispositifs les plus adaptés en termes de maturité de la dette.

b- Epargne Nette anticipée (en Euros)

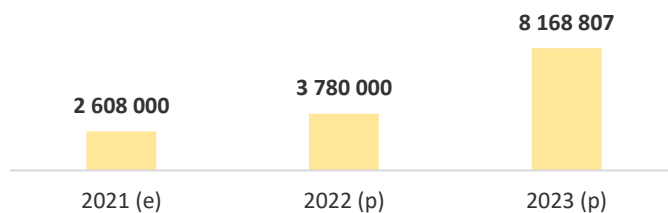


La participation financière du Budget Principal sera ajustée afin qu'une part d'autofinancement des investissements soit assurée.

c- Engagements pluriannuels

- Dette

Compte tenu du caractère intensif en capital des dépenses d'investissement prévues au titre des compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » lors des prochaines années, le recours à la dette devrait se poursuivre :



- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Etudes	2	1 117 294	633 000	484 294
Subventions d'équipement	2	1 800 000	900 000	900 000
Acquisitions foncières	2	3 900 000	900 000	3 000 000
Travaux / ouvrages	2	12 130 000	5 130 000	7 000 000
Total des dépenses		18 947 294	7 563 000	11 384 294

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de création et gestion de Zones d'Activité Economique (« ZAE »).

Toutefois, alors que la Loi prévoyait une date de transfert le 1^{er} janvier 2017, la CASA a convenu avec ses Communes membres que, le nombre et le périmètre des zones concernées par un transfert n'ayant pu être définis d'un point de vue technique avec une réunion du Bureau Communautaire en date du 17 décembre 2017, la compétence ne pouvait être exercée par la CASA qu'à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il a également été prévu que, la CASA n'étant pas complètement préparée à la gestion de cette compétence à cette date, celle-ci serait confiée, pour ce qui est de l'année 2018, aux Communes remettantes par voie d'un mandat de gestion.

Ainsi, les opérations relatives à la gestion des « ZAE » sont retracées dans le cadre de ce Budget Annexe à compter de l'exercice 2018. Il en a notamment été ainsi des mandats de gestion ayant lié la CASA à certaines de ses Communes membres.

Le Budget Annexe ne retrace dorénavant plus la contribution versée par la CASA au SYMISA pour l'entretien des ex-ZAC de Sophia Antipolis jusqu'au 30 septembre 2018, date à partir de laquelle la CASA le réalise directement.

L'année 2019 a donc été la première pendant laquelle la CASA a exercé en régie directe la compétence « création et gestion de ZAE » et l'année 2021 s'est inscrite dans un cadre désormais classique et récurrent.

III.2.6.1- Analyse rétrospective

III.2.6.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

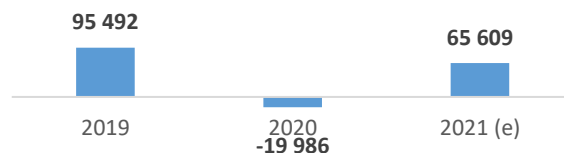
DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 332 932	1 480 356	1 346 001
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	86 353	86 131	64 619
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	0	0
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	14 534	27 249	83 695
66	CHARGES FINANCIERES	1 948	8 432	21 475
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	0	297
TOTAL		1 435 767	1 602 169	1 516 086

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	21 835	88 628	29 586
73	IMPOTS ET TAXES	1 420 000	1 400 000	1 370 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	71 849	54 764	74 751
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	24 876	100 169	53 229
TOTAL		1 538 560	1 643 562	1 527 566

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont par ailleurs été les suivantes, entre 2019 et 2021 :

2019	2020	ESTIMATION 2021
1 421 233	1 574 920	1 432 391

L'Epargne Brute du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » a, quant à elle, affiché les niveaux suivants :



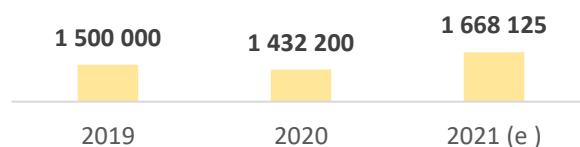
III.2.6.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

DEPENSES		2019	2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	853 327	776 437	820 888
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	75 000	131 875
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 852	66 545	57 300
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	-	-	91 667
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 156 761	1 712 842	2 442 809
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	196 032	301 696	422 466
TOTAL		2 290 971	2 932 520	3 967 004

RECETTES		2019	2020	ESTIMATION 2021
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	14 534	27 249	83 695
020	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	-
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	-	14 165	11 807
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	486 955	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 500 000	1 507 200	1 800 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	76 062	0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	8 783
TOTAL		1 514 534	2 111 631	1 904 284

b- Besoin de financement



La réalisation du plan d'investissements sur les différentes ZAE communautaires (ex : réaménagement de feux de circulation dans le Pôle « Marina 7 ») induit de recourir, de façon modérée, à l'emprunt.

c- Epargne Nette



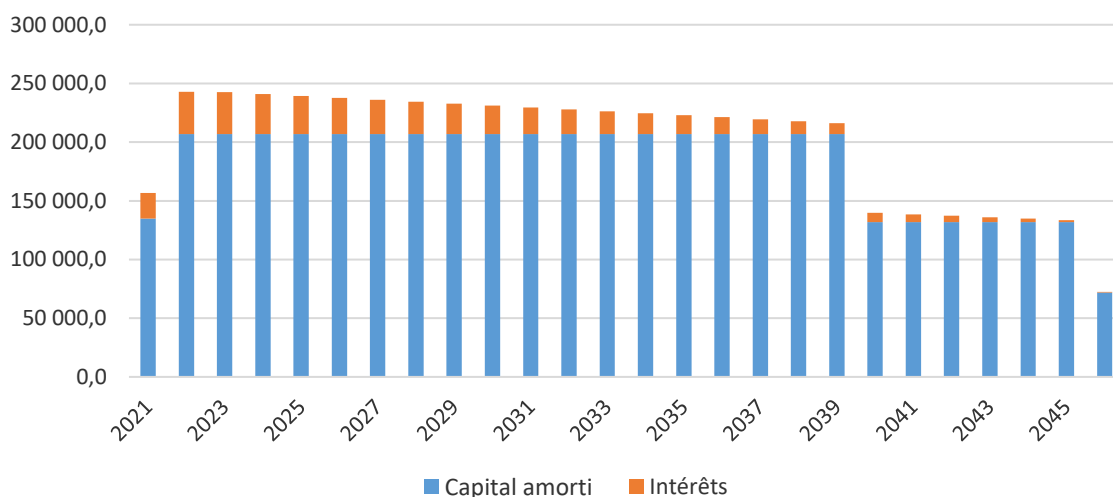
Appréhendée de façon cumulée, l'Epargne Nette du Budget Annexe vise l'équilibre, ce dernier n'ayant pas vocation à générer des excédents. Les dépenses d'investissement sont essentiellement financées par emprunt.

d- Caractéristiques de la dette

Le stock de dette du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » présente les caractéristiques suivantes :

- Nombre de prêts en cours : 3
- Capital restant dû au 31/12/2021 : 4 590 000 Euros
- Durée de vie résiduelle : 22 ans et 6 mois
- Taux d'intérêt moyen : 0,82% (fixe)

Profil d'extinction de la dette



III.2.6.2- Éléments prospectifs

III.2.6.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée de 2021 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 346 001	1 351 000	1 365 186
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	64 619	90 000	90 945
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0	60 000	109 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	83 695	150 000	65 000
66	CHARGES FINANCIERES	21 475	37 000	55 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	297	1 000	1 000
TOTAL		1 516 086	1 689 000	1 686 131

Il est notamment prévu la poursuite de l'harmonisation de l'entretien de l'ensemble des ZAE transférées à la CASA et développées par cette dernière.

RECETTES		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	29 586	12 000	10 000
73	IMPOTS ET TAXES	1 370 000	1 605 000	1 725 000
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	74 751	82 000	82 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	53 229	5 000	5 000
TOTAL		1 527 566	1 704 000	1 822 000

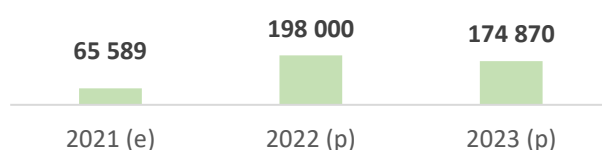
Le modèle économique de l'exercice de cette compétence induit que le Budget Principal apporte une participation financière au Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ».

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes, de 2021 à 2023 :

ESTIMATION 2021	2022 (p)	2023 (p)
1 432 391	1 479 000	1 512 131

Ces dernières reflètent la volonté de la CASA de développer l'attractivité des ZAE qui lui ont été confiées, notamment pour créer de nouvelles activités économiques sur son périmètre, et optimiser par-là les retombées en termes de recettes fiscales.

b- Epargne Brute (en €)



III.2.6.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée de 2022 à 2023

DEPENSES		ESTIMATION 2021	2022 (p)	2023 (p)
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	820 888	2 062 720	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	131 875	210 000	300 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	57 300	121 000	150 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	91 667	140 000	150 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 442 809	3 183 672	2 500 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	422 466	400 000	1 000 000
TOTAL		3 967 004	6 117 392	4 100 000

RECETTES		ESTIMATION 2021	2022 (p)	2023 (p)
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	83 695	150 000	65 000
020	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	60 000	109 000
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	11 807	-	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	32 196	50 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 800 000	3 800 000	3 698 882
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 783	-	-
TOTAL		1 904 284	4 042 196	3 922 882

Les investissements dans les différentes ZAE communautaires se poursuivront en 2022 et 2023, de sorte à créer les conditions propices à la génération de nouvelles activités économiques, en complément du « moteur » du Parc de Sophia Antipolis.

b- Epargne Nette anticipée (en €)



Le niveau d'Epargne Nette du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » est piloté de sorte à atteindre strictement l'équilibre, le mode de financement des investissements étant essentiellement fondé sur le recours à l'emprunt.

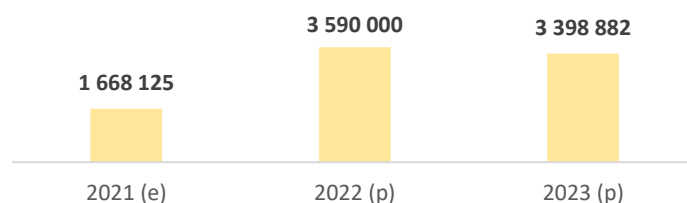
c- Engagements pluriannuels

- Dette

Les emprunts souscrits pour participer au financement des investissements retracés dans le cadre du Budget Annexe et ceux à venir appartiennent nécessairement à la catégorie « 1-A » de la Charte de Bonne Conduite.

Ces financements seront préférentiellement à taux fixe, hormis dans le cas précis de portages fonciers pour lesquels les concours à taux variables peuvent présenter un intérêt économique.

Compte tenu des financements envisagés au cours des années 2022 et 2023, l'évolution du besoin de financement pourrait être le suivant :



Ces financements contribueront à la valorisation des actifs de la CASA qui, lors de leur cession, permettront d'atteindre l'équilibre financier.

- Plan Pluriannuel d'Investissements

Les principaux projets d'investissements portant sur des ZAE et ayant vocation à être retracés dans le Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » sont les suivants :

Libellé	Durée	Coût du projet	2022	2023
Etudes	2	271 000	121 000	150 000
Acquisitions foncières	2	3 000 000	1 500 000	1 500 000
Autres installations et aménagements	2	2 683 672	1 683 672	1 000 000
Subventions d'équipement	2	290 000	140 000	150 000
Travaux / ouvrages	2	1 400 000	400 000	1 000 000
Total des dépenses		7 644 672	3 844 672	3 800 000

Introduction relative aux compétences « Eau » et « Assainissement » :

Le transfert des compétences eau et assainissement au 1^{er} janvier 2020 a engendré pour la CASA la création de 4 nouveaux budgets, individualisés par SPIC (eau potable, assainissement) et selon les modes de gestion (art. L.2221-4 et L.2221-6 du CGCT) :

- **Budget de la Régie « Eau »**, à autonomie financière, correspondant aux services d'eau gérés en régie avant transfert (Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon, Gréolières hors station des Neiges)
- **Budget Annexe « Eau »**, disposant d'un compte de liaison avec le Budget Général, correspondant aux services en délégation de service public avant transfert (Antibes, Biot, Châteauneuf, La Colle sur Loup, Le Bar sur Loup, Le Rouret, Opio, Roquefort Les Pins, Valbonne, Villeneuve Loubet, SILRDV)
- **Budget de la Régie « Assainissement »**, à autonomie financière, correspondant aux services d'assainissement gérés en régie avant transfert (Antibes pour la collecte, Bézardun Les Alpes, Bouyon, Caussols, Cipières, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Gourdon, Gréolières, La Colle sur Loup, La Roque en Provence, Les Ferres, Roquefort les Pins, Tourrettes sur Loup, Vallauris pour le SPANC uniquement, Villeneuve-Loubet, SIA), ainsi qu'aux services ayant changé de mode de gestion dans le courant de l'exercice 2020 (Biot, STEP de Châteauneuf)
- **Budget Annexe « Assainissement »**, disposant d'un compte de liaison avec le Budget Général, correspondant aux services en délégation de service public avant transfert (Antibes pour le traitement et le SPANC, Châteauneuf pour la collecte et le SPANC, Le Bar sur Loup, Le Rouret, Opio, Saint Paul de Vence, Valbonne et Vallauris pour l'assainissement collectif uniquement).

L'exercice 2020 a ainsi vu la mise en œuvre de ce transfert et, à ce titre, la réalisation d'un certain nombre d'opérations structurantes pour les nouveaux services d'eau et d'assainissement communautaires :

- La représentation substitution des communes au sein des syndicats subsistants,
- La substitution aux communes dans leurs actes, délibérations et marchés en cours,
- Dans ce cadre, la modification de certains modes de gestion dans le courant de l'exercice (intégration de Biot et de la STEP de Châteauneuf dans la régie d'assainissement, convention de délégation de compétences à la commune de Châteauneuf dans le cadre des dispositions de la loi dite « Engagement et Proximité »),
- La dissolution du SILRDV et du SIA de La Colle sur Loup, Saint Paul de Vence et Villeneuve-Loubet, le dessaisissement de la compétence « Assainissement » du SIVOM du Canton de Bar sur Loup, ainsi que l'intégration des services afférents dans les périmètres budgétaires correspondants (Budget Annexe « Eau », Régie Autonome « Assainissement » et Budget Annexe « Assainissement »).

La mise en œuvre des procès-verbaux de transfert, actant du transfert de la dette, de la mise à disposition des biens et des financements des communes à la CASA, ainsi que du transfert partiel des résultats comptables constatés au 31 décembre 2019 a eu lieu dans le courant de l'année 2021.

Enfin, un ajustement tarifaire a été effectué fin 2021 de sorte à procéder à un équilibre financier du service tel que transféré par chaque Commune, de sorte à pouvoir inscrire les services communautaires dans une dynamique de convergence tarifaire à moyen terme.

III.2.7- Régie à Autonomie Financière « Eau » et Budget Annexe « Eau – Activités Déléguées »

III.2.7.1- Principes

Conformément à l'article 256 B du CGI, le service est assujetti à TVA (régies communales non assujetties avant transfert).

Notons que les éléments antérieurs au transfert (2016-2019) sont reconstitués sur la base d'une consolidation des comptes des services concernés par le périmètre étudié, soit, selon les modalités de gestion budgétaire préalables au transfert :

- Les budgets annexes de l'eau potable,
- Les budgets annexes communs eau et assainissement, pour leurs parties relatives à l'eau potable (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'eau potable),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la Commune, le cas échéant lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

III.2.7.2- Régie à Autonomie Financière « Eau »

III.2.7.4.1- Analyse rétrospective

a- Section d'Exploitation

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	124 710	236 352
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	10 700	9 120
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	16 870	-
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	13 000	3 032
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 988	900
66	CHARGES FINANCIERES	7 720	8 396
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 507	6 478
TOTAL		177 494	264 278

Après une phase d'étude des secteurs, réseaux et enjeux communaux intervenue en 2020, la CASA a démarré l'exploitation de la Régie à Autonomie Financière en 2021, ce qui explique la progression du montant global des dépenses.

RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		136 618
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	271 036	306 302
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7 000	863

77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	36 076	10 647
TOTAL		314 113	454 430

Les recettes de fonctionnement de la Régie sont principalement constituées par la redevance de l'eau potable et la reprise au compte de résultat des amortissements des biens immobilisés (opérations d'ordre).

Il peut être noté par ailleurs que le subventionnement récurrent effectué par certaines Communes à partir de leur Budget Général jusqu'en 2019 (chapitre 74) n'est légalement plus autorisé dans le cas de la CASA.

- Dépenses Réelles d'Exploitation

Elles sont, au titre des années 2020 et 2021 :

2 020	2021 (e)
164 494	261 246

- Epargne Brute



La CAF brute a vocation à couvrir le remboursement des emprunts et à participer à l'autofinancement des dépenses d'investissement.

b- Section d'Investissement

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	22 000	35 533
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 063	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 158	2 173
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	93 867	47 421
TOTAL		146 087	85 127

Dans l'attente d'un rééquilibrage financier par Commune, les investissements réalisés ont résulté d'un processus de sélectivité par priorités.

RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT		188 931
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	13 000	3 032
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	199 818	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	122 200	-
TOTAL		335 018	191 963

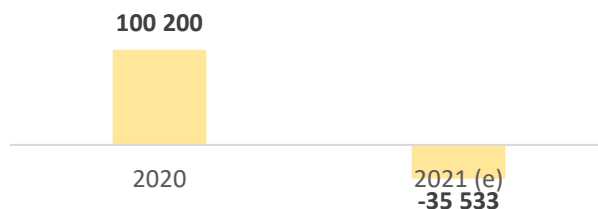
Il n'a pas été recouru à l'emprunt pour financer les dépenses d'investissement de l'année 2021.

Rappel : le FCTVA n'est plus perçu dans le cadre de la régie communautaire (assujettissement du service à TVA).

- Epargne Nette



- Besoin de Financement



Etant donné qu'il n'a pas été souscrit d'emprunt en 2021, le stock de dette a été réduit à hauteur des remboursements de capital intervenus au cours de l'année. Cette stratégie permettra de donner de la souplesse dans le financement des investissements de l'exercice 2022 et suivants.

- Capacité de Désendettement

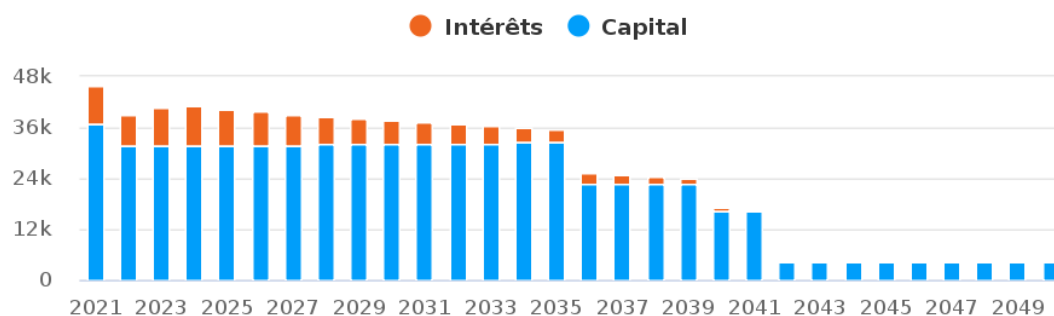


- Caractéristiques de la dette

- Capital restant dû : 607 318 Euros
- Taux d'intérêt moyen : 1,18%
- Durée de vie résiduelle : 19,75 ans

○ Nombre de lignes : 4

● Profil d'extinction au fil de l'eau



III.2.7.3- Eléments prospectifs

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2022 tiennent compte :

- Des ajustements tarifaires décidés par le Conseil Communautaire en 2021,
- De la constitution de la régie au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences.

● Section d'Exploitation

DEPENSE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	236 352	220 861	223 180
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	9 120	10 500	10 610
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	-	7 445	7 523
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	87 279	38 016
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 032	274 518	222 711
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	900	7 920	8 003
66	CHARGES FINANCIERES	8 396	10 000	10 105
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 478	2 600	2 627
TOTAL		264 278	621 124	522 776

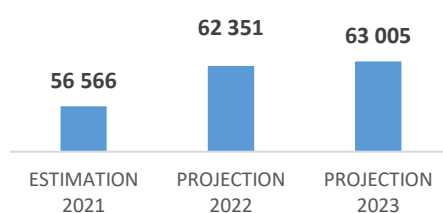
RECETTE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	136 618	190 152	87 279
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		109 295	110 443
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	306 302	321 677	325 054
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	863	-	-
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 647	-	-
TOTAL		454 430	621 124	522 776

L'ajustement tarifaire décidé en 2021 dans le but de permettre un équilibre financier par secteur communal induit une progression des recettes d'exploitation. Le coût du service est, lui, tenu sous un contrôle strict de sorte à préserver les marges de manœuvre financières, notamment en investissement.

- Dépenses Réelles d'Exploitation

ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
261 246	259 326	262 049

- Epargne Brute anticipée

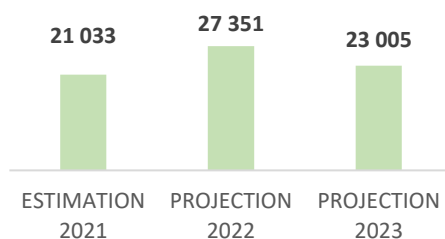


- Section d'Investissement

DEPENSE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	35 533	35 000	40 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	3 500	3 500
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 173	408 400	350 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	47 421	168 448	100 000
TOTAL		85 127	615 348	493 500

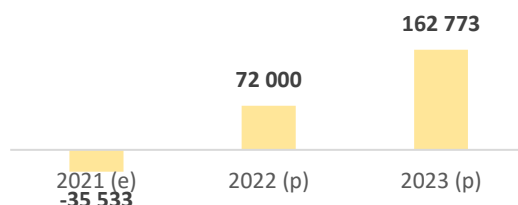
RECETTE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	188 931	104 851	-
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	87 279	38 016
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 032	274 518	222 711
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	41 700	30 000
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	107 000	202 773
TOTAL		191 963	615 348	493 500

- Epargne Nette anticipée



- Engagements pluriannuels

- Besoin de financement



- Plan Pluriannuel d'Investissement

Il est prévu de Dépenses d'Équipement pour un montant global de 562 000 Euros en 2022 et 2023.

III.2.7.4- Budget Annexe « Eau – Activités Déléguées »

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les services en délégation de service public sont imposables à la TVA.

Les éléments relatifs à l'exercice 2020 correspondent à la première année d'exploitation de la compétence par la CASA, hors comptes de 2020 du SILRDV pour sa période de maintien transitoire.

III.2.7.4.1- Analyse rétrospective

a- Section d'Exploitation

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	924 879	755 105
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	976 938	703 202
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	387 200	144
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1	31 327
66	CHARGES FINANCIERES	87 055	59 267
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	32	-
TOTAL		2 376 105	1 549 045

Avant transfert, les dotations aux amortissements représentaient en moyenne 64% des charges de fonctionnement des budgets consolidés.

Le second poste de charges correspond aux dépenses de personnel (45% des charges de fonctionnement). Ces charges (charges de personnel, charges de structure) n'étaient que peu imputées ou valorisées avant transfert.

Depuis 2020, les données tiennent compte de la répartition des charges de structure et de personnel entre les services de l'eau et de l'assainissement à l'échelle de la CASA, en partie refacturées aux autres budgets.

Notons également la diminution des dotations aux amortissements, non intégralement imputées en 2020, en attente de la mise en œuvre des procès-verbaux de transfert et de l'intégration de l'amortissement des biens mis à disposition qui est intervenue en 2021 et qui produira ses effets en 2022.

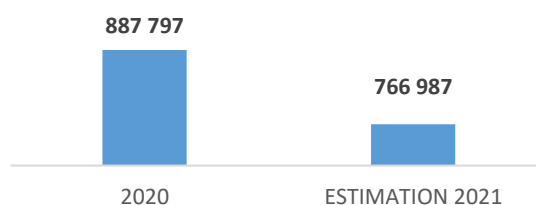
RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	463 918	964 515
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		8 992
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 328 845	2 231 751
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	140 022	33 225
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 407 835	41 919
TOTAL		3 340 620	3 280 402

Les recettes de fonctionnement sont principalement constituées par la surtaxe de l'eau potable et les reprises au compte de résultat des subventions ayant participé au financement des biens immobilisés (opérations d'ordre).

- Evolution des Dépenses Réelles d'Exploitation

2020	ESTIMATION 2021
1 988 905	1 548 901

- Epargne Brute



b- Section d'Investissement

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	687 892	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	270 942	283 299
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 222	12 880
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	725	63 559
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	364 796	919 658
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.		55 510
TOTAL		1 329 577	1 334 906

L'exercice 2020 et la mise en œuvre du transfert ont vu les premières dépenses d'investissement intervenir sur ces services, et s'accélérer en 2021.

RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	4 372 452	3 440 961
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	387 200	144
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10 886	-
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	-
TOTAL		4 770 538	3 441 105

Les résultats d'investissement transférés en 2020 tiennent compte des excédents transférés (dont les résultats excédentaires du SILRDV) nets des déficits transférés par d'autres services communaux.

- Epargne Nette



- Besoin de financement



Aucun emprunt n'ayant été contracté sur le Budget Annexe au titre des exercices 2020 et 2021 le stock de dette du Budget Annexe est réduit à hauteur des remboursements de capital intervenus sur la période.

- Caractéristiques de la dette

- Capital restant dû au 31 décembre 2021 : 2 802 820 Euros
- Taux d'intérêt moyen : Durée de vie résiduelle : 10 ans et 4 mois
- Nombre de lignes : 7

III.2.7.4.2- Eléments prospectifs

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2022 tiennent compte :

- De l'application de la modification tarifaire intervenue en 2021,
- De la constitution des services au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences.

a- Section d'Exploitation

- Synthèse

DEPENSE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	755 105	583 524	592 120
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	703 202	1 328 115	1 384 372
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	1 399 268	1 747 748

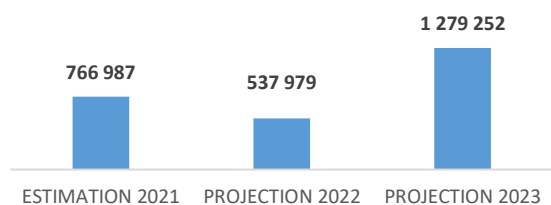
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	144	1 158 674	1 222 694
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	31 327	21 000	151
66	CHARGES FINANCIERES	59 267	60 000	60 630
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	1 263	500
TOTAL		1 549 045	4 551 844	5 008 216

- Dépenses Réelles d'Exploitation

Elles pourraient être, en 2022 et 2023 :

ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
1 548 901	1 993 902	2 037 774

- Epargne Brute



b- Section d'Investissement

- Synthèse

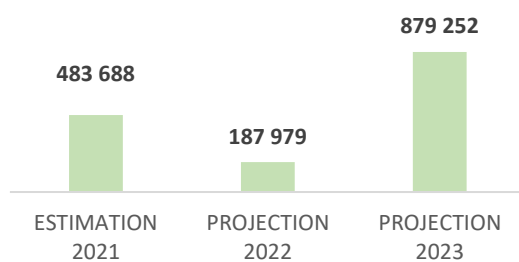
DEPENSE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		-	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	283 299	350 000	400 000
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 880	615 540	450 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	63 559	2 089 617	1 200 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	919 658	1 608 983	1 350 000
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	55 510	-	-
TOTAL		1 334 906	4 664 140	3 400 000

RECETTE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	3 440 961	2 106 198	-
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	1 399 268	1 747 748

040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	144	1 158 674	1 222 694
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	-	-	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	-	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-	-	429 558
TOTAL		3 441 105	4 664 140	3 400 000

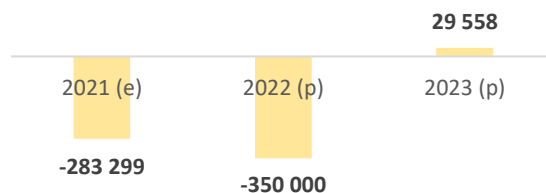
L'investissement simulé pour les projections financières correspond à la poursuite du montant moyen d'investissement constaté sur le territoire avant transfert.

- Epargne Nette

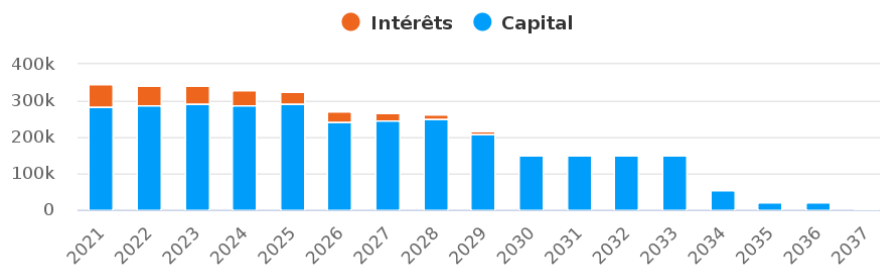


c- Engagements pluriannuels

- Besoin de financement



- Plan d'extinction de la dette



- Programme Pluriannuel d'Investissement

Des dépenses d'équipement sont prévues à hauteur de 3 400 000 par an en 2022 et 2023.

III.2.8- Régie à autonomie financière « Assainissement des Eaux Usées » et Budget Annexe « Assainissement – Activités Déléguées »

III.2.8.1- Régie à Autonomie Financière « Assainissement des Eaux Usées »

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le service public de l'assainissement est placé hors du champ d'application de la TVA. Dans ce cadre, la Régie de la CASA n'est pas assujettie à TVA.

Pour rappel, l'article 260 A du CGI prévoit la possibilité d'assujettir le service sur option (situations hétérogènes avant transfert).

III.2.8.1.1- Analyse rétrospective

a- Section d'Exploitation

- Synthèse**

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 238 146	3 401 721
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 564 467	2 565 736
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	4 280	7 579
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 593 500	6 305
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 661 852	4 066 696
66	CHARGES FINANCIERES	671 035	705 429
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	16 078	181 789
TOTAL		9 749 358	10 935 255

La participation au Syndicat Intercommunal des Bouillides représente une large part des charges de fonctionnement du Budget Annexe.

Par ailleurs, les charges à caractère général, les charges de personnel et les dotations aux amortissements, représentent chacune environ 17% à 19% des charges de fonctionnement.

Il peut également être noté l'intégration d'une quote-part de frais de structure mutualisés

RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	96 268	1 507 994
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	9 719	39 490
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	-
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	7 375 182	10 084 191
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 584 427	22 442

75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2	99 570
76	PRODUITS FINANCIERS	25 984	25 984
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 165 771	59 118
TOTAL		11 257 352	11 838 790

Les recettes de fonctionnement de la Régie sont principalement constituées par la redevance de l'assainissement collectif.

Il peut être noté, par ailleurs, que parmi les produits des services, la PFAC constitue une autre recette majeure pour le service.

Les produits perçus au chapitre 74 correspondent notamment aux primes versées par l'Agence de l'Eau.

- Dépenses Réelles d'Exploitation

2020	ESTIMATION 2021
8 155 858	10 928 950

- Epargne Brute



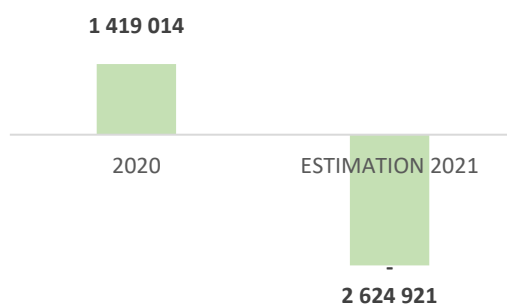
b- Section d'Investissement

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE		
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		-
10	DOTATIONS, FONDOS DIVERS ET RESERVES	233 418	-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 586 212	2 026 767
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 906	21 931
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 314	13 025
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 141 983	3 404 661
TOTAL		6 026 833	5 466 384

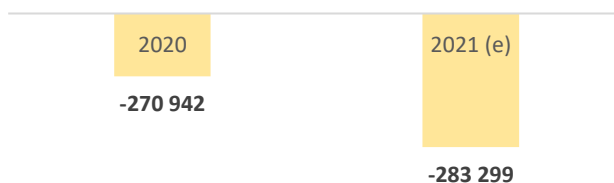
RECETTE		2020	ESTIMATION 2021
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	826 060	2 960 554
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-
040	OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 593 500	6 305
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		-
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	867 827	993 487
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	-	211 050
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	5 700 000	1 051 701
TOTAL		8 987 387	5 223 097

Il peut être précisé que les résultats d'investissement transférés en 2020 tiennent compte des excédents transférés (dont résultats excédentaires du SIA) nets des déficits transférés par d'autres services.

- Epargne Nette



- Evolution du Besoin de Financement ; article 13 de la LPFP des années 2018 à 2022



- Caractéristiques de la dette

- Capital restant dû au 31 décembre 2021 : 28 198 125 Euros
- Taux d'intérêt moyen : 2,14%
- Durée de vie résiduelle : 15 ans et 11 mois
- Nombre de lignes : 25

III.2.8.3.2- Eléments prospectifs

Les projections des équilibres financiers du service se fondent sur des hypothèses d'extrapolation, tenant compte notamment de la répartition des charges (dont charges de structure) opérée par la CASA entre les services de l'eau et de l'assainissement.

En particulier, les hypothèses pour 2021 tiennent compte :

- Les tarifs ajustés en 2021 pour une entrée en vigueur en 2022,
- De la constitution de la régie au sein de la CASA et de la répartition des charges entre les services de l'eau et de l'assainissement,
- De la poursuite par ailleurs du volume budgétaire de dépenses nécessaire à l'exercice des compétences.

a- Section d'Exploitation

DEPENSE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 401 721	3 935 901	3 123 076
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 565 736	2 840 512	3 009 546
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	7 579	7 600	9 023
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	2 005 835	393 258
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	6 305	2 687 148	2 835 821
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 066 696	3 589 322	5 145 549
66	CHARGES FINANCIERES	705 429	672 318	672 318
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	181 789	35 010	71 852
TOTAL		10 935 255	15 773 646	15 260 443

b- Section d'Investissement

RECETTE		ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	1 507 994	759 809	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	39 490	51 000	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	986 603	1 023 990
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	10 084 191	13 406 252	13 606 547
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	22 442	402 998	510 642
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	99 570	141 000	63 793
76	PRODUITS FINANCIERS	25 984	25 984	25 984
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	59 118		29 487
TOTAL		11 838 790	15 773 646	15 260 443

III.2.8.4- Budget Annexe « Assainissement – Activités Délégées »

Rappelons que les services en délégation de service public sont assujettis à TVA.

Les hypothèses de construction budgétaire sont fondées sur :

- Les budgets annexes de l'assainissement,
- Les budgets annexes communs « eau » et « assainissement » communaux, pour leurs parties relatives à l'assainissement (ventilation des écritures identifiées à date comme relatives à l'eau potable),
- Les éléments relatifs aux services, identifiés à date au sein du budget général de la Commune, lorsque celle-ci ne disposait pas de budget annexe.

III.2.8.4.1- Analyse rétrospective et prospective

a- Section d'Exploitation

• Synthèse

DEPENSE		2020	ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 132 393	831 862	878 767	887 994
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	637 100	372 925	372 925	387 990
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	316 712	112 484
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	103 800	422	803 603	804 819
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 048 956	1 053 493	1 007 500	907 730
66	CHARGES FINANCIERES	40 909	34 650	40 000	40 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	3 700	3 700
TOTAL		2 963 158	2 293 351	3 423 206	3 144 717

RECETTE		2020	ESTIMATION 2021	PROJECTION 2022	PROJECTION 2023
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT		1 376 296	797 919	316 712
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-		244 400	248 681
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 875 638	2 380 496	2 366 500	2 572 269
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-	0	14 387	4 678
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 723 049	0		2 377
TOTAL		4 598 687	3 756 792	3 423 206	3 144 717

Les recettes de fonctionnement sont principalement constituées par la surtaxe de l'Assainissement Collectif.

Par ailleurs, la PFAC constitue une autre recette majeure pour le service public de l'Assainissement.

b- Section d'Investissement

Les données d'investissement ont été consolidées sur la base des écritures identifiées dans les budgets communaux (budget annexe, budget annexe commun eau/assainissement, budget général) pour la période 2016-2019.

Ces éléments de rétrospective ont une valeur indicative au regard de la difficulté pouvant être rencontrée dans l'identification des éléments d'investissement relatifs aux seuls services de l'assainissement.

- Caractéristiques de la dette
 - Capital restant dû au 31 décembre 2021 : 1 970 082 Euros
 - Taux d'intérêt moyen : 1,91%
 - Durée de vie résiduelle : 19 ans et 9 mois
 - Nombre de lignes : 7

III.3- Données consolidées et de synthèse de l'exercice 2021

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Autonomes et Annexes (en K€)

	Epargne Brute (en K€)	Epargne Nette (en K€)	Capitaux restant dus de la dette au 31/12/2020 (en K€)	Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)
Budget Principal	17 608	2 588	113 907	6,5
Régie à Autonomie Financière des Transports	3 058	-509	72 322	23,6
Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes"	112	112	0	N/A
Budget Annexe des Pépinières	345	105	3 900	11,3
Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal	25	17	88	3,5
Budget Annexe "GeMAPI"	93	-71	14 636	N/S
Budget Annexe "Aménagement des Parcs d'Activité"	-20	-95	2 925	N/S
Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau"	150	128	638	4,3
Budget Annexe "Eau - Activités Déléguées"	888	617	3 086	3,5
Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement"	3 005	1 356	29 075	9,9
Budget Annexe "Assainissement - Activités Déléguées"	1 739	1 637	1 600	0,9

III.3.2- Illustration des projets par compétence

III.3.2.1- Budget Principal

1- Direction Envinet

Objectifs

- Augmenter les tonnages collectés en tri (emballages ménagers et journaux magazines)
- Maintenir un traitement optimisé des déchets ménagers (valorisation, recyclage, etc.) à moindre coût en collaboration avec le Syndicat UNIVALOM
- Adopter un programme de prévention et un schéma directeur des déchets
- Adopter une stratégie pour le tri à la source des biodéchets avec une zone test
- Signer le contrat d'objectifs avec la région

Mesures 2022

- Lancement d'une étude sur la mise en place du tri à la source des biodéchets
- Relancer le marché de collecte pour les communes en prestation
- Réalisation de campagnes de communications et de formations des acteurs pour diminuer les refus de tri
- Optimisation des collectes d'OM, de bi flux et d'encombrants et favoriser la reprise en régie de prestations sous-traitées

- Poursuite du déploiement des dispositifs de collecte enterrés et semi-enterrés notamment sur le haut-pays
- Contribution à la rédaction du SCOT valant PCAET

2- Mobilité, Déplacements et Transports

Plan de Mobilité, intégré au SCOT valant PCAET

- Projet d'aménagement stratégique (PAS) et définition des objectifs Mobilité
- Participation à l'enquête mobilité 06 menée par le CD06

Transport urbain, scolaire et à la demande

- Renfort de l'offre urbaine sur les lignes à forte charge
- Développement de la tarification multimodale Pass Sud Azur
- Renforcement de l'accès à l'information par la digitalisation des services
- Mise en service progressive de bus « à faibles émissions de GES »

Vélo

- Poursuite de l'aide à l'acquisition
- Ouverture à la circulation des vélos des pistes DFCI autour de Sophia

Conseil en mobilité / Maas (Mobility as a service)

- Intégration au compagnon de mobilité Envibus Cap Azur du e-ticket, du TAD en plus du transport public urbain, interurbain, TER et vélo.

Innovation

- Véhicule autonome : expérimentation de 2 navettes sur Sophia Roumanille mars-août 2022

3- Voirie et Grands Projets

Objectifs

- Mise en œuvre des grands projets de voirie dans le cadre des ZAE ou de la politique de mobilité durable
- Gestion des voiries communautaires, y compris travaux d'entretien et travaux neufs
- Réalisation des infrastructures liées aux bus tram

Mesures 2022

Le bus-tram Antibes Sophia Antipolis

- Travaux neufs de la voie du bus-tram, des réseaux enterrés et de requalification de l'espace public sur la Route de Grasse à Antibes
- Négociations foncières, études et consultation travaux sur la RD35 à Antibes

Création de parkings d'eco-mobilité et d'arrêts bus charte Excellence

Gestion des voiries situées dans les zones d'activités économiques

- Entretien courant et maintenance des voiries communautaires
- Obligations légales de débroussaillage : priorisation des mesures à mettre en œuvre
- Négociations foncières et études du projet de voirie portant notamment sur le chemin de St Claude à Antibes
- Négociations foncières et études des giratoires de la RN7 de Villeneuve Loubet
- Etudes et démarrage des travaux de la Rue du Bon Air à Antibes pour permettre le développement de la ZAE
- Etudes et Travaux neufs de voirie permettant d'accompagner le développement des ZAE

Perspectives 2022-2025

- Bus Tram : Mise en service du projet complet
- Hauts d'Antibes : Mise en œuvre du projet de voirie
- Renforcement des itinéraires piétons et cyclables dans les Zones d'Activités Economiques
- Assistance et conseil aux communes pour le portage de projet de voirie

4- Direction Architecture et Bâtiments

Objectifs

- Conduite des projets de construction et d'aménagement des équipements structurants communautaires
- Entretien, maintenance et gestion du patrimoine de la C.A.S.A. afin d'assurer la continuité de fonctionnement des services tout en améliorant l'environnement de travail des agents et usagers de la collectivité
- Plateforme multi-services : aide et support techniques aux Communes

Projets en cours : actions de 2022

- NAUTIPOLIS – Valbonne:
 - Fin des travaux de reconstruction de l'espace Bien-Etre suite à l'incendie;
 - Début des travaux d'extension avec la construction d'un deuxième bassin et l'extension de la couverture terrasse restaurant;
- GALERIE MADOURA – Vallauris : début des travaux de réhabilitation;
- CENTRE TECHNIQUE EAU-ASSAINISSEMENT – Biot : poursuite des études et début des travaux;
- ANTHERA – Antibes : études pour le réaménagement de la terrasse et du bar au 5ème étage;
- AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE LA PALMOSA – Antibes : rénovation des sanitaires;
- Mise en œuvre du "Décret Tertiaire" relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire.

Perspectives

- Poursuivre la mise en place d'outils collaboratifs pour répondre aux nouveaux enjeux (travail à distance, gestion de patrimoine...)

5- Politique de l'habitat et Logement

Objectifs

- Poursuivre le développement d'une offre de logement adaptés à la diversité croissante des besoins
 - ✓ Garantir les moyens de production d'une offre de logements abordables, dans le parc social ou le parc privé, en location sociale ou en accession sociale à la propriété
 - ✓ Favoriser le développement de logements adaptés aux personnes les plus vulnérables: personnes handicapées ou en perte d'autonomie en raison de la vieillesse, public jeune en précarité, personnes sans-abris et mal logées
- Concilier les enjeux démographiques et de développement durable en favorisant les projets en réhabilitation et en accélérer la rénovation énergétique des logements
- Accompagner les communes dans la lutte contre l'habitat indigne et la vacance
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie intercommunale d'attribution des logements sociaux et de gestion de la demande
- Garantir les bonnes conditions d'accueil des gens du voyage sur le territoire

Perspectives 2022-2026

- Participer à l'instruction et au suivi des opérations de logements sociaux au plus près des besoins du territoire et des publics cibles
- Accompagner le déploiement de la plateforme de rénovation énergétique SARE
- Mettre en œuvre la réforme de la cotation de la demande et la gestion en flux
- Participer au déploiement de la nouvelle plateforme de suivi des signalements d'habitat indigne
- Piloter la mise en œuvre du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) et accompagner le déploiement de l'OPAH RU de Vallauris
- Poursuivre la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord

6- Cohésion sociale

Objectifs :

- Poursuivre la gouvernance du Contrat de Ville CASA 2015-2022 en direction du quartier prioritaire de Vallauris et procéder à l'évaluation des actions en vu de sa reconduction.
- Maintenir le soutien financier apporté aux opérateurs sur l'ensemble du périmètre de la CASA en faveur de :
 - **La prévention de la délinquance**
 - **L'accès au droit et le soutien aux familles** : particulièrement, pour la prévention des violences conjugales et le soutien au réseau de « Maisons France service » récemment labélisées.
- Confirmer le soutien aux actions en faveur de l'emploi et l'insertion par l'économie : poursuite de la mise en œuvre d'un PLIE, soutien à la Mission Locale Antipolis dans la mise en œuvre du nouveau Contrat d'Engagement Jeune et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE).

Perspectives :

- Poursuivre les actions en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes et plus généralement les violences de genres. Favoriser la pluridisciplinarité dans l'accompagnement des victimes de ces violences.
- Développer des actions en faveur de l'accès au droit en proximité des populations, et en dehors des murs des antennes de justice
- Au travers d'accompagnements individuels ou d'événements collectifs, participer à la mise en œuvre d'actions menées en faveur de l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans, leur formation, leur connaissance des métiers et leur insertion réussie dans le monde du travail.

7- Politique de Lecture Publique

Objectifs

Le projet scientifique, culturel, pédagogique et social (P.C.S.E.S.) adopté le 1^{er} avril 2019 par le Conseil Communautaire, définit les grandes orientations stratégiques et opérationnelles du développement du réseau des médiathèques communautaires sur la période 2019-2023, à travers 5 objectifs :

1. Renforcer l'attractivité des médiathèques
2. Développer et valoriser les collections sur tous supports
3. Accompagner la population dans la maîtrise des outils numériques
4. Proposer des services de lecture publique sur l'ensemble du territoire
5. Favoriser l'accès à la connaissance, en particulier pour les jeunes publics

Perspectives

- Harmonisation et élargissement des **horaires d'ouverture** des médiathèques communautaires
- Poursuite des actions de développement de la lecture publique menées dans le cadre du **contrat territoire lecture** avec l'Etat : salon du livre jeunesse, médiathèque itinérante...

- Renouvellement du **mobilier des espaces jeunesse** des médiathèques communautaires
- Rédaction d'une **charte des collections et de l'action culturelle** du réseau des médiathèques communautaires

8- Aménagement du territoire

Objectifs

- Déterminer un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles au travers du SCOT valant PCAET en cours d'élaboration
- Mettre en œuvre les grands projets d'aménagement et la gestion des ZAE

Projets

- Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : finalisation du diagnostic, élaboration du projet d'aménagement stratégique et adoption de la trame verte, bleue et noire
- Etudes en vue de la conception du Pôle Innovation
- Poursuite des projets de développement sur la technopole Sophia Antipolis et de la démarche « Quartier Durable »
- Réalisation d'opérations d'aménagement des ZAE en veillant à leur performance environnementale et énergétique (secteur de la Sarrée)

9- Agriculture

Objectifs

- Conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire ;
- Remobiliser du foncier agricole
- Soutenir la dynamique d'installation d'exploitations.
- Agir pour développer l'alimentation locale notamment au travers d'un projet alimentaire territorial ;

Projets

- Remboursement des travaux des communes de défrichement et clôtures via le FEADER « Préservation du foncier agricole »
- Etudes et animation foncière avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et autres partenaires pour le développement de projets agricoles et l'implantation de nouveaux exploitants
- Accompagnement de porteurs de projets dans les Espaces Tests Agricoles
- Soutien des projets des associations agricoles
- Promotion des agriculteurs locaux via une application

10- Développement Economique et Economie de Proximité

Objectifs

- Commerce et économie de proximité : accompagner les créateurs-repreneurs d'entreprise et les chefs d'entreprises dans leurs projets de développement

Perspectives 2021-2025

- Financer les structures d'accompagnement à la création-reprise d'entreprises
 - ✓ Initiative Agglomération Sophia Antipolis
 - ✓ Association pour le Droit à l'Initiative Economique
- Elaborer et mettre en place une offre de services d'accompagnement des créateurs-repreneurs d'entreprises
 - ✓ Organisation d'un programme de 70 permanences-conseils à Antibes, Vallauris, Villeneuve-Loubet, Châteauneuf, Tourrettes-sur-Loup, Bouyon et Gréolières
 - ✓ Suivi des 180 entreprises ayant bénéficié d'un prêt « Covid Résistance »
 - ✓ Gestion de la pépinière d'entreprises Starteo

11- Technopole Sophia Antipolis

Objectifs

- Connaître et soutenir les entreprises dans leurs projets de développement (création, reprise, export, investissements, innovation...);
- Renforcer l'attractivité et la visibilité de la technopole aux niveaux national et international;
- Créer un environnement favorable au développement de l'enseignement supérieur-recherche publique / privée;
- Accompagner les démarches structurantes et les filières clés telles que l'Intelligence Artificielle, la filière automobile connectée, les biotechnologies et la santé...

Perspectives

- Structuration et animation de filières stratégiques (I.A. , Automotive, Biotechnologies, Bluetech/Yachting ;
- Développement exogène : prospection d'entreprises par l'agence de développement Team Côte d'Azur (focus France et Europe), soutien au développement international des entreprises avec présence sur les salons internationaux (Salon CES, VIVATECH) ;
- Participation à la structuration du Pôle de l'Innovation
- Organisation de la 7^{ème} édition du Village des Sciences et de l'Innovation et de la 5^{ème} édition du SophI.A Summit ;
- Poursuite de l'accompagnement des entreprises et acteurs présents au sein du Business Pôle
- Suivi du portefeuille des entreprises de la technopole en lien avec les partenaires clés (adhésions Telecom Valley, Rising Sud)

- Soutien des projets d'investissements structurants du territoire (PlantBioSerres, Halle Drônes, Datacenter Sud)
- Contribution au SYMISA au titre de l'attractivité du territoire.

12- Environnement et Développement durable

Objectifs

- Poursuivre l'engagement du territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Mettre en œuvre une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre les actions de sensibilisation et d'information à l'environnement
- Développer des partenariats avec les acteurs locaux de l'environnement et du DD

Mesures 2022

- Poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable « CASA'Venir »
- Elaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) CASA intégré au SCOT et du PCAET Ouest
- Adhésion à AtmoSud, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air
- Renforcement du réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques et exploitation et maintenance du réseau WiiiZ
- Poursuite des programmes pédagogiques et de sensibilisation : Activ' ta terre, Watty à l'école
- Poursuite du programme grand public CASA Nature
- Communication et sensibilisation sur l'environnement
- Adhésion au Parc Naturel Régional de Préalpes d'Azur
- Soutien des projets associatifs

13- Paysage et espaces naturels

Objectifs

- Préserver la biodiversité et les milieux, assurer la circulation des espèces
- Concilier au mieux la préservation des espaces naturels remarquables avec les différents usages et projets
- Promouvoir les actions en faveur de la biodiversité et de la richesse paysagère
- Agir contre les atteintes à la biodiversité locale, notamment par la lutte contre les espèces invasives

Projets

- Adoption de la Trame Verte, Bleue et Noire et intégration au SCOT en cours d'élaboration

- Animation des 3 sites « Natura 2000 » Préalpes de Grasse, Rivière et Gorges du Loup et Dôme de Biot : conciliation des usages et projets avec la préservation des milieux et des espèces, concertation des acteurs, travaux de gestion, sensibilisation
- Diffusion et promotion au grand public et aux professionnels la Palette Végétale CASA
- Lutte contre les espèces invasives : écureuil de pallas, frelon asiatique, charançon rouge, perruche à collier, etc.

14- Fonds et Offres de concours

Objectifs

- Poursuivre le versement des fonds de concours attribués aux communes
- Accompagner les Communes dans la constitution de leurs dossiers de fonds de concours

Chiffres-clé de 2021

Suite à la crise sanitaire, aucun fonds de concours n'a fait l'objet d'une attribution au titre de l'exercice 2021.

Prospectives en 2022

- Reprise de l'octroi des fonds de concours aux communes suite à la crise sanitaire.
- 108 appels de fonds sollicités par les communes pour un montant prévisionnel de versements de 8 405 110,80 €.

15- Subventions

Objectifs

- Accroître le niveau des recettes de subventions suite à la crise sanitaire

Chiffres-clés de 2021

- 22 dossiers de demande de subvention déposés auprès des partenaires financeurs pour un montant de 950 958,46 € d'aides publiques.
- 39 appels de fonds correspondant à 873 153,05 € de recettes perçues en 2021 en cofinancement des politiques de la CASA.
- **Montage des nouveaux dispositifs contractuels dans le cadre du Plan de Relance :**
 - ⇒ Au titre du **Contrat de Relance et de Transition écologique (CRTE)**, 97 fiches actions déposées, pour un montant total de 37,7 M€.
 - ⇒ Au titre du **Contrat d'Avenir**, 3 opérations retenues et inscrites dans le projet de convention territoriale d'application pour un montant total de 32,96 M€ d'investissements et une participation au titre du contrat d'Avenir de 16,48 M€, soit un cofinancement de 50% dont 25% Etat et 25% Région.
 - ⇒ Au titre du **Contrat de Territoire urbain**, 16 opérations retenues et inscrites dans la convention Horizon 2026 représentant un montant total de 51,2M€

d'investissements et un soutien financier du Département des Alpes Maritimes de 11,3 M€.

Perspectives en 2022

- Poursuivre les partenariats financiers avec l'Etat et les autres organismes institutionnels dans le cadre des différents programmes de soutien financier.
- Déposer les dossiers relatifs aux contrats du plan France Relance.
- 31 appels de fonds (hors dispositifs du plan de relance) pour un montant prévisionnel de recettes à percevoir de 4 844 406,30 €.
- Identifier des nouveaux dispositifs de financement dans le cadre du plan France Relance (AAP, AMI, etc.)

III.3.2.2- Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus »

- Voir « Mobilité, Déplacements et Transports » ci-avant.

III.3.2.3- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Objectifs

- Mise en œuvre des grands projets de voirie dans le cadre des ZAE ou de la politique de mobilité durable
- Gestion des voiries communautaires, y compris travaux d'entretien et travaux neufs
- Réalisation des infrastructures liées aux bus tram

Mesures 2022

Le bus-tram Antibes Sophia Antipolis

- Travaux neufs de la voie du bus-tram, des réseaux enterrés et de requalification de l'espace public sur la

Route de Grasse à Antibes

- Négociations foncières, études et consultation travaux sur la RD35 à Antibes

Création de parkings d'eco-mobilité et d'arrêts bus charte Excellence

Gestion des voiries situées dans les zones d'activités économiques

- Entretien courant et maintenance des voiries communautaires
- Obligations légales de débroussaillage : priorisation des mesures à mettre en œuvre
- Négociations foncières et études du projet du voirie portant notamment sur le chemin de St Claude à Antibes
- Négociations foncières et études des giratoires de la RN7 de Villeneuve Loubet

- Etudes et démarrage des travaux de la Rue du Bon Air à Antibes pour permettre le développement de la ZAE
- Etudes et Travaux neufs de voirie permettant d'accompagner le développement des ZAE

Perspectives 2022-2025

- Bus Tram : Mise en service du projet complet
- Hauts d'Antibes : Mise en œuvre du projet de voirie
- Renforcement des itinéraires piétons et cyclables dans les Zones d'Activités Economiques
- Assistance et conseil aux communes pour le portage de projet de voirie

III.3.2.4- Budget Annexe « GeMAPI »

Objectifs

- Poursuivre les actions préventives et opérationnelles de gestion des risques d'inondation (entretien des vallons et réseaux, études et travaux, réduction de vulnérabilité, accompagnement de l'aménagement du territoire, assistance à la gestion de crise, ...);
- Développer le volet littoral de la GEMAPI et le volet hydrogéologique de la gestion des ruissellements.

Mesures 2022

- Préparer et lancer des chantiers complexes : bassin Cerutti à Antibes, traversées de la RD 6007 aux Maurettes à Villeneuve-Loubet, les Bertrands à Roquefort-les-Pins, Val Claret, ...;
- Poursuivre les actions des PAPIs, les programmes de renaturation et désimperméabilisation (Clos des Moulières, Poudeirac, ...), les acquisitions foncières dans les zones rouges et la préparation des chantiers sur les cours d'eau (Méandre Pellegrin, ...);
- Suivre les actions confiées au SMIAGE (études pré-opérationnelles et pièges à embâcles sur la Brague, bassins sur l'Issourdadou, réaménagement du Malvan, classement des digues, ...) et l'étude des buses de l'A8 pilotée par la DDTM;
- Valider les plans de gestion des vallons et la Déclaration d'Intérêt Général après enquête publique;
- Etendre le dispositif CAS'ALABRI et les diagnostics de réduction de vulnérabilité des personnes, habitations, entreprises et ERP exposés aux risques d'inondation;
- Compléter les schémas directeurs des eaux pluviales et des ruissellements, accompagner les communes dans les opérations d'urbanisme, travailler sur les aspects hydrogéologiques de la gestion des ruissellements;
- Assister les communes dans la gestion des crises inondation : mise en place de barrières avec fonds ALCOTRA, expérimentation HD Rain, ...

Perspectives 2022-2025

- Mener l'étude stratégique de gestion partagée du littoral de la CASA en concertation avec les communes;

- Lancer les prochains PAPIs sur la base des études et analyses multicritères sur le Loup, la Brague, les côtiers (Maïre, Laval, etc.) et le Malvan.

III.3.2.5- Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal »

Objectifs

- Maintenir et renforcer l'attractivité du territoire en développant les actions de promotion touristique dans le cadre de la stratégie tourisme communautaire
- Développer et diversifier les activités de l'Office de Tourisme Intercommunal

Perspectives 2021-2025

- Mettre en œuvre la stratégie d'accueil et de promotion touristique communautaire
 - ✓ Animation des Bureaux d'Information Touristique de Valbonne, Tourrettes-sur-Loup, Gourdon, Gréolières, Opio et Le Bar-sur-Loup
 - ✓ Animation du site internet de l'Office de Tourisme Intercommunal et de Gréolières-les-Neiges
 - ✓ Organisation de visites guidées des villages du moyen et haut-pays de la CASA
 - ✓ Elaboration et diffusion du guide d'appel et des carnets de voyage « Petit Futé »
 - ✓ Participation à des salons professionnels du tourisme et aux manifestations touristiques du moyen et haut-pays de la CASA
- Contribuer à la gouvernance et aux projets de diversification des activités de la station de montagne de Gréolières-les-Neiges

III.3.2.6- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Eau »

Objectifs

- Lancer le schéma directeur d'adduction en eau potable
- Améliorer le rendement des réseaux par le renouvellement des canalisations et des campagnes accrues de recherches de fuites
- Mettre en place une supervision sur les réservoirs et les organes de production d'eau des Communes en régie afin d'optimiser le service et le traitement de l'eau

Perspectives 2022-2025

- Développer la télérelève des compteurs abonnés sur les communes et optimiser la mise en place de compteurs de sectorisation afin d'améliorer la recherche de fuite et les rendements de réseaux
- Sécuriser la production et la distribution par la mise en place d'un plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE)
- Poursuivre le déploiement des actions demandées dans le cadre du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE Loup-Cagnes)

III.3.2.7- Régie à Autonomie Financière et Budget Annexe « Assainissement »

Objectifs

- **Amélioration des connaissances patrimoniales et des performances environnementales des réseaux d'eaux usées**
 - Mise à jour des plans,
 - Mise en place de l'autosurveillance et du diagnostic permanent,
 - Lutte contre la production d'H₂S,
 - Renforcement de réseaux.
- **Protection des eaux de baignade et des milieux récepteurs**
 - Mise en conformité des stations d'épuration non conformes,
 - Suppression des rejets polluants engendrés par les eaux parasites (issues des erreurs de branchement et du ruissellement d'eau de pluie vers le réseau d'eaux usées),
 - Réhabilitation de canalisations anciennes,
 - Incitation à la mise en conformité des systèmes d'assainissement individuels.

Projets

- Acquisition d'équipements de surveillance, développement du poste de supervision, campagnes de levés topographiques
- Mise en place de nouveaux systèmes de lutte contre les nuisances olfactives et la production d'H₂S
- Renouvellement des réseaux
- Réhabilitation des réseaux anciens et études d'extension de réseau
- Reconstruction de stations d'épuration (Gourdon et Gréolières-les-Neiges) et poursuite des mises en conformité

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

• Les effectifs de la CASA depuis 2018

	2018	2019	2020	2021
Effectifs total (emplois permanents)	575	574	651	663
Dont créations d'emplois	44*	5**	80***	14****
Dont suppressions d'emplois	44*	6**	3***	2****

*2018,

Les créations d'emplois sont liées à la prise de nouvelles de compétences et aux transferts obligatoires des agents affectés sur ces compétences:

- 9 postes pour la compétence promotion touristique,
- 31 postes pour la compétence de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,

Les créations d'emplois sont également liées aux missions nouvelles dans le domaine du développement économique et voirie grands projets (4 postes).

Les suppressions d'emplois intervenus en 2018, sont la conséquence du transfert des agents de déchetteries et de l'unité action communication (ADT) vers le syndicat UNIVALOM (44 postes). Ces suppressions ont pour conséquence de maintenir l'effectif total de 2018 à celui de 2017.

** 2019,

Les créations d'emplois sont liées à la prise de nouvelle compétence (1 poste pour la GEMAPI) mais également liées à des missions prioritaires comme les enlèvements des ordures ménagères (3 postes pour la DEN) et 1 poste à la DRH d'assistante sociale pour palier à la fin du marché du prestataire et offrir plus de proximité aux agents,

Les suppressions d'emplois intervenues en 2019 sont la conséquence de réorganisations de services (6 postes)

***2020,

Les créations d'emplois sont liées aux transfert de compétences Eau Potable et Assainissement (créations de 79 postes dont 55 agents transférés) et à la création d'un poste de Responsable de gestion pour la Direction GEMAPI et Eaux Pluviales,

3 suppressions de postes, à savoir 1 chargé(e) de développement thématique – directeur(trice) de projet de l'action cœur de ville, 1 responsable de gestion en charge de la promotion touristique et 1 agent logistique à la Direction de la Lecture Publique; ces 3 missions sont désormais sans objet, les besoins n'étant plus justifiés.

*** 2021,

Les créations d'emplois sont liées à la création d'un service commun avec la Ville d'Antibes au sein de la DGA DEAD (création/transfert de 6 postes), à la création d'un poste de Chargé(e) de développement thématique au sein de la DGA CDV (poste mutualisé avec la Ville d'Antibes), à la création d'un poste

de Chargé(e) de développement thématique au sein de la Direction Assainissement (nouvelle compétence), à la création d'une 3^e équipe opérationnelle au sein de la Direction GEMAPI intervenant sur le haut pays (3 postes), à la création d'un poste de Responsable de gestion au sein de la Direction Habitat Logement, à la création d'un poste de Chargé(e) de développement thématique au sein de la Direction Aménagement Environnement, à la création d'un poste de Délégué(e) aux affaires sociales au sein de la DGA VSC.

2 suppressions de postes, à savoir un poste de Responsable de service Autosurveillance et traitement des eaux usées au sein de la Direction Assainissement suite à une réorganisation et un poste d'Intervenant(e) social(e) au sein de la Médiathèque d'Antibes.

- **Etat prévisionnel des transferts de compétences**

Depuis l'année 2018, l'effectif de la CASA a évolué au fil des transferts de compétences obligatoires vers les agglomérations énoncés dans la loi NOTRe

En 2018:

- transfert effectif des personnels de la compétence GEMAPI/Eaux Pluviales ⇒ 31 postes créés dont 23 transferts et 8 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLETC
- transfert effectif des personnels de la compétence promotion du tourisme ⇒ 9 postes créés dont 6 transferts et 3 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLETC
- transfert effectif des personnels des déchetteries et de l'unité action communication de la direction EnviNet vers UNIVALOM ⇒ 40 postes supprimés.

En 2019:

- préparation du transfert des compétences Eau Potable et Assainissement Collectif

En 2020 :

- transfert effectif des personnels des compétences Eau Potable et Assainissement Collectif ⇒ 79 postes créés dont **55 transferts**

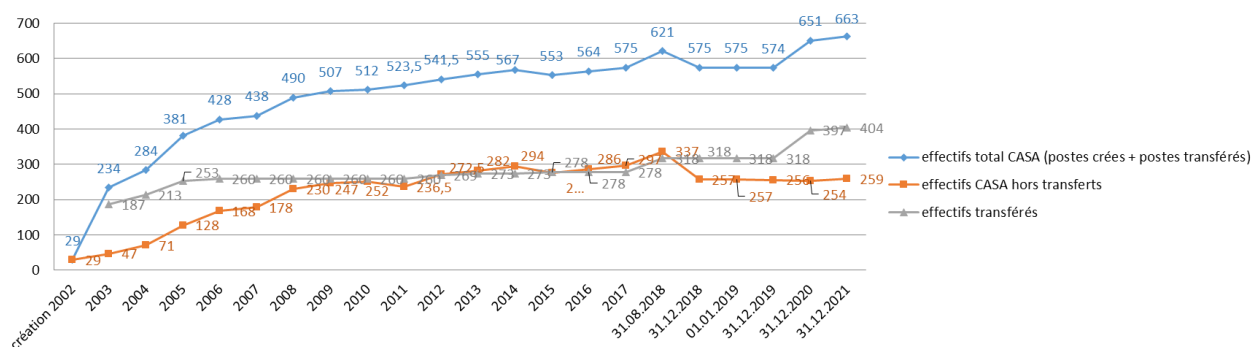
En 2021:

- Création du Service Commun Aménagement et Développement ⇒ 6 postes créés dont **5 postes transférés et 3 agents transférés**
- Création d'un poste de coordination des travaux à la DGA Cadre de Vie suite au transfert des compétences GEMAPI, Eau et Assainissement

Objectifs 2022:

- Création d'un poste de Chargé de développement thématique vidéosurveillance/ vidéo protection à la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique
- Création d'un poste en contrat de projet à la Direction de la Cohésion Sociale pour le service trait d'union – relations usagers

• **Evolution de l'effectif depuis la création de la CASA (selon date de délibération)**



	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	31.08.18	31.12.18	01.01.19	31.12.19	31.12.20	31.12.21
Créations et suppressions de postes hors transferts	29	18	24	57	40	10	52	17	5	11,5	9	9,5	12	-19	11	11	6	-40 (9)	-40 (9)	-1	-2	6(12)
Effectifs cumulés hors transferts	29	47	71	128	168	178	230	247	252	263,5	272,5	282	294	275	286	297	303	257	257	256	254	259
Effectifs transférés	0	187 (1)	26 (2)	40 (3)	7 (4)	0	0	0	0	0	9 (5)	4 (6)	0	5 (7)	0	0	40 (10)	40 (10)	40 (10)	0	79 (11)	6(13)
Effectifs transférés cumulés	0	187	213	253	260	260	260	260	260	260	269	273	273	278	278	278	318	318	318	318	397	404
Effectifs inscrit au tableau des effectifs	29	234	284	381	428	438	490	507	512	523,5	541,5	555	567	553 (8)	564	575	621	575	575	574	651	663

- (1) Transferts déchets (170) + transport (17)
- (2) Transfert politique de la ville (26)
- (3) Transferts logement (2) + médiathèque (38 Antibes)
- (4) Transferts logement (6) + médiathèque (1 Valbonne)
- (5) Transferts médiathèque (4 Villeneuve-Loubet) + SIVOM déchets haut-pays (5)
- (6) Transfert médiathèque (4 Biot)
- (7) Transfert contrat de ville Vallauris (5)
- (8) Suppression 28 postes DRE (départ au privé)
- (9) Suppression postes déchetteries et ADT (départ vers UNIVALOM)
- (10) Transferts GEMAPI + Tourisme
- (11) Transferts Assainissement et Eau Potable (55 + 24)
- (12) 8 créations et 2 suppressions de postes
- (13) 6 transferts et créations service commun Ville d'Antibes DGA DEAD + 1 transfert de la Ville d'Antibes à la DGA CDV

- **Répartition des effectifs au 31 décembre 2021 par catégorie**

FILIERES	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	EMPLOIS PRIVES	TOTAL 2021	TOTAL 2020	Evolution 2021/2020
Administrative	51	38	89	-	180	178	+2
Technique	36	40	251	-	334	330	+4
Médico-sociale	14	1	0	-	15	15	=
Animation	0	3	4	-	7	7	=
Culturelle	5	23	60	-	88	88	=
Emplois privés	-	-	-	39	39	33	+6
TOTAL	106	105	404	39	663	651	+12

Par rapport à l'année 2020, la CASA compte 2 agents de plus dans la filière administrative, 4 de plus dans la filière technique et 6 de plus dans les emplois privés.

- **Les dépenses réelles de la CASA au Chapitre « 012 » depuis 2020 :**

Les variations de dépenses sont liées, soit à des évolutions de périmètre (compétences ou missions nouvelles), soit à des dépenses contraintes (évolution de la réglementation).

Compte administratif		CA 2020	ESTIMATION CA 2021		PROJECTION CA 2022	
Chapitre 012	28 042 488 € (CA 2020 hors transfert compétences Eau Potable et Assainissement)	29 593 992 € (tous CA confondus)	29 273 112 € (tous budgets confondus, recettes déduites)	31 014 062 € (tous budgets confondus, recettes déduites)	+ 980 950€ par rapport à l'estimation CA 2021 (tous budgets confondus hors création service commun, poste mutualité et écriture comptable tickets restaurant)	
Evolution (€)	+ 560 287 €	+ 2 101 691 €	- 310 780€ par rapport aux CA 2020 (tous budgets confondus)	+ 1 740 950€ par rapport à l'estimation CA 2021 (tous budgets confondus)	+ 980 950€ par rapport à l'estimation CA 2021 (tous budgets confondus hors création service commun, poste mutualité et écriture comptable tickets restaurant)	
Evolution (%)	+ 2,03%	+ 7,6%	-1,05 % par rapport aux CA 2020	+5,9% Par rapport à l'estimation CA 2021	+3,3% par rapport à l'estimation CA 2021 (tous budgets confondus hors création service commun, poste mutualité et écriture comptable tickets restaurant)	
Détail de l'évolution des dépenses par rapport au CA N-1						
1						

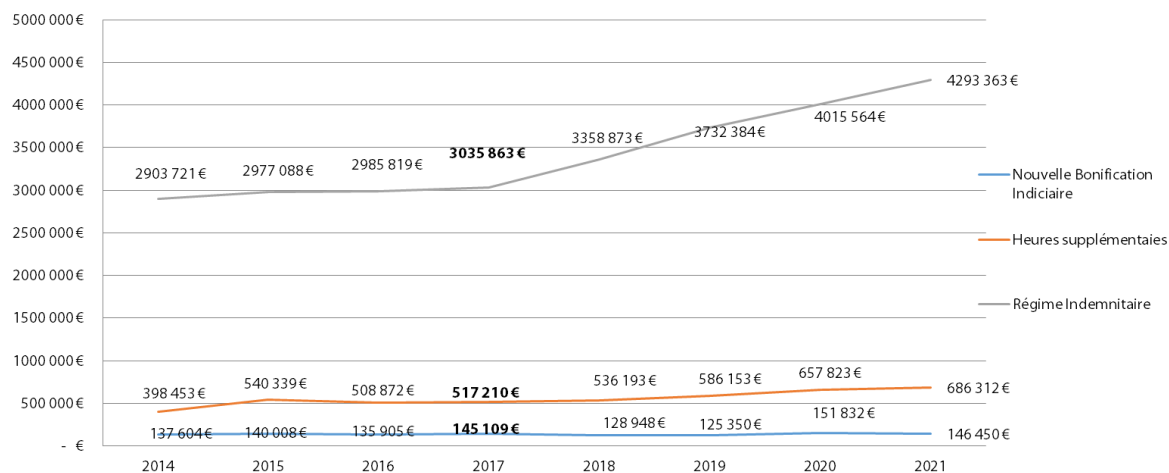
Evolution des effectifs et dépenses des budgets de la CASA depuis 2019

	2018	2019	2020	2021	
Effectifs total (emplois permanents)	575	574	651	663	*Les créations d'emplois sont liées à la création d'un service commun avec la Ville d'Antibes au sein de la DGA DEAD (transfert de 6 postes), à la création d'un poste de Chargé(e) de développement thématique au sein de la DGA CDV (poste mutualisé avec la Ville d'Antibes), à la création d'un poste de Chargé(e) de développement thématique au sein de la Direction Assainissement (nouvelle compétence), à la création d'une 3 ^e équipe opérationnelle au sein de la Direction GEMAPI intervenant sur le haut pays (3 postes), à la création d'un poste de Responsable de gestion au sein de la Direction Habitat Logement, à la création d'un poste de Chargé(e) de développement thématique au sein de la Direction Aménagement Environnement, à la création d'un poste de Délégué(e) aux affaires sociales au sein de la DGA VSC.
Dont créations d'emplois	44	5	80	14*	*2 suppressions de postes, à savoir un poste de Responsable de service Autosurveillance et traitement des eaux usées au sein de la Direction Assainissement suite à une réorganisation et un poste d'intervenant(e) social(e) au sein de la Médiathèque d'Antibes.
Dont suppressions d'emplois	44	6	3	2*	

	CA 2019	2020			2021				Projection BP 2022			
		BP 2020	CA 2020	Evolution CA 2020/CA 2019 en %	BP 2021	Estimations dépenses 2021 au réel	Evolution BP 2021/BP2020 en %	Evolution Estimations dépenses 2021/CA 2020 en %	BP 2022	Montants supplémentaires BP 2022/BP 2021	Evolution BP 2022/BP2021 en %	Commentaires
Budget Général	21 751 632,00 €	23 962 090,00 €	22 685 078,00 €	4,3% (3% hors AEs et dépenses Covid 19)	24 175 929,00 €	23 196 500,00 €	0,89%	2,21%	25 272 780,00 €	1 096 651,00 €	4,50%	Hors création service commun (520 000€), création poste pour mutualisation (120 000€) et fermeture comptable Trésorerie (120 000€) = 4,4% pour rapport
CASA hors DEN	13 345 536,00 €	15 175 290,00 €	14 062 324,00 €	5,4%	15 065 129,00 €	14 480 000,00 €	-0,73%	2,97%	15 914 150,00 €	849 021,00 €	5,60%	Hors Création service commun, création 3 postes cat A (dont 1 poste muju) et IR = -0,2% du BP 2021
DEN	8 412 296,00 €	8 786 800,00 €	8 632 754,00 €	2,6%	9 110 800,00 €	8 716 500,00 €	3,69%	0,97%	9 358 630,00 €	247 830,00 €	2,70%	Régularisation baccule postes du 020 ou 812 soit + 233 000€
BART	3 912 777,00 €	3 568 729,00 €	3 477 823,00 €	-11,1%	3 590 817,00 €	3 409 000,00 €	0,62%	-1,96%	3 674 660,00 €	83 843,00 €	2,30%	MAO (30 000€) + prévision retour agents en disponibilité (60 000€)
OTI	377 014,00 €	467 047,00 €	386 723,00 €	2,6%	485 653,00 €	435 000,00 €	4,03%	12,48%	488 153,00 €	2 300,00 €	0,50%	Remploi agents d'accueil et information pour BRT (maternité, maladie)
GEMAPI	1 302 902,00 €	1 606 243,00 €	1 392 310,00 €	6,9%	1 806 682,00 €	1 580 000,00 €	12,48%	13,48%	1 823 850,00 €	23 168,00 €	1,30%	Equipe du Haut-pays à recruter + 5 postes vacants non pourvus en 2021
Staréo	131 676,00 €	120 339,00 €	90 553,00 €	-31,2%	141 500,00 €	131 800,00 €	17,58%	45,53%	156 188,00 €	14 688,00 €	3,30%	Recrutement sur poste vacant à prévoir
Eau Potable		1573 823,00 €	976 937,00 €	nouvelle compétence ou 01/01/2020	1 330 615,00 €	704 000,00 €	-15,45%	-27,94%	1 330 615,00 €	- €	0,00%	
Assainissement		2 772 170,00 €	2 564 467,00 €	nouvelle compétence ou 01/01/2020	2 652 681,00 €	2 352 000,00 €	-4,31%	-8,29%	2 825 512,00 €	172 831,00 €	6,50%	7 postes vacants à pourvoir suite transfert compétence
TOTAL BUDGETS	22 482 202,00 €	34 070 440,00 €	31 883 892,00 € (28 042 488€ hors nouvelles compétences)	14,9% (2,03% hors nouvelles compétences)	34 188 077,00 €	31 888 300,00 €	0,33%	0,70%	35 577 758,00 €	1 399 681,00 €	4,10%	

- **Les dépenses de la CASA au Chapitre « 012 » depuis 2014**

**Coût salarial des éléments de rémunération
hors traitement indiciaire**



- **Harmonisation du temps de travail**

Le temps de travail effectif à la CASA est de 1607 heures annuel ; cependant, au titre de la pénibilité, certains agents bénéficient d'un temps de travail dérogatoire fixé à 1547 heures par an.

Temps de travail annuel	Temps de travail hebdomadaire	Affectations (liste non exhaustive)	Agents concernés au 31 décembre 2021
1607 h par an	38h45, 37h30, 37h, 36h30 ou 35h	Agents du siège, agents de la cohésion sociale, agents des médiathèques...	458 agents (69%)
1547 h par an	36h, 35h ou 34h15	Agents d'exploitation et d'entretien ou agents de collecte...	205 agents (31%)

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_011
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022
Matière : 7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : hmaYnUI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_011-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_011
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : DÃ©bat d'Orientation BudgÃ©taire de l'annÃ©e 2022
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_011-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220221-CC_2022_011-DE-1-1_2.PDF

N